N° 59
8e Année

Défense de l'Occident

FÉVRIER
1959

Revue mensuelle politique et littéraire

TABLE DES MATIÈRES

LES IDÉES ET LES FAITS.

Maurice BARDÈCHE : Spectrogramme du nouveau système — la question de la succession : 1
Paul RASSINIER : Radiographie de la Ve République : .. encart
Pierre HOFSTETTER : L'Angleterre restera-t-elle une île blanche ? : 9
Yves JEANNE : Lettre d'Algérie : La revanche de Poitiers : .. 16
Pierre FONTAINE : Confusion au Moyen-Orient : 20
Henry COSTON : Les affaires sont les affaires : 28
Pierre SAUCHET : Les chemins de l'Europe : 36
Paul BERNARD : L'Espagne et la coopération économique Européenne : 42
Georges MOUGENOT : Voyage dans la presse libérée (II) : 47

CHRONIQUES.

Bernard VORGE : Les spectacles — l'Hurluberlu : 53
Les notes du mois de l'huissier sans chaîne : 57
Jean-Paul BONNAFOUS : Revue des revues : 63
Les lettres nouvelles — Les satires — Le crapouillot — Le Figaro littéraire — Arts — France-Observateur
Antoine de SAINT-EXUPERY : Appel aux Français : 67

LES LIVRES DU MOIS.

Bernard VORGE : « Brasillach », de Jean Madiran : 72
« Les impostures de l'Histoire » d'E. Berl : 73
Jean-Paul BONNAFOUS : Un essai sur Drieu : 75
B.L. Les héritiers de Souvaroff : 77
P.F. Nous sommes Frey : 78
E.L. Enquêtes noires : 79
P.F. Le pétrole et la guerre : .. 80

LES LIVRES ÉTRANGERS.

Pierre HOFSTETTER : Crimes discreetly veiled : 81

DOCUMENT.

Wilfried von Owen : Avec Gœbbels : l'Arrestation de Mussolini : 83

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, 51, rue de la Harpe, Paris (5e) (Bureau de la Librairie Française).

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger. Permanence, le mercredi de 18 h. 30 à 20 h. 30.

Abonnement. — 1 an : 1.500 fr. ; Etranger : 1 an : 1.800 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° _____

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.500 fr.

Etranger : 1 an : 1.800 fr.

Soutien : 3.000 fr.; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 51, rue de la Harpe, Paris-5e, C.C.P. 2182 19 Paris.

SPECTROGRAMME du nouveau système

La question de la succession

Et d'abord, refusons de nous poser la question : sont-ils là pour longtemps ? Car la consternation de décembre s'apaise comme s'apaisent toutes les consternations. Mais les causes, elles, ne s'apaisent ni ne disparaissent, elles sont toujours là.

La guerre d'Algérie continue, elle s'aggrave même : les hauts fonctionnaires et les généraux gaullistes mis en place pour des raisons de sécurité sont aussi impuissants à inventer une idée nouvelle. Une seule idée gagne du terrain chaque jour, celle de la trahison. C'est le *bovarysme* du nouveau régime. Il en rêve, il voit en imagination des accords, des partages, des noces fellaghiennes. Il fait dire partout : *Paris vaut bien une messe, adorez un képi et nous vous livrons les Français d'Algérie.* Il mourra comme le précédent de ce rêve même qu'il porte en lui. Car l'Algérie mord, l'Algérie tue. Pas besoin de *treize complots,* romanesque de journalistes. Une seule trahison suffira à la soulever comme un vent de sable et ce vent de sable jettera ce régime à la mer comme le précédent.

Car les autres échéances viendront à leur tour. Celle de la montée des prix ; celle des troubles sociaux ; celle de la colère des agriculteurs ; celle du mécontentement général ; et d'autres encore que les graines semées feront lever et que des discours ne calment pas. D'où cette angoisse inattendue qu'on voit paraître dans tant de journaux, il y a quelques mois si hostiles à De Gaulle : « *Il faut* que cette expérience réussisse, car si elle échoue, il n'y a plus que le front populaire ou la dictature ».

★

Ces réflexions, et une vue un peu plus complète qu'on peut avoir maintenant du panorama du régime, nous renseignent sur le pouvoir qui s'est installé depuis 6 mois en France. La dictature personnelle n'est qu'une apparence qui couvre en réalité une *consolidation de la démocratie*. C'est un échange de services dans lequel la dictature s'appuie sur la démocratie, tandis que la démocratie se sauve et se maintient par la dictature. Si l'on peut retourner audacieusement la formule de Marx, le régime actuel c'est la *dictature de la démocratie*, et c'est ce qui explique la réaction de la grande presse, celle des grandes banques... et aussi celle du public qui commence à comprendre.

Expliquons toutefois cette formule sibylline. La *démocratie* n'est nullement l'exercice du pouvoir par le peuple, comme le croient les naïfs. Elle a peut-être été cela en 1848 et encore en 1870, mais elle est devenue ensuite tout autre chose. Elle est devenue l'exercice du pouvoir par les groupes politiques et financiers qui se sont partagés depuis cinquante ans, le pouvoir réel en se servant comme hommes de paille des politiciens démocratiques. Ce qu'on appelle le *libre jeu des institutions démocratiques*, n'est qu'une mascarade destinée à donner à l'opinion l'illusion que ses choix jouent un rôle : mais, en réalité, le changement des majorités et des politiciens ne change rien aux pouvoirs réels qui sont tour à tour, et parfois simultanément, derrière les grands partis politiques. Des accidents comme le Front Populaire de 1936 ne sont que des oscillations excessives du pendule politique qui peuvent mettre un instant dans l'embarras les véritables détenteurs du pouvoir parce que *la rue*, élément difficilement contrôlable, intervient dans les événements, mais qui sont, en fait, assez rapidement dérivées par les spécialistes auxquels on s'adresse alors.

L'exercice du pouvoir pendant un demi-siècle a non seulement dégagé des groupes détenant le pouvoir réel, qu'on commence aujourd'hui seulement à connaître, mais il a créé encore, comme tout pouvoir qui dure, une aristocratie. Les fils, les neveux, les gendres, les serviteurs habituels de ces groupes ont une situation privilégiée dans la *démocratie* du fait de leur naissance ou de leur apparentement. Et pour eux, comme il est naturel, la *démocratie* n'est pas, comme on le croit trop souvent, dans le maintien au pouvoir des politiciens qui les ont servis, mais elle consiste essentiellement dans le maintien de leurs privilèges. La démocratie ne s'exprime donc pas, en fait, par la présence de certains hommes ou de cer-

tains partis, et encore moins, bien entendu, par l'application de certains principes : elle se reconnaît, elle se vérifie par la permanence de certaines dynasties et le respect de certains intérêts.

Trois remarques s'imposent ici : 1° ces groupes ayant de nombreuses ramifications à l'étranger et représentant, en fait, ce que Maurras appelait fort bien *le règne de l'étranger* dans notre pays, ont notamment le privilège de témoigner à l'égard de l'opinion internationale du caractère démocratique des institutions. Là où ils sont règne la démocratie, et inversement, s'ils sont exclus ou menacés, le régime cesse d'être démocratique. 2° cette aristocratie n'est pas fermée comme on se l'imagine parfois. Elle s'est, au contraire, formée peu à peu, par une agglomération naturelle d'intérêts et de compétences, et sa force vient précisément de ce qu'elle sait parfaitement s'agréger des éléments de valeur qui lui sont à l'origine entièrement étrangers : la carrière d'un Lazareff, d'un Herriot, d'un Armand, d'un Pompidou, tous d'origine modeste est une preuve de la souplesse et du discernement de ce recrutement qui draîne constamment vers ces groupes les techniciens qui n'ont pas trop mauvaise tête. 3° la seconde guerre mondiale, a eu pour résultat d'associer à ces groupes une nouvelle couche de parties prenantes, « les Résistants » qui se sont identifiés comme les précédents à la démocratie et qui ont superposé au système d'intérêts existant avant eux, un système plus récent, mais exceptionnellement vigoureux et offensif parce que son accession aux places et aux richesses était illégale.

L'existence de cette aristocratie *habilitée à gouverner* n'est d'ailleurs pas spéciale à la France. La même situation se retrouve dans toutes les *démocraties* du bloc occidental. Et quand un changement de régime, même brutal, a lieu dans un de ces pays, étudiez le vocabulaire employé à son égard par la presse internationale : vous constaterez que si les hommes que l'élément amène au pouvoir appartiennent à cette couche *habilitée à gouverner* et ménagent, par conséquent, les hommes et les intérêts en place, le changement est considéré comme une *évolution* bonne ou mauvaise, il est inquiétant ou rassurant, mais il est regardé comme un phénomène politique normal ; tandis que l'apparition d'hommes qui n'appartiennent pas à ce milieu sélectionné et ne lui donnent pas les garanties usuelles est caractérisée aussitôt par l'emploi du mot « aventuriers », qui est comme le mot de passe qu'on se

transmet de chancellerie à chancellerie et d'agence à agence et qui indique que les nouveaux venus ne se rattachent pas au « milieu » habilité à détenir le pouvoir.

Nous ferons connaître, tout à l'heure notre opinion, plus nuancée peut-être que le lecteur ne s'y attend, sur cette *classe dirigeante* de la démocratie. Bornons-nous à constater pour l'instant qu'à deux reprises, en juin-juillet 1940, et en mai-septembre 1958, l'opinion populaire confondant cette aristocratie avec le régime dont elle s'était servie, s'est brutalement et unanimement prononcée contre elle. Par deux fois, elle a condamnée l'impuissance du régime et les hommes qui avaient fondé leur fortune personnelle sur la ruine et la décadence de la nation. Et constatons aussi que, par deux fois, d'abord dans le régime de Vichy au moyen des hommes de la *synarchie,* ensuite sous le régime gaulliste au moyen des hommes de la *bureaucratie,* la situation a été retournée en quelques mois et qu'on a retrouvé aux leviers de commande, *malgré la volonté populaire,* les hommes appartenant à l'aristocratie *habilitée à gouverner,* ou tout au moins, une partie d'entre eux.

Il est superflu de démontrer qu'à son arrivée au pouvoir le Général De Gaulle a essayé de toutes ses forces de conserver le Système et les hommes du Système, et que, la volonté populaire lui ayant brutalement fourni une majorité écrasante qui ne permettait plus d'échafauder les combinaisons prévues, il a systématiquement mis en place des hommes qui appartiennent tous à cette *caste démocratique,* gardienne des grandes avenues du pouvoir. Le choix du personnel est significatif à cet égard. Les nouveaux venus appartiennent tous, soit à la franc-maçonnerie des banques et des grandes familles républicaines, comme Guillaumat, Jeannerey ou Couve de Murville, soit au clan gaulliste pur de la cuvée R.P.F. comme Debré, Frey ou Malraux et les anciens qui ont été conservés, comme Berthoin ou Jacquinot, l'ont été en raison de leurs alliances bancaires. Si l'on veut des renseignements sur les « nouveaux messieurs » mis en place dans les cabinets ou aux grands carrefours administratifs, on en trouvera dans les Curriculum vitæ publiés depuis trois mois par *Jeune Nation* ou *Lectures Françaises,* dont nous reprendrons les résultats essentiels dans un de nos prochains numéros. Mais pour s'en tenir aux seuls ministres et grands caïds du régime, nous donnons à la suite de cet article un tableau instructif dressé par Paul Rassinier dans le N° du 25 janvier du journal *La*

Voix de la Paix, tableau qui montre avec une parfaite clarté les *parentés bancaires* des actuels gouvernants.

Nous voilà donc renseignés, nous sommes gouvernés par *les grandes familles :* c'est-à-dire par la quintéssence de la démocratie ploutocratique, au lieu de l'être comme autrefois par les politiciens qu'ils déléguaient au jeu de massacre du Parlement. Cela explique suffisamment la satisfaction de la grande presse et son prompt ralliement à De Gaulle quand elle a vu que rien n'était changé. Cela explique aussi la volonté sournoise de compromis en Algérie parce que les grandes banques croient pouvoir traiter avantageusement avec un Etat indépendant, cela explique bien entendu, la fiscalité réactionnaire et brutale, le gouvernement technocratique et enfin la conversion à l'Europe pourvu que celle-ci soit une Europe des affairistes et non une Europe des peuples qu'on refuse obstinément parce qu'elle risquerait d'être un élément nouveau dans la politique mondiale. Est-il utile d'ajouter que cette réapparition de la démocratie sous la forme des *grandes familles,* ce n'est ni ce que voulaient les Algériens du 13 Mai, ni ce que voulait l'électeur de septembre ? mais enfin, c'est ce que nous avons et qu'il s'agit maintenant de peser.

∴

Où est la force de la Ve République ? Dans la personne du Général De Gaulle. Où est la faiblesse de la Ve République ? Dans la personne du Général De Gaulle. C'est sa force, parce qu'il rassure ; c'est sa faiblesse, parce qu'elle n'a que lui. Sur le champ de bataille politique, le général qui commanderait l'armée adverse pourrait pointer l'index à coup sûr sur cette pièce en disant : — Voilà le point sur lequel il faut rompre le dispositif.

Stratégiquement la force de la position du Général De Gaulle tient au fait que personne ne peut apparaître comme son successeur. Mais cette cause de force pour lui est une cause de faiblesse pour son parti. Car s'il disparaissait ?

En réalité, la difficulté des solutions de remplacement accuse surtout notre pauvreté d'imagination. Comme trop souvent en politique, nous ne pensons qu'à ce qu'on a fait. La manie de cristalliser l'opinion autour d'un nom est une solution paresseuse. La nature est fertile en hommes d'Etat, car c'est un métier où il ne faut que du bon sens, mais elle est pauvre en

dictateurs, car pour s'emparer du pouvoir, il faut de l'énergie, de la prudence, de la ruse, de l'autorité, de la violence, il faut être capable de crimes, et, en plus de tout cela, il faut de la chance. Ne demandons pas à la nature des prodiges qu'elle ne peut pas multiplier. Et cherchons dans une autre voie.

Les Russes nous ont appris avec beaucoup de bon sens à nous défier du culte de la personnalité. Leurs arguments sont excellents, mais le meilleur de tous, ils l'ont donné en montrant qu'on pouvait faire succéder une direction collégiale à un dictateur sans dommage pour un grand pays habitué pourtant à une poigne de fer. Ils ont même été plus loin : ils nous ont prouvé qu'une direction collégiale finit par désigner naturellement un nouveau chef, ce que Richelieu avait montré avant eux. Or, cette expérience illustre deux vérités : la première que personne n'est irremplaçable, puisque Staline lui-même ne le fut pas ; la seconde que le gouvernement collégial est un gouvernement efficace et naturel, leçon de l'histoire que nous aurions dû dégager nous-mêmes. A l'époque la plus dramatique de notre histoire, c'est en effet un gouvernement collégial, le Comité de Salut Public, qui a sauvé la France envahie sur toutes ses frontières. C'est encore un gouvernement collégial, celui des Doges qui a fait de Venise la République la plus puissante du Moyen-Age. C'est aussi un gouvernement collégial, une junte de généraux, qui a remplacé du jour au lendemain, dans les premiers jours de la guerre civile espagnole, Sanjurjo, chef de l'insurrection nationale, qui se tua en avion alors qu'il allait prendre son poste de commandement

Ne considérons donc pas la question de la succession du général De Gaulle comme insoluble. Dans des circonstances normales, elle est prévue par la Constitution. Dans des circonstances exceptionnelles, la solution collégiale est toujours possible. Elle offre même cet intérêt particulier que diverses *tendances* peuvent s'exprimer au sein d'un collège ou d'un praesidium et que la voix du pays y est mieux entendue. Le devoir de tous ceux qui ne veulent pas voir l'anarchie ou la guerre civile s'instaurer dans le pays en cas d'échec de l'expérience gaulliste est d'habituer, dès maintenant, l'opinion à la perspective d'une direction collégiale.

∴

Dans cette perspective, que valent les représentants de la grande bourgeoisie française, souvent mêlés aux fils de famille

de la Banque et de la démocratie et sur lesquels le nouveau système s'appuie en partie, parce qu'il ne peut s'appuyer sur les uns sans s'appuyer sur les autres ? Ici, il faut distinguer.

Tous ceux qui sont liés par leur naissance, par leurs alliances ou par leurs fonctions à la Banque apatride ou au gang de 1944, forment un bois pourri et mort duquel la nation n'a rien à faire. Agents d'une ploutocratie aussi destructrice que le communisme, ils doivent être écartés de la direction de la nation, exactement comme les agents de la subversion soviétique. Mais la grande bourgeoisie française, même celle qui a été l'objet des faveurs du régime précédent et de celles du régime actuel, ne comprend pas seulement ces hommes, elle en comprend d'autres que leur énergie et leur valeur technique a poussé aux places qu'ils occupent et qui ont parfois gardé, même conviés aux banquets qui leur soulèvent le cœur, le sens du service et le sens de la nation.

Ne nous laissons pas leurrer par ces vues cavalières qui nous montrent les juifs à la tête de toutes les affaires et au centre de tous les carrefours. C'est faux et c'est vrai à la fois. C'est vrai pour certains domaines ; c'est faux pour d'autres. Beaucoup de grandes fortunes françaises et même beaucoup de secteurs de la vie économique française sont encore entre des mains françaises. Pourquoi ces Français seraient-ils nos ennemis ? Sommes-nous sûrs que certains d'entre eux ne souffrent pas aussi impatiemment que nous le joug des juifs avec lesquels, dans certains cas, ils doivent composer ? Est-ce servir les intérêts de l'opposition que de rassembler sans nuances en un seul bloc des forces que leur nature même rend différentes et parfois opposées ? Au lieu de rejeter en bloc, avec hauteur, le patriciat démocratique, cherchons, au contraire, ce qui peut en rapprocher de nous les meilleurs éléments : et ce qui peut leur ouvrir les yeux sur leurs ennemis véritables qui sont parfois les mêmes que les nôtres.

« Messieurs, ennemi de tout le monde » n'est pas une politique. Aujourd'hui moins que jamais. Ce qui a été plébiscité, ce n'est pas un homme, c'est un changement. Et ce changement, nous l'incarnons aussi bien que les autres. Ce n'est pas nous seuls qui avons été trahis après le 13 mai : ce sont des millions d'autres volontés. Nous sommes solidaires de ces volontés. Nous devons donc les rechercher partout où elles se trouvent.

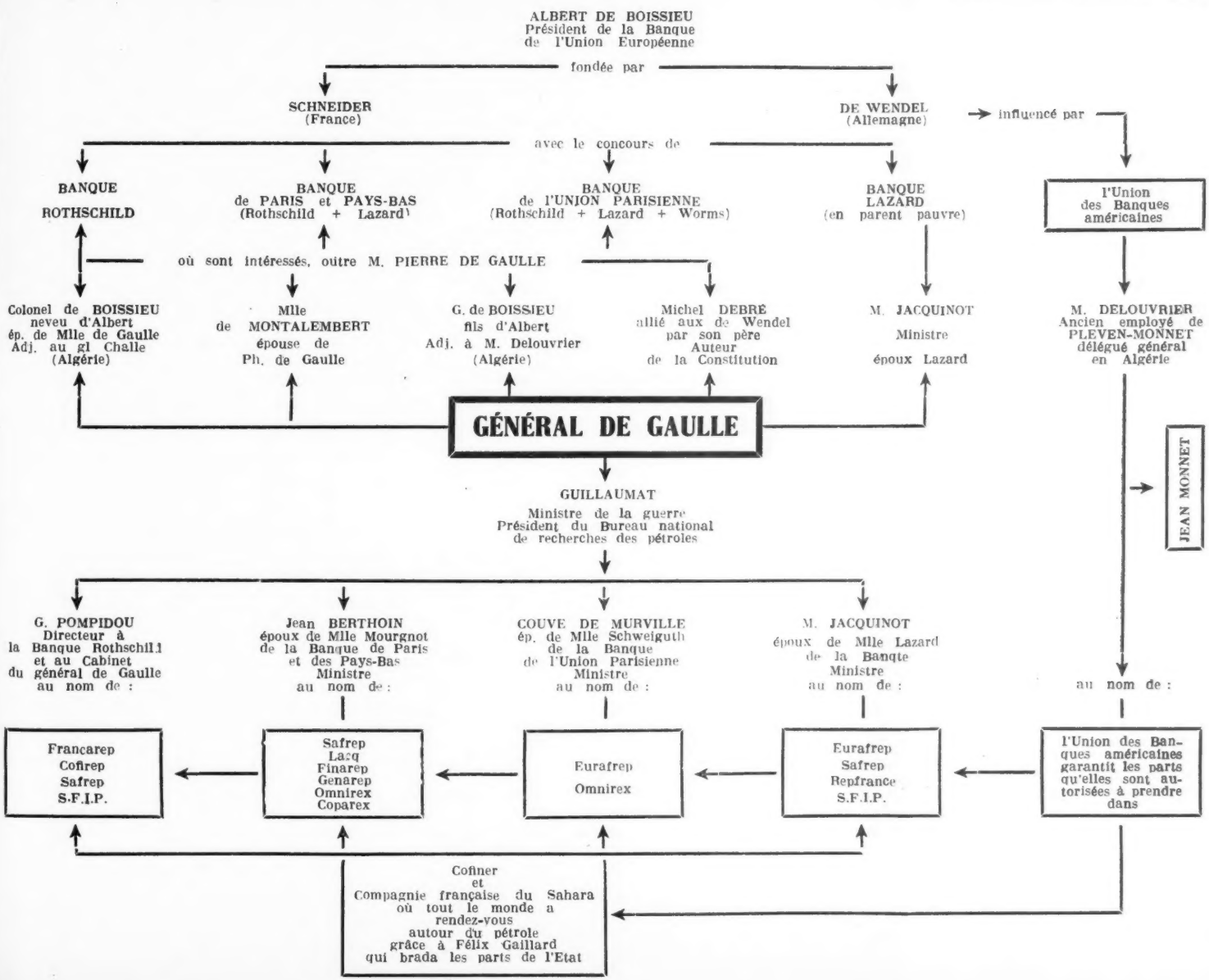
Persuadons-nous, dès maintenant, que la succession du Nouveau Système est virtuellement ouverte. Et agissons, dès

maintenant, comme si elle l'était. Que le dénouement ait lieu par un nouveau 13 mai, par une démission spectaculaire ou de quelqu'autre manière, celà importe peu. Ce qui est sûr c'est que l'Armée, une fois de plus, aura la charge d'assurer l'unité et l'intégrité de la Nation. Préparons lui, dès maintenant, des solutions de rechange entre lesquelles elle puisse choisir. Tendons la main à tous ceux qui ont le sentiment national, à tous ceux qui constituent depuis cinquante ans le patrimoine de spécialistes et de techniciens dont un Etat moderne ne peut se passer. Et montrons-leur ceux qui, par deux fois, en 1944 et en 1958, se sont emparés des commandes par l'escroquerie et le mensonge, en leur disant : « Là sont les faussaires et les écumeurs de la Nation, ce sont *vos* ennemis, comme ce sont les nôtres, et la naissance française ne commencera que lorsque leurs noms ne seront plus qu'un mauvais souvenir ».

Maurice BARDÈCHE.

RADIOGRAPHIE DE LA Ve RÉPUBLIQUE

par Paul RASSINIER



Pierre HOFSTETTER

L'Angleterre restera-t-elle une île blanche ?

Décidément, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond au royaume de Grande-Bretagne. Le même jour où un juge anglais, à Nicosie, acquittait pour la seconde fois un terroriste cypriote de la plus vilaine espèce — la première fois, deux jours plus tôt, il s'agissait du meurtrier d'un agent de police britannique, lequel meurtrier avait fini par entrer dans la voie des aveux — un autre juge anglais, à la cour d'Old Bailey à Londres, condamnait neuf jeunes garçons blancs et de bonne souche britannique, âgés entre dix-sept et vingt ans, à quatre ans de prison chacun, pour avoir exprimé, un peu violemment peut-être, leur volonté de garder l'Angleterre aux Anglais et de faire en sorte que l'Angleterre demeure une île blanche, un bastion de la civilisation blanche. On sait en effet que des incidents, généralement provoqués par des immigrants nègres et par leur présence intolérable — promesse de vice, de corruption, de saleté, et là je pèse mes mots : partout où il y a des nègres, à Londres autant qu'à New-York, c'est sale — dans des quartiers déjà surpeuplés où l'on attend que M. Butler tienne son engagement, pris en 1954, de « doubler le standard de vie du peuple anglais en vingt-cinq ans », se sont produits récemment à Nottingham et à Notting Hill à Londres. Naturellement, la grande presse démocratique, plutôt que d'encourir les blâmes de la « conscience universelle » incarnée en l'occurence par MM. Nehru, Nkrumat, Khrouchtchev, Bevan et Sartre, pour ne citer que les plus notoires, s'empressa de dénoncer la brutalité horrible des Blancs, donc, en l'occurence toujours, des Anglais, la crapulerie des « teddy boys » et, cela va de soi, les menées subversives et racistes des militants de sir Oswald Mosley

ainsi que celles des membres admirables de la Ligue des Loyalistes de l'Empire qu'anime magnifiquement A.K. Chesterton.

Quand on mesure le degré inouï de bêtise démocratique, égalitaire et onusienne qui règne en Occident et qui contribue dramatiquement à la ruine de celui-ci, il n'est pas étonnant que la justice britannique, en même temps, acquitte deux terroristes cypriotes et condamne à une longue peine de prison neuf jeunes Anglais qui, n'ayant pas encore droit au bulletin de vote, se sont exprimés différemment sur le problème noir en Grande-Bretagne. Il n'est pas étonnant que cinq autres jeunes Anglais, de bons blancs de bonne race et bonne origine britannique, soient à leur tour condamnés par cette cour d'Old Bailey, toujours à la suite de l'affaire de Notting Hill, à des peines d'emprisonnement allant de dix-huit à vingt-quatre mois, alors que, dans le même temps, un nègre est acquitté par un tribunal de Marylebone bien qu'il ait endommagé à coups de bouteilles de lait une voiture de police ; dans le premier cas, les cinq jeunes Anglais furent condamnés en vertu d'une vieille loi qui date de trois cents ans, ressortie tout exprès pour l'occasion, et qui réprime les « querelles sur la voie publique » ; dans le second, le nègre démolisseur d'une auto de la police fut sauvé par sa couleur « car, lui déclara le magistrat qui examina son cas, je vous acquitte pour vous montrer qu'il n'y a pas de racisme ici ; eussiez-vous été Blanc je vous aurais envoyé en prison ! » Il n'est pas étonnant encore que, tandis que le nègre communiste Paul Robeson, citoyen américain qui ne cesse de couvrir d'injures son pays à l'étranger, notamment à Moscou et qui, à l'heure où les blindés de Khrouchtchev se distinguaient à Budapest en 1956, fut la vedette à New-York d'une « manifestation de solidarité avec l'U.R.S.S. », il n'est pas étonnant que, tandis que l'odieux Robeson, lauréat d'un « prix Staline », est reçu à la Chambre des Lords, comme cela s'est vu en juillet dernier, un militant de l'Union Movement de sir Oswald Mosley se fasse poursuivre en justice, deux mois plus tard, et toujours à propos des incidents de Notting Hill, parce qu'il distribuait à l'entrée d'une station de métro un tract contenant les mots « invasion de couleur » : or, fut-il expliqué, « invasion » est un terme insultant pour ces chers Nègres, immigrants de la Jamaïque, qui viennent innocemment se créer à Londres et dans d'autres grandes villes une situation dans la traite des blanches et le trafic des drogues.

Il a quelque chose qui ne tourne plus rond dans un pays, quand celui-ci, comme c'est présentement le cas de l'Angleterre, admet sans broncher que l'inqualifiable John Osborne, le progressiste de théâtre qui roule en Rolls-Royce, traite le symbole royal de « monture en or dans une bouche pourrie », que MM. Bertrand Russell, Priestley, King-Hall, Foot et quelques autres prêchent ouvertement, publiquement, sciemment et tout-à-fait impunément le défaitisme et l'occupation rouge de leur patrie et que, par contre, des jeunes gens, effrayés par les proportions que prend l'invasion nègre ou brune des Iles britanniques, se fassent jeter au cachot par des juges plus près de la « conscience universelle » que de la bonne conscience tout court. Il fut un temps en Grande-Bretagne où l'on ne discutait pas les décisions des cours de justice, où la pensée même de les discuter aurait paru choquante, intolérable aux meilleurs Anglais de la meilleure Angleterre. Mais les iniquités commises au nom de la démocratie, de la démagogie politique et de la dictature des idées onusiennes ont changé tout cela ; plus exactement, l'impartialité, l'intégrité et l'honnêteté desdites cours sont devenues trop souvent discutables. Un observateur étranger peut difficilement encore prendre la justice française au sérieux après l'ignominie de la condamnation du président Laval, la honte du procès du maréchal Pétain et l'assassinat juridique de Robert Brasillach. Un anticommuniste sérieux ne digérera pas avant longtemps le meurtre de Bassompierre, de Paul Chack ou de Joseph Darnand. De même, aux Etats-Unis, la Cour suprême affiche des tendances progressistes et internationalistes absolument contraires à l'authentique « way of life » américain et aux opinions de la plus saine majorité des Américains. Pour un vrai Américain, fier de son pays et de ses traditions, il est outrageant de penser que, pour prendre sa décision du 17 mai 1954 qui a déclaré illégale la ségrégation raciale dans les écoles des U.S.A., la Cour suprême se soit basée sur un ouvrage-fleuve, illisible et inintelligent, d'un socialiste suédois, Gynnar Mirdal, lequel commit son gros bouquin avec l'aide d'associés, soit complètement étrangers au problème, soit communistes. C'est que la Cour est dominée par une majorité de rooseveltiens et de marxistes. Ce qui explique les décisions qu'elle prend, et notamment le « libéralisme » qu'elle manifeste de plus en plus à l'égard des communistes et des agents de la subversion bolcheviste. L'année dernière, plusieurs communistes américains notoires ont été blanchis par elle et le F.B.I., qui

lutte courageusement contre les gens de Moscou en Amérique, se vit forcé par la Cour de désormais, lors d'un procès ou d'une enquête politiques, livrer l'origine de ses sources et révéler les noms de ceux qui aidèrent à l'arrestation des coupables. David Lawrence, directeur de la revue « U.S. News and World Report », qualifia cela de « la plus grande victoire de la trahison ». Or, en Grande-Bretagne, on assiste, semble-t-il, à une pareille politisation de l'appareil judiciaire. Sans cela, comment se ferait-il que seuls des Blancs soient jugés pour des désordres de Nottingham et de Notting Hill ? Coment se fait-il qu'on acquitte un meurtrier cypriote et qu'on condame de jeunes Anglais qui ne tuèrent personne ? Comment se ferait-il que M. Russell puisse en toute liberté distiller son poison mais qu'un distributeur de tracts soit frappé d'une amende de dix livres parce que le texte des tracts contient les mots « invasion de couleur » ?

⁂

Mais il ne s'agit pas que de cela. La presse démocratique de Fleet street a blâmé les « teddy boys » des désordres de Nottingham et de Notting Hill. C'est une bien bonne plaisanterie. Les « teddy boys », légèrement dévoyés dans leurs coutumes vestimentaires et leurs distractions hebdomadaires, sont un produit typique d'une époque dominée par la corruption politico-parlementaire, l'abrutissement télévisé et cinématographique et, surtout, par l'absence toute démocratique de moral, d'idéal, d'ambitions nationales, d'esprit de sacrifice et de sentiments patriotiques. Néanmoins, les « teddy boys », si tant est qu'ils prirent une part vraiment sérieuse aux incidents de ces dernières semaines, ont montré qu'ils étaient moins mauvais qu'on le prétend, puisqu'ils manifestèrent en définitive une saine réaction contre l'inquiétante invasion de leur pays par des nègres et des bruns généralement illettrés et corrompus, souvent même porteurs de maladies graves et contagieuses. La même presse démocratique de Fleet street a aussi, et avec cette hargne qui la caratérise parfois, blâmé l'Union Movement de Mosley et la Ligue des Loyalistes de l'Empire. En effet, depuis longtemps, te ! », c'est-à-dire « Faites que la Grande-Bretagne reste blanche ». Et depuis longtemps aussi A.K. Chesterton, animateur de la Ligue et rédacteur en chef de l'hebdomadaire « Candour », dénonce dans ses éditoriaux, pour lesquels je donnerai toute la presse britannique au complet, l'effrayante

incurie gouvernementale à l'origine de l'invasion nègre de la Grande-Bretagne.

La responsabilité entière et totale des incidents de Nottingham et de Notting Hill ne repose, au demeurant, ni sur les uns ni sur les autres. Bien que des Jamaïquains et parfois des Hindous ou des Pakistanais soient à l'origine des susdits incidents, on ne peut pas dire non plus qu'ils en sont complètement responsables. En fait, la responsabilité première et principale repose sur le gouvernement ou, pour être plus précis, les gouvernements qui se succédèrent à Londres depuis 1945. Ce sont ces gouvernements qui ouvrirent les portes des Iles britanniques à l'immigration de couleur et ne cherchèrent jamais à la contrôler ni même à la limiter. Certaines clauses imbéciles du Commonwealth donnent à un anthropophage de Kingston, à un polygame d'Accra et à un illettré de Bombay le statut de Britannique tout comme à un professeur d'Oxford, à un rédacteur du « Times » et à M. Macmillan lui-même. Tout Britannique de couleur a le droit de venir habiter l'Angleterre, d'y travailler s'il le veut ou, plus souvent, de s'y inscrire au chômage puisqu'il n'a pas de métier et de bénéficier ainsi de tous les avantages sociaux — qui sont nombreux — créés en faveur de la classe ouvrière et au petit bonheur par Attlee et sa bande. Par contre, chose étonnante qui illustre assez la fallacieuse construction du Commonwealth, tout Anglais, Ecossais, Gallois ou Irlandais des Iles britanniques ne peut pas librement aller s'installer en Jamaïque, au Ghana ou dans l'Inde de Nehru. Ces pays furent colonisés, développés, enrichis par des Anglais d'Angleterre : cela n'empêche pas que l'on restreint désormais leur entrée. En revanche, les gens de la Jamaïque, de Ghana ou de l'Inde qui n'ont jamais rien fait pour l'Angleterre d'autant plus qu'ils ne peuvent rien faire même pour eux-mêmes, jouissent de l'entrée libre en Grande-Bretagne. Et ils en profitent. Vingt-six mille nègres ont débarqué dans les ports du Royaume-Uni durant la seule année 1956. Et actuellement mille Pakistanais, tous illettrés, arrivent chaque mois en Grande-Bretagne. On compte présentement de deux cent cinquante mille personnes de couleur dans les Iles britanniques : d'aucuns craignent même qu'il y en ait plus, car beaucoup d'immigrants ne sont pas inscrits officiellement dans les bureaux de l'Etat. Ces immigrants ont apporté avec eux des maladies, du vice, des coutumes barbares. La plupart ne savent pas travailler, et beaucoup d'entre eux, non seulement ignorent la langue anglaise,

mais sont illettrés. Ils mettent en danger la politique britannique du plein emploi, prennent de la place alors que l'Angleterre surpeuplée manque d'habitations et provoquent une baisse de la moralité générale. Le Home Office a révélé en 1955 que 80 % des cas de proxénétisme et 90 % des cas de trafic de drogues à Londres sont le fait de nègres et de bruns. Telles sont les conséquences de l'effroyable incurie gouvernementale que dénonce avec talent autant que force le journaliste A.K. Chesterton.

Car enfin, c'est la tâche du gouvernement d'assurer le bien-être des citoyens, l'harmonie raciale de la nation, l'ordre du pays. Or, il sautait aux yeux dès le début que l'immigration de couleur en Grande-Bretagne allait finir de façon catastrophique. Ceux qui ne sont pas abusés par l'infernale et criminelle idéologie de l'égalité raciale savent en effet qu'on ne mélange pas les races sans se préparer du même coup quelques violentes tempêtes pour commencer et un affaissement général de la nation pour suivre. Dans tous les cas, même en admettant, au pire, que la suppression totale de l'immigration de couleur dans les Iles britanniques ne soit présentement pas possible, il est urgent d'introduire un contrôle sévère et une stricte limitation de cette immigration. Et de réviser certaines lois. Le député Maurice Edelman, qui est socialiste et juif, ce qui dans les deux cas ne l'empêche pas nécessairement toujours de bien penser, faisant observer récemment le ridicule d'une loi britannique actuelle qui empêche les autorités de déporter un sujet de la Couronne : « Les cours, disait-il, n'ont pas le pouvoir de renvoyer chez lui un criminel du Commonwealth, aussi grave soit son crime ». Du train où vont les choses, donc, l'Angleterre semble être condamnée à se noircir progressivement et sûrement : pas de contrôle de l'immigration de couleur et pas de lois pour expédier au dehors les criminels nègres, ce sont deux conditions qui mènent à l'abâtardissement d'une nation et d'un peuple. MM. Mac Millan et Butler agiront-ils à temps ? De même les travaillistes sont-ils généralement aveuglés par leur fanatisme idéologique, de même les conservateurs actuels brillent-ils surtout par leur néant et leur incapacité ; aussi faut-il être bien optimiste d'attendre beaucoup de M. Mac Millan et de son entourage. Pour le présent, contentons-nous de méditer ces lignes d'A.K. Chesterton, dans « Candour », qui sait de quoi il parle mieux que personne d'autre en Angleterre : « Il existe une satanique puissance à l'œuvre dans le monde qui cherche à détruire les entités raciales et nationalistes et

à assurer l'abâtardissement général du genre humain. La tentative en Amérique de mélanger blancs et noirs, l'argent dépensé pour miner la politique de l'Australie blanche, la campagne « d'intégration » en Afrique orientale et dans les Rhodésies — tout montre à l'évidence que ceux qui font les politiques internationalistes sont déterminés à ne risquer aucune révolte contre leur règne de la part des peuples dont le sang et la tradition militeraient probablement contre une enrégimentation dans un ordre cosmopolite de la société ».

Pierre HOFSTETTER

Yves JEANNE

LETTRE D'ALGÉRIE

La revanche de Poitiers

Les historiens qui, plus tard, relateront les événements de mai, s'étonneront de la facilité avec laquelle les Français d'Algérie, hostiles à la Loi Cadre et au Collège unique, ont accepté, puis, bientôt réclamé la mise en application d'une politique d'« intégration » dont les effets se seront vite révélés plus néfastes que les projets élaborés par les gouvernements successifs de la IV° République.

Sans doute ne peut-on demander à une masse politiquement inéduquée de saisir du premier abord la portée du problème et de comprendre d'emblée que la « conquête » pacifique du pouvoir et de la fonction publique métropolitaine par les Arabes et les Kabiles reposera fatalement un jour la question de l'indépendance algérienne qu'ils ne manqueront pas de réclamer et d'obtenir d'un Etat dont ils seront en partie les maîtres avec leurs alliés noirs de la Communauté, musulmans, comme eux, pour une bonne part...

...A moins qu'ils n'estiment plus simple de coloniser la France et d'en faire, en Europe, une plate-forme avancée du nouveau bloc de Bandoeng? M. Ferhat Abbas voulait porter la guerre sur le sol métropolitain ; prenons garde que l'intégrationisme prôné par MM. Soustelle et Debré ne le lui livre sans combats. Nos enfants ou, au mieux aller, nos petits enfants, pourront toujours relire certains éditoriaux d'un ministre allemand célèbre en son temps et qui, déjà, dénonçait la France comme l'agent de pourrissement de l'Europe par les nègres et les « untermenschen ».

Mais les leaders de ces foules algériennes? les « maîtres à penser » ou, plus modestement, les dirigeants des Associations patriotiques algéroises? qu'attendent-ils eux-mêmes d'une intégration à laquelle ils étaient opposés avant le mot, mis à part, bien entendu, les hommes de l'U.S.R.A.F., cette machine infernale plaçée par « l'évadé de la malle arrière » sous les pas des patriotes de ce pays?

D'abord, il convient de savoir que ce terme est diversement interprété et ceci est très important si l'on veut juger du comportement de ces « chefs » politiques.

Pour les meilleurs d'entre eux, « intégration » signifie avant tout et uniquement absorption territoriale inconditionnelle et sans esprit de retour de la « province française d'Algérie » au territoire de la Mère-Patrie.

Cette intégration là, nous en sommes nous-mêmes partisans et avons dit pourquoi dans un précédent article.

Mais, pris dans l'engrenage, dépassés par le déroulement d'événements qu'ils avaient déclanchés, mais ne contrôlaient plus trois heures plus tard, surpris par la manœuvre de « fraternisation » du 16 mai — organisée ou, pour le moins, favorisée par l'Armée et connue sous le nom de « chaîne d'union » — ils n'osèrent préciser leur pensée, définir exactement les limites qu'ils entendaient donner au mot et à la chose et, mis à part les militants de Martel, à la pureté d'intention et au courage desquels nous nous plaisons à rendre hommage, ils se lancèrent, à la suite des maîtres de l'heure, dans une surenchère démagogique sans bornes.

Cette surenchère, nous l'avons vue se manifester lors des élections législatives et de la présentation à Alger de la liste « Algérie française » de Pierre Lagaillarde. Rejetant le terme même d'intégration, considéré par lui comme insuffisamment explicite, l'un des candidats de cette liste, Ahmed Djebour, a dès à présent posé le principe d'« assimilation » totale. Battu à Paris où le patronait Le Pen, M. Djebour a pris sa revanche à Alger. Et ceci, système parlementaire mis à part, est dans la logique des choses et ne peut donc nous choquer.

Partisans d'une vaste décentralisation, d'une sorte de « provincialisme » à l'intérieur d'un Etat fort, tenants du Régime corporatif et des libertés syndicales et communales, nous nous félicitons de voir les élites musulmanes accéder à certaines fonctions d'autorité, dans la mesure où ces fonctions seront limitées au territoire algérien et, sur ce territoire, à l'administration et au contrôle de ses seuls autochtones.

Nous voici loin sans doute des thèses intégrationnistes ou des tenants de l'assimilation ; notre position, à l'encontre de la leur, pourrait se définir comme une sorte de Ségrégation, chacune des « personnalités » ethniques composant l'Algérie, constituant, selon notre principe, un tout n'empiétant pas sur l'autre et le gouvernement français, ou ses délégués sur ce sol, contrôlant ce tout et le dirigeant de haut. Précisons d'ailleurs, à l'intention de gens inavertis, que ségrégation n'a jamais signifié oppression raciale, mais seulement ligne de démarcation entre groupes humains d'origine différente, refus d'interpénétration entre ces groupes et respect des coutumes et des mœurs de chaque « communauté ».

En préconisant cette solution, nous sommes proches, d'ailleurs, de nombreux musulmans qui, se remémorant les garanties de sauvegarde du statut coranique, données par la France au lendemain de la Conquête, ne voient pas sans inquiétude nos dirigeants s'orienter vers une sorte de planification des races et des groupes en présence.

Il faut le dire, en effet : mis à part quelques jeunes Turcs formés — et mal formés — dans nos universités, une poignée d'arrivistes sans scrupules et un quarteron d'avocats sans causes, ou de médecins sans clientèle, la masse musulmane est hostile à l'intégration, même si, l'opportunisme oriental aidant, elle s'y rallie du bout des lèvres en raison des constantes de l'heure. Comment les croyants, fidèles à l'enseignement du Prophète, ne se montreraient-ils pas opposés au prétendu Statut d'émancipation de la femme, en particulier, lorsque ce statut leur est proposé par un ministre « roumi » ?

Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur ce sujet et de développer davantage nos principes, insistant plus spécialement sur les solutions que nous préconisons.

Aujourd'hui, hélas, nous sommes très loin des allées du Pouvoir et, avant que nous nous en rapprochions, un mal irréparable peut être fait à notre Pays et, par delà celui-ci, à l'Europe tout entière.

Tout au plus, dans l'immédiat, pouvons-nous tenter d'éclairer les Français sur les dangers qui les guettent.

Le premier de ces dangers serait l'abandon de l'Algérie par la France, abandon dont celle-ci ne se relèverait pas, nous avons dit pourquoi dans un précédent article.

Le second (second dans l'ordre énoncé, mais d'égale, sinon de pire nocivité) a nom « intégration ».

M. Boyer-Bance a pu dire justement, en parlant d'elle, qu'elle constituait une revanche des musulmans sur Poitiers.

Alors que notre pays se ruinerait pour tenter de faire démarrer le chimérique Plan de Constantine, une vague d'immigrants Kabiles et Arabes s'abattrait sur lui.

Dans le même temps, chaque année, le fonctionnariat recevrait un nouveau contingent de musulmans et, comme l'on ne pourrait jeter à la rue les Français de souche travaillant dans nos administrations, il faudrait créer encore des emplois inutiles qui augmenteraient d'autant le train si lourd de l'Etat.

Les industries privées, ne disposant pas de semblables ressources, seraient contraintes de licencier leur personnel européen dans la mesure ou elles accueilleraient des Nords-Africains, pour la plupart sans spécialité. Chômage et misère prendraient d'inquiétantes proportions, d'autant plus vite, d'ailleurs, que la France pour mettre en route l'industrialisation de l'Algérie, devrait réviser certains marchés et reconsidérer sa position dans le Marché Commun.

Sans doute nous rétorquera-t-on que la création ici même de grands complexes industriels mettrait un frein à l'émigration des autochtones vers la Métropole et permettrait de les fixer sur le sol algérien. Il n'est rien de moins sûr, le musulman se sentant attiré par les villes de l'Ancien Continent où, il le sait, il lui est plus facile de se créer une place au soleil en abusant de la naïveté de ce peuple de France qui, ignorant tout de la mentalité orientale, aura toujours tendance à prendre en pitié les prétendues « victimes » de l'« exploitation colonialiste ».

En Algérie même, dans la mesure où l'on arrivera à fixer dans certains centres, les natifs des montagnes kabiles, de l'Aurès ou des Hauts Plateaux, l'on créera de toutes pièces, sans résultats valables, en raison des dépenses engagées, un prolétariat accessible à la propagande communiste et anti-occidentale. Est-ce là ce que l'on cherche à obtenir ?

Ne voulant pas pousser à l'extrême l'analyse des conséquences découlant du Plan de Constantine et de l'application de la politique d'intégration, nous nous pencherons seulement sur deux problèmes précis : ceux de l'habitat et de la scolarisation.

Combien de temps les Français de France accepteront-ils de vivre, pour nombre d'entre eux, dans des conditions d'insalubrité totale afin de permettre la construction de blocs d'habitations modernes inadaptés aux conditions de vie et aux coutumes du monde musulman ? Il peut sembler beau de remettre en toute propriété, contre UN FRANC symbolique, les clefs de leurs nouvelles maisons à des familles indigènes de l'Intérieur ; il l'est moins de continuer à tolérer l'existence de « bidonvilles » dans les banlieues françaises. Les buldozers des S.A.S. et des S.A.U. sont passés en Algérie sur nombre de « gourbis » infâmes dont les habitants venaient d'être recasés ; le gouvernement de notre pays n'en a pas, pour autant, le droit d'ignorer la présence en plein Paris — et dans combien d'autres villes — des « cités » ouvrières lèpreuses.

A ceux qui crieraient au « racisme » en lisant ces lignes, il nous sera sans doute permis de conseiller l'envoi d'une commission spécialisée, chargée

d'enquêter sur l'adaptation de la population musulmane aux servitudes de l'habitat moderne. Elle s'apercevra sur place de l'erreur commise et pourra juger de l'état des lieux ; l'on ne détruit pas, par le seul effet d'un décret-loi démocratique, des coutumes ou des mœurs plusieurs fois séculaires et si différents de nos conceptions occidentales. En voulant faire accéder ces gens à notre prétendu « confort » l'on a surtout tendu à en faire des déracinés ; dans ce problème précis, comme en tant d'autres, la cohabitation franco-musulmane aura davantage contribué à « creuser le fossé » qu'à rapprocher les Communautés...

Mais peut-on faire comprendre cela à nos maniaques de l'égalitarisme à tout prix ?

Si nous étudions maintenant le Plan de Scolarisation, nous en arriverons bien vite à des conclusions semblables.

Dans les campagnes de France, nos enfants doivent souvent parcourir de longues distances pour se rendre à la « communale » la plus proche ; l'hiver, ils le font malgré des conditions climatiques infiniment plus rudes qu'en Algérie. Les gouvernements successifs de la République ont bien inscrit à leur programme le principe de l'Instruction publique laïque obligatoire et prétendue gratuite, mais ils n'ont rien pu, à ce jour, contre cet état de fait dont ils ne semblent guère se soucier d'ailleurs.

Mais penser que chaque petit Kabile ou Arabe pourrait ne pas avoir une école à sa porte, paraît insupportable à nos grands humanitaires. A coup de milliards on en construira donc ; ne convient-il pas, avant tout, d'inculquer à nos « frères musulmans » les grands principes de la Révolution française et de la Déclaration des Droits de l'Homme ? Tant pis si ,demain, ils en tirent les conséquences logiques ; l'« évolution naturelle » des peuples coloniaux et leur droit à l'indépendance ne sont-ils pas inscrits dans la Déclaration de Brazzaville ou le premier discours en date de Constantine ? Si pourtant les fellagah continuent à brûler ces écoles, ça ne sera jamais qu'un peu (ou beaucoup) d'argent qui s'envolera en fumée, et l'on reconstruira sans plus attendre ; « n'est-ce pas la vie, cela » M. de Gaulle ? Les enfants de nos campagnes françaises continueront, eux à cheminer péniblement dans le vent, la neige et le froid...

Nous pourrions continuer ainsi et remplir de longues pages ; mieux vaut nous arrêter là.

Partisans de l'« intégration » est-ce cela que vous voulez et, en ruinant votre pays, pensez-vous seulement faire le bonheur de ces populations musulmanes que vous prétendez arracher à leurs traditions ancestrales contre l'octroi d'aléatoires avantages politiques et la promesse d'un « égalitarisme » dont elles ne veulent même pas ?

Vous aurez avant peu créé une misère dont d'autres se serviront et, ce jour-là, la France et l'Algérie, pour avoir méconnu les principes immuables de la séparation de communautés ethniquement différentes, disparaîtront ensemble sous le nouvel assaut des Barbares.

De Caracalla en de Gaulle, les mêmes causes auront produit les mêmes effets.

Yves JEANNE.

Pierre FONTAINE

Confusion au Moyen-Orient

Il est peu facile de tenter une clarification des événements au Moyen-Orient. La grande presse, très épisodique sur les importants ferments de cette partie du monde sera, assez prochainement, surprise de la tournure dramatique de cette nouvelle balkanisation de l'Islam.

Il est ahurissant de voir certains commentateurs se réjouir naïvement d'une « lutte », plus apparente dans la presse que réelle, en Irak, entre le nassérisme et le communisme soviétique. Un seul fait compte : en janvier 1959, l'U.R.S.S. a livré six nouveaux sous-marins à la marine égyptienne, ce qui porte à neuf la flotte des submersibles de l'Egypte — que les spécialistes égyptiens sont bien incapables de tenir en état sans une aide extérieure. Or, si la lutte était si vive que l'on voudrait le faire croire, l'U.R.S.S. n'augmenterait pas le potentiel guerrier de Nasser. Moscou est quand même d'une autre force que Paris avec son domaine africain ! A moins que les jours du dictateur du Caire soient comptés. Cela n'est pas à exclure de la partie de poker qui se joue au Moyen-Orient et dont dépend la paix du monde.

On répondra que Nasser a procédé à l'arrestation de quelques centaines de communistes égyptiens. Il ne faut pas confondre les problèmes de sécurité intérieure et une politique générale extérieure dans laquelle l'Egypte est obligée de s'imbriquer sous peine de disparaître. Les Soviétiques sont des maîtres en politique musulmane et, malheureusement, eux, seuls, savent comment il convient de pratiquer exactement avec les musulmans : savoir à la fois donner et retenir sans jamais s'engager à fond, et toujours préparer une solution à plusieurs issues étant donné l'instabilité et la versatilité du musulman. Les Américains n'y ont encore rien compris et leur

indécision — en vue des prochaines élections américaines — ajoute à la confusion des pays marchands de tapis.

Nasser a obtenu des crédits, à la fois de l'Est et de l'Ouest, pour son barrage d'Assouan.

Le barrage d'Assouan ?

On a généralement omis de rapporter, dans la presse française, les propos mêmes de M. Nasser sur la nationalisation du Canal de Suez qui devait enrichir l'Egypte. Suez, aux fabuleux dividendes, au train de vie princier, a enregistré, pour les sept premiers mois de 1958, un déficit de 42 millions de livres sterling (près de 50 milliards de francs). C'est l'Islam. Et si Nasser ne contrôlait pas la route des pétroles par Suez et par les pipe-lines qui traversent la Syrie associée dans la R.A.U., l'Egypte serait abandonnée de tous et retombée dans sa somnolence médiévale. Sa position géopolitique lui permet, et elle seule, de pratiquer un chantage permanent tant à l'Est qu'à l'Ouest.

Que faire d'autre ? m'a dit un diplomate de carrière. Oh ! tout simplement se souvenir que le Nil bleu et le lac Tana tiennent un certain rôle dans le régime des eaux du Nil, richesse de l'Egypte et se trouvent en Ethiopie qui réclame, depuis longtemps, un système de barrages-partage des eaux, pour fertiliser le nord-ouest du pays. Ce partage eut rendu l'Egypte plus sage... Le jour où l'Ethiopie sera prise en considération par d'autres techniciens que les pétroliers, elle assagira les turbulences nordiques africaines.

La situation économique intérieure de l'Egypte se dégrade à un tel point que la raréfaction des marchandises dans les magasins n'a jamais été aussi aiguë. La Grande-Bretagne, pour récupérer les biens de ses nationaux — et ceux de la *Shell*, en particulier — a à peu près tout cédé aux demandes de Nasser.

Pourquoi cette précipitation, après deux ans de rupture ?

Le leader pétrolier italien, M. Enrico Mattei (E.N.I.) venait de s'introduire en Egypte moyennant une association italo-égyptienne qui laissera 75 % des bénéfices au gouvernement égyptien, alors que la dîme « normale » des anglo-saxons est 50/50. Il était donc urgent que les Britanniques revinssent en acteurs en Egypte, futur grand pays pétrolier (environ 3 millions de tonnes actuellement), travaillé, d'autre part, par des sociétés américaines qui achèvent le désobusage et le déminage des champs de batailles de la dernière guerre avant d'y planter leurs sondes. Cette politique des grands intérêts explique la confusion qui règne au Moyen-Orient. Tout le restant n'est qu'incidences et amuse-gueules pour l'opinion.

Cela permet de comprendre pour quelles raisons le roi Hussein de Jordanie, après avoir appelé à l'aide les Américains, puis les parachutistes britanniques, a approuvé bruyamment Mgr Makarios au sujet de Chypre et s'est tourné finalement vers le nassérisme. Il a choisi une firme italienne pour construire une grande raffinerie de pétrole en Jordanie. Indice qui vaut mieux que les discours officiels. Cela ne signifie pas qu'un prochain jour, ses coreligionnaires d'Arabie ou de Syrie n'essaieront pas de se partager son royaume, état artificiel créé de toute pièce par l'Intelligence Service, sans aucune justification raciale ou géographique. La Jordanie, comme la Palestine israélienne, et peut-être le Liban, sont appelés à se fondre dans une R.A.U. ou une Grande-Syrie, ou tout autre projet de fédération-confédération de l'Islam oriental. Les « Ogres » musulmans détiennent trop d'atouts (pétrole, transit Europe-Extrême-Orient) pour ne pas espérer une neutralité bienveillante des Occidentaux pensant capter des sympathies leur permettant de limiter les dégâts de leurs grandes entreprises nationales.

Pour l'instant l'attention se concentre sur l'Irak.

Depuis le coup d'Etat du 14 Juillet dernier, la stabilité intérieure n'est pas encore un fait accompli. Trois clans s'opposent. Si une certaine partie de la « bourgeoisie » irakienne se montrait favorable à une union avec la Syrie, elle repousse toute idée de sujétion à l'Egypte. Un clan militaire et civil est pro-nassérien par antisémitisme et anglophobie, tandis qu'un autre clan penche vers l'U.R.S.S. pour « la pérennité d'un Irak indépendant ». Le général Kassem, qui a sans doute pesé à sa juste valeur le poids embarrassant de ces soudaines amitiés extérieures, a accepté l'aide du matériel militaire soviétique lui permettant de s'opposer à la pression égyptio-syrienne. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur le côté vers lequel penchera le plateau de la balance. Moscou s'est aperçu à temps qu'il ne pouvait rien gagner à une R.A.U. trop puissante qui aurait la haute main sur les pétroles irakiens ; tout en aidant Nasser dans ses projets afro-asiatiques, le Kremlin semble vouloir limiter son expansion à l'Est. L'Irak est trop voisine de l'Iran considéré — le vieux rêve des tsars — comme l'accès naturel de la Russie sur les mers du Sud. Il y a des Kurdes en U.R.S.S., en Iran et en Irak. Un « grand Kurdistan » entre dans les projets d'approche des Soviets vers le débouché maritime du Sud (golfe Persique et mer d'Oman).

Les Britanniques n'ignorent pas que ce dessein est sans doute le n° 1 — donc celui dont on parle le moins — des visées

soviétiques. Les Anglais furent jadis, maîtres absolus des pétroles iraniens (*Anglo-iranian Oil,* 56 % au gouvernement britanniques). En 1954, le malin Churchill, semblant céder aux pressions de Washington, abandonna 40 % de participations aux sociétés américaines. En réalité, ce « cadeau » (payant) a déchargé Londres de la responsabilité quasi-totale de la sécurité iranienne (et pétrolière). La voracité des pétroliers américains oblige désormais le *State Department* à partager avec Londres la responsabilité de ce pays névralgique. La confusion ne s'en éclaircit pas, au contraire !

Pour en revenir à l'Irak, le coup d'Etat qui coûta la vie au roi Fayçal et à Noury-Saïd était connu de tous et surtout des pétroliers de l'*Irak Petroleum Cy,* à tel point que la Turquie voulait intervenir *manu militari.* Les menaces soviétiques et la passivité-complicité des Occidentaux (la fameuse politique de « Limitation des dégâts ») obligèrent Ankara — très lucide sur ce nouveau danger de sa frontière sud — à ne pas bouger. Cette politique coûtera cher aux anglo-saxons. En Islam, le temps ne compte pas ; on a toujours le temps, car il faut déployer beaucoup de persuasion — et d'argent — pour les ralliements.

Le bickbachi avait obtenu que le célèbre agitateur communiste syrien, Khaled Bakdavh, soit retenu à Prague par les Soviétiques pour ne pas le gêner dans son action en Syrie. En le laissant repartir pour son pays, après quelques mois de séjour, Moscou a montré à Nasser qu'il devait « demeurer dans la ligne ». Que Nasser ait répliqué par ses mesures anti-communistes, ne change rien. Moscou et le Caire sont liés et cherchent, chacun, à augmenter le prix de la liaison par n'importe quel moyen. Sur les méthodes, les deux compères se comprennent. Le miracle — reconnaissons-le — est qu'un pays de plus en plus misérable comme l'Egypte puisse mener cette partie sans se casser la figure... ou celle de son dictateur.

Il est à présumer que, bientôt, sous peine de lassitude du peuple, Nasser devra chercher des succès de « prestige ». Bien que l'information soit réticente à ce sujet depuis juin 1958 (pour éviter, vraisemblablement, de « téléphoner » l'événement éventuel à l'opinion et mettre celle-ci devant la « décision ») les incidents se multiplient entre Israël et la Syrie : incidents de frontière énervants, qui constituent une guerilla permanente aux frontières, et psychologiquement défavorables à un règlement. Les appels israéliens à l'O.N.U. ne reçoivent plus de publicité et pourtant de sévères mesures intérieures sont prises en Israël, y compris la censure.

Pourquoi cette réserve et cette prudence des Onusiens ? Toute mesure pro-israélienne — Israël a pris position en faveur du général Kassem — risquerait de déclencher des mesures conservatoires sur les biens pétroliers anglo-américano-français du Moyen-Orient. Politique du « n'excitez pas les fauves ». Au Caire, les coulisses politiques murmurent que 1960 verra le règlement de la question israélienne en faveur des musulmans (?). Si Israël tombe dans les rêts de la R.A.U., le sympathique petit Liban (qui compte 5.000 Juifs) ne tardera pas à le suivre. Ainsi la Turquie, bête noire de l'U.R.S.S., sera ceinturée presque entièrement.

N'oublions pas que la Turquie est membre du Pacte de Bagdad — auquel s'accrochent désespérément les Britanniques — et, en même temps, de l'O.T.A.N. Si donc, la Turquie venait à entrer dans un conflit par le Pacte de Bagdad, automatiquement l'O.T.A.N. se trouverait mis en branle. Ce serait la guerre mondiale par réactions en chaîne.

Les histoires de Berlin et autres détournent l'attention. L'objectif n° 1 est le Moyen-Orient qui peut faire sombrer le sterling, priver les U.S.A. du pétrole *nécessaire* et isoler l'Europe occidentale de l'Extrême-Orient. Que personne ne se laisse abuser, c'est au Moyen-Orient que se joue la partie mondiale, et là seulement. Le restant n'est que contre-partie — chantage diplomatique.

Pierre FONTAINE.

Henry COSTON.

LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

Le récent voyage de Mikoyan aux Etats-Unis, ses contacts avec le *Big Business*, ses entretiens « cordiaux » avec certains magnats de l'Industrie américaine remettent la « *co-existence pacifique* » à l'ordre du jour.

S'il est vrai que Moscou et Pékin comptent sur les capitalistes de l'Occident pour surmonter leurs propres difficultés économiques, il semble bien, également, que les milieux d'affaires soient, à New-York comme à Londres et à Paris, favorables à un accroissement des échanges commerciaux Est-Ouest.

En allant aux U.S.A., Mikoyan n'a fait que rendre la visite que les représentants du Capitalisme occidental ont faite, à plusieurs reprises, aux « grands » du Communisme.

Ces dernières années, nombreux ont été les banquiers, industriels, hommes d'affaires et politiciens qui se sont rendus en U.R.S.S. et en Chine. A commencer par deux anciens présidents du Conseil français, MM. Mendès-France et Edgar Faure.

Des conversations du premier avec Mao Tsé Tung et ses collaborateurs, nous ne savons rien. Mais le second a été moins discret, du moins dans ses conclusions.

Prenant la parole, à son retour de Chine, à une assemblée de « Jeunes Patrons », M. Edgar Faure incita vivement ses auditeurs à commercer avec Pékin et à investir des capitaux dans l'Empire de Mao, au moment même où l'économie chinoise menaçait de s'effondrer (1).

---

(1) Dans une importante étude sur la Chine, **France-Soir** reproduisait récemment (janvier 1959), les déclarations d'un haut dirigeant communiste d'où il ressortait que sans d'aide capitaliste occidentale, l'économie chinoise aurait été asphyxiée en 1957-1958.

« *L'explication du marxisme,* déclara-t-il, *ce n'est pas une intervention du génie du mal, mais celle d'un tropisme* (!) *de l'investissement et de l'industrialisation... La clef de la lutte contre le communisme,* dit-il en conclusion, *c'est l'investissement.* » (1)

M. Edgar Faure, qui a fait l'étonnante fortune que l'on sait comme conseiller de personnalités du monde financier, est sans aucun doute un excellent avocat. Il sait présenter un dossier, et il sait surtout le présenter quand il faut et où il faut. Ce n'est pas devant ses électeurs qu'il va, en premier lieu, plaider celui de la Chine communiste. C'est devant des industriels. Car ce qui importe, pour l'instant, à M. Mao Tsé Toung, c'est moins la sympathie du paysan jurassien que la collaboration des capitaines d'industrie de la région parisienne.

La Chine actuelle ne présente pas un très grand danger pour l'Occident. Il lui manque non seulement les moyens de faire la guerre, mais aussi les moyens de nourrir ceux qui la feraient, de les vêtir, d'assurer leur transport, leur logement, leur équipement, et de nourrir, vêtir, loger, leurs femmes et leurs enfants.

En demandant à des industriels français, aux jeunes, aux plus dynamiques et aux plus ambitieux — aussi peu versés dans les questions politiques que leurs aînés, mais moins méfiants — de commercer avec la Chine, de l'équiper, de lui fournir ce qui lui manque, d'investir dans son industrie les milliards que l'on a refusés à l'Algérie et que l'on refuserait au Sahara, M. Edgar Faure frappe à la bonne porte. Il sait bien que, selon le mot de M. Emmanuel Berl, dans sa *France irréelle,* « c'est dans les sphères du haut capitalisme qu'on trouve les marxistes les plus purs ». Il sait aussi qu'en France, comme ailleurs, des chefs d'entreprises et des hommes d'affaires sont prêts à vendre à Pékin et à Moscou, si on leur en offre un bon prix, la corde avec laquelle ils seront pendus.

Ce polyglote distingué, qui parle le russe avec le plus délicieux accent d'Odessa, qui a fait de « Ma vie d'enfant » son livre de chevet, qui suit attentivement la presse soviétique depuis sa brillante réussite à l'Ecole des Langues orientales, n'a pas pu ne pas lire ce texte de Maxime Gorki :

« Il est inévitable, le conflit entre nous et le monde capitaliste ; ce sera son dernier combat. En attendant, docile à la passion qui le domine — à la passion du lucre — il nous aide à nous armer contre lui-même. Il nous aide. Ce fait montre

(1) cf Le Figaro, 18-4-1958.

mieux que tout la veulerie et l'idiotie du monde des mercantis. » (1).

Les voyages que l'ancien président du Conseil a fait en Chine (2) n'avaient évidemment pas pour unique objet de permettre à Mme Lucie Faure de se faire conter la parabole de la moule et du héron par le sémillant M. Mao. Non, M. Edgar Faure avait d'autres intentions, qui sont assez nettement dévoilées dans ses déclarations et dans ses écrits : ce qu'il veut, c'est nous jeter dans les bras l'un de l'autre, c'est non seulement nous faire reconnaître la Chine rouge, mais aussi nous faire commercer avec elle.

Et, notez-le bien, l'auteur de « Le Serpent et la Tortue » (3) contrairement à l'usage, ne cherche pas à nous faire croire que le dictateur chinois est un futur maréchal Tito : il ne paraît nourrir aucune illusion sur la nature profonde du communisme dans l'ex-céleste empire. Pour lui, il n'y aura pas plus de « réformisme agraire » que de « titisme chinois ». Le communisme « à la Mao » est orthodoxe, il a sucé le même lait du marxisme-léniniste et conservé les mêmes objectifs que le communisme du grand frère slave. Bref, les méthodes, les étapes, l'organisation sont différentes, mais la nature des deux communismes est la même.

Qu'à cela ne tienne, tendons notre tête au bourreau ! Et, en attendant, donnons-lui notre bourse !

— « Attention, prévient-il, si vous ne vous exécutez pas, « le communisme qui a tantôt transformé, tantôt éliminé les capitalistes (4), est aussi capable de les fabriquer. » (5).

Soyez donc bien sages, dit-il à nos capitalistes, souriez à Mao et aidez-le, « la conscience que les dirigeants et le peuple chinois prendront de nos dispositions à leur égard sera par elle-même un très grand progrès dans la voie du rapprochement économique et politique avec l'Occident. » (6).

Ce que M. Edgar Faure vient proposer aux industriels français, d'autres l'ont fait avant lui. (7) Lorsque Pierre Laval alla négocier à Moscou, il y a un quart de siècle, le désarmement

---

(1) Maxime Gorki dans **Economitcheskaïa Jizn**, 14-7-1931 (cité par **Exil et Liberté**, n° 41, novembre 1957).

(2) Il avait été précédemment en U.R.S.S.

(3) Edgar Faure : **Le Serpent et la Tortue**, Paris 1957.

(4) Si peu, quelques milliers seulement parmi les millions d'autres victimes (800.000 en Chine, selon les déclarations de Mao Tsé Toung à la radio. — cf. **New-York Herald Tribune** 27-6-1957).

(5) E. Faure, op. cit.

(6) Ibid.

(7) Dans **Les Financiers qui mènent le Monde, La Librairie Française**, 51, rue de la Harpe, Paris-V, je consacre tout un chapitre à cette **« Cynique alliance »**.

moral du Parti Communiste français, plusieurs représentants de la haute finance et des trusts avaient cru bon de l'accompagner ou de l'imiter. C'est ainsi que M. René Mayer, éminence (et substance) grise des Rothschild, faisait partie du voyage officiel en qualité de conseiller (1935), et que MM. Ernest Mercier, du trust de l'Electricité et des Pétroles (1), Pierre Schweisguth, de la banque *Mirabaud*, et Detœuf, d'*Alsthom*, allèrent en U.R.S.S. pour essayer d'y négocier la fourniture d'équipements électriques. La presse ne souffla mot de ce voyage insolite, mais l'écrivain marxiste Augustin Hamon en fit état dans ses livres :

« M. Ernest Mercier revint, écrivait-il, encore plus frappé par ce qu'il avait vu que ne l'avait été M. René Mayer. La preuve en fut donnée par la série de conférences, très favorables à l'économie soviétique, que M. Ernest Mercier donna depuis son retour. En même temps, dans ses conférences, il soutint que le Parlement français devait ratifier le pacte franco-soviétique. Ne peut-on, concluait Hamon, rapprocher de cette attitude, le vote de M. Maurice de Rothschild au Sénat, en faveur du Pacte ? » (2).

Avec la finesse que ses intimes lui connaissait, feu Ernest Mercier avait compris qu'il était « important de s'assurer la coopération russe », car « dans le conflit qui menace le monde, on ne peut négliger le facteur russe ».

Et il ajoutait : « Il est de toute nécessité qu'elles (la Pologne et la Roumanie) puissent s'épauler sur une Russie favorable » (3).

On le voit, le regretté magnat des pétroles et de l'électricité ne manquait pas de flair...

Ernest Mercier a fait école. Le directeur général de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, M. Jean Reyre, s'est lui aussi rendu en U.R.S.S. en 1957, et il en est revenu émerveillé. Son devancier s'était borné à le dire à ses pairs, dans ses conférences et dans deux brochures à tirage restreint. M. Reyre, lui, l'a clamé bien haut, ou plutôt il a chargé de ce soin *L'Express*, le journal officiel de la « co-existence pacifique ». Sous la forme moderne de l'interview, ce très anonyme

---

(1) Ernest Mercier, décédé il y a quelques années, était alors président ou administrateur d'une bonne vingtaine de sociétés pétrolières, électriques, bancaires et autres, pour le compte des Rothschild vraisemblablement.

(2) Augustin Hamon : **Les Maîtres de la France**, tome I, p. 286. — Editions Sociales Internationales (communistes), Paris 1936.

(3) Ernest Mercier : **La France devant son destin.** Fasquelle, Paris 1939. Lire aussi : **U.R.S.S.**, réflexions par Ernest Mercier. Edition du **Centre Politechnicien d'Etudes Economiques**, Paris 1936.

« capitaliste français » rappelait « les réalisations remarquables », « la très grande qualité scientifique et technique des cadres responsables » de l'Union soviétique. « Le Spoutnik, affirmait-il, n'est pas un accident » (1).

Cet appel direct à la collaboration franco-soviétique intrigua passablement les milieux politiques et financiers de la capitale. On se demanda qui, dans la Banque et Industrie avait pu faire de telles déclarations.

Les *Lectures françaises* devaient révéler, deux semaines plus tard, que l' « important homme d'affaires français qui fait autorité dans les milieux industriels et bancaires », dont le journal mendésiste venait de publier l'interview, n'était autre que le directeur général de la *B.P.P.-B.* (2), président de la *Caisse Centrale de Crédit à moyen terme*, vice-président directeur général de la *Sté d'Investissements de Paris et des Pays-Bas*, vice-président de la *Cie Générale des Colonies* et de l'*Omnium Nord-Africain*, administrateur de la *Caisse Centrale de Réescompte*, de la *Cie Gle de T.S.F.*, de la *Cie Fse des Pétroles*, du *Santa Fé*, de la *Cie Gle du Maroc*, de l'*Energie Electrique du Maroc*, de la *Sté Gle Industrielle pour la France et l'Etranger*, de l'*Omnium Français des Pétroles*, etc... M. Jean Reyre est, on le voit, un personnage parfaitement nanti : ses indemnités et ses jetons de présence doivent mettre sa famille à l'abri du besoin.

On apprit peu après que malgré cette situation exceptionnelle, l'épouse du magnat travaillait. On crut d'abord à une farce, mais il fallut bien se rendre à l'évidence : Mme Reyre, née Evelyne Virant, avait une occupation professionnelle : elle était rédactrice à *L'Express*, le journal de la « bourgeoisie intelligente » qui prêche l'abandon de l'Afrique et le rapprochement avec Moscou.

Ce fait-divers politique n'aurait, au fond, qu'une importance relative, si le zélé « capitaliste » avait clamé dans le désert. Mais M. Reyre n'est pas un isolé. Depuis quelques années, les visites à Moscou ou à Pékin se succèdent : des parlementaires,

(1) **L'Express**, 17-10-57.
(2) Organisme financier des Pétroliers américains (Standard), la **Banque de Paris et des Pays-Bas** était, jusqu'à ces dernières années, hostile à l'idée d'un rapprochement économique avec les Soviets. Mais depuis que la banque Lazard a un pied dans la maison, sa position se modifie peu à peu...

des hommes d'affaires, des industriels, des banquiers, en délégations ou en petits groupes, parfois isolément, vont prendre langue avec les « co-existentialistes » d'outre-rideau de fer. C'est M. le Comte Bernard de Plas (1), alors président de la Fédération de la Publicité qui ouvre la marche, suivi de M. Pierre Lebon, député gaulliste des Deux-Sèvres (2) à la tête d'une délégation parlementaire, de MM. Edgar Faure, Bernard Manceau et de quelques autres députés. C'est également M. André Boutemy, ancien préfet régional du maréchal Pétain, distributeur des fonds politiques du Conseil National du Patronat Français, membre influent du Centre National des Indépendants et Paysans, sénateur de Seine-et-Marne, qui rapporte de son voyage à Moscou un ourson offert par ses hôtes russes. C'est enfin M. Henri Rochereau, président de la Commission des Affaires économiques du Conseil de la République, qui prend contact avec la Chine, à la tête d'une délégation de vingt-et-une personnalités représentant les industries mécaniques, chimiques, électriques et textiles, et la Banque (*Banque de l'Indochine, Banque Française du Commerce Extérieur, Banque de l'Europe du Nord*), tandis qu'un groupe de dix sidérurgistes français se rendait à Moscou.

Pendant que M. le sénateur Rochereau, fils de l'ancien sénateur royaliste de Vendée, allait faire ses offres de services aux Chinois — ses intérêts d'importateur l'incitent fortement aux affaires avec l'étranger — un « lobby » chinois très actif se constituait au Parlement sous l'impulsion de M. Arthur Conte, député socialiste, collaborateur du journal financier *Le Capital*, déjà membre du groupe parlementaire France-Pologne, assisté de MM. Pierre Abelin, député M.R.P. de la Vienne, Bouhey, directeur de *La Bourgogne Républicaine*, député S.F.I.O. de la Côte-d'Or, et Raymond Dronne, député gaulliste de la Sarthe.

Dans les faits, ces visites, ces contacts, ces conversations, se traduisent par des accords entre le Capitalisme et le Communisme. C'est-à-dire par une augmentation du chiffre d'affaires des trusts et du potentiel militaire des armées rouges soviétique et chinoise.

M. Schneider (du *Creusot*) et la Sté *Alsthom* vendent pour

---

(1) M. de Plas fut la seule personnalité parisienne, devait écrire un échotier qui accepta de se rendre au lendemain de la répression de Budapest, à la réception de l'Ambassadeur soviétique en l'honneur de l'Armée Rouge. (**Dimanche-Matin**, 18-11-1956).

(2) Il n'a pas été réélu en janvier 1956.

5 milliards 250 millions de locomotives à l'U.R.S.S. (1). Leurs collègues construiront les voies ferrées de la Sté des chemins de fer chinois (avec trente ans de crédit !) (2).

Un autre trust de l'industrie mécanique fournit 435 tracteurs à la Chine (3). Les lainiers de Roubaix et Tourcoing, les drapiers d'Elbeuf, les confectionneurs de Sedan et Colmar livrent 600.000 mètres de tissus, des dizaines de milliers de pardessus et de gabardines, et les fabricants de textiles artificiels 2 millions de mètres de tissus de rayonne (4). *Kleber-Colombes* livre à la *Vsesojuznoe Importnoe-Exportnoe Objedinenie « Raznoimport »* de Moscou des milliers de tonnes de pneumatiques et de courroies (5). Des banques françaises ouvrent un crédit de 2.575 000 dollars (plus d'un milliard de francs) à la Pologne pour couvrir ses commandes en France (6).

Au cours de 1957, les ventes à l'U.R.S.S. ont atteint 26 milliards de francs. M. Jean Masson, ancien ministre de M. Mendès-France, s'en félicite dans *Le Monde* et annonce qu'elles atteindront 32 milliards et demi en 1958 et 37 milliards et demi en 1959. Les produits sidérurgiques, les biens d'équipement, les presses pour la fabrication des pneumatiques, les turbines pour les navires, etc... tiennent la principale place dans les achats soviétiques, d'ailleurs limités par « l'application des règles imposées par des considérations stratégiques », que M. Masson propose de supprimer promptement (7).

Avec les satellites de l'Union Soviétique, les relations s'ébauchent.

Voici les chiffres pour 1956, en *millions de francs* (8) :

	Import	*Export*
Rép. Démocr. Allemande	1.000	1.800
Bulgarie	900	1.000
Hongrie	1.100	5.600
Pologne	8.200	11.300
Roumanie	2.400	1.500
Tchécoslovaquie	4.500	2.600

Soucieuse de faciliter les contacts de ses lecteurs avec la Russie et au besoin de les provoquer, *Entreprise*, la revue du

(1) **Le Monde,** 14-7-1957.
(2) **La Presse,** 25-2-1958.
(3) **Le Monde,** 27-1-1957.
(4) **Entreprise,** 1-7-1954.
(5) Contrat du 19-7-1957.
(6) cf. l'Agence Reuter (cité par **Fraternité Française,** 22-6-1957).
(7) **Le Monde,** 18-2-1958.
(8) **Economie et Politique,** janvier 1958.

monde des affaires (1), consacre une demi-douzaine de pages pour expliquer comment s'y prendre pour vendre à l'U.R.S.S. Rien n'y manque, ni la liste des formalités, ni les noms et les adresses des 17 organismes d'achat (métaux, caoutchouc, machines, produits chimiques, etc...).

« Les produits expédiés de France vers la Russie — ajoute l'alléchante étude d'*Entreprise* — bénéficient de plusieurs avantages. En dehors des avantages généraux réservés aux produits exportés (exonération de la taxe sur la valeur ajoutée, remboursement des charges fiscales et sociales), les exportations vers l'U.R.S.S. ne sont généralement grevées d'aucun droit de douane. Et des organismes soviétiques importateurs stipulent souvent dans le contrat qu'ils prennent à leur charge tous droits, taxes, etc... susceptibles d'être perçus à l'entrée de la marchandise en U.R.S.S. ».

Les échanges commerciaux avec l'Est sont effectués sous le contrôle de la *Banque Commerciale pour l'Europe du Nord,* 21, rue de l'Arcade, qui est le centre de l'organisation financière du Parti Communiste Français. Son capital est divisé en 100.000 actions dont 99.700 appartiennent à deux banques d'Etat soviétiques : la *Banque Nationale* et la *Banque du Commerce Extérieur,* les 300 autres étant réparties entre un certain nombre de communistes français ou russes (2)

Parmi ses administrateurs et dirigeants, depuis sa fondation, on relève les noms de MM. Simon Posner, Victor Kempner, Michel Baychnikoff, Henri Eline, Stephan Mouradian, Cholon Duolaitzky, Emm. Felder, Alexandre Halpern, Jacob Kamensky, Ernest Yourevitch, Samuel Rosenthal, Salomon Tcharniavski, Abraham Maiofis, le Comte Guy de Feuillade de Chauvin. Dimitri Navachine, Jean Braun, Pierre Lacour, Charles Hilsum, etc., etc...

Dimitri Navachine, que d'aucuns considéraient comme l'un des chefs de la *Synarchie* et qui collaborait à *La République* de M. Emile Roche, connut une fin aussi tragique que mystérieuse en 1937.

Le polytechnicien Pierre Lacour était, il y a plusieurs années, administrateur de la *Société Générale,* commissaire du gouvernement à l'*Union des Mines,* et directeur de la *Caisse*

---

(1) **Entreprise,** 15-11-1955. Cette revue appartient au groupe **Réalité,** lui-même lié au trust Hachette. Parmi les associés de la S.A.R.L. éditrice d'**Entreprise** on remarque : MM. Robert Salmon et Pierre Lazareff (**France-Soir - Hachette),** M. René Pleven et sa secrétaire, Mlle Sicard, etc... M. Bleustein-Blanchet a la haute main sur la publicité d'**Entreprise** et de **Réalité.**

(2) Déclaration de M. Jules Moch, ministre de l'Intérieur, à l'Assemblée Nationale, le 16-12-1948.

Centrale de Crédit Coopératif. M. Braun, dirigeant de « Front National » (communiste) en zone sud pendant la guerre, est marié à Mme Madeleine Braun, ex-député communiste.

Le véritable chef de la banque — sauf changement récent — est M. Charles Hilsum, président directeur général, succédant ainsi à quelques années de distance, à M. Simon Posner, l'un des fondateurs, qui avait alors le titre d'administrateur délégué.

Né à Moscou, d'origine israélite et de nationalité polonaise, M. Posner était, avant la guerre, le directeur de la *Cie France-Navigation*, créée pour ravitailler les Républicains espagnols pendant la guerre civile. Au conseil d'administration de cette Compagnie figurait alors M. Joseph Dubois — l'actuel directeur de *La Tribune des Nations* — qui en prit la présidence en 1946, tandis que MM. Charles Hilsum et Nicolas Kagan, gérants de la *Banque Seligman et Cie*, autre banque liée à l'U.R.S.S., étaient nommés administrateurs. Lorsque ces derniers démissionnèrent, ils furent remplacés par M. Albert Igoin (alias Haïm David Jaller), à l'époque principal actionnaire de la *Société Parisienne de Banque* (1) et commanditaire de *L'Auto-Journal* de M. Robert Hersant, député mendésiste de l'Oise.

Contrôlé par la *Banque Commerciale pour l'Europe du Nord*, dont nous venons de voir les ramifications et les liens financiers, le commerce avec l'Est s'effectue principalement par l'intermédiaire du *Comité Français pour le développement du Commerce International* (*COFRACI*), du *Bureau d'Etudes et de Recherches pour l'Industrie Moderne* (*BERIM*) et de sa filiale la *Sté de Représentation Industrielle et de Commerce pour l'Europe* (*SORICE*), du *Comptoir Européen d'Importation et d'Exportation* (*CEI*), qui représente des centrales d'achats polonaises, de l'*Union Lyonnaise d'Importation et d'Exportation*, pour les achats de soieries, d'*IPATEX*, etc... La vente des

(1) Cette banque, avant que M. Igoin en prenne le contrôle (avril 1933), était administrée par MM. Keith Trévor, Lucien Ovadia, Emile Dumaine, ancien directeur général du **Bon Marché**, et Sir Charles Henderson, qui conservèrent leurs fonctions et auxquels se joignirent MM. Max Albert Auboin dit de Cezanne, le général Maurice Chevance-Bertin, l'ancien député, directeur de **Climats** et de la SEBOM (Sté qui édite **Réalités Tunisiennes, Connaissance de l'Algérie, Perspectives marocaines, Orient Nouveau**), Jean-Michel Tournaire, dit Renaitour, ancien député de l'Yonne, Pierre Franchi, ancien parlementaire également et naturellement Charles Igoin. C'est sur l'intervention du député Pierre Lebon, ardent soviétophile, que M. Igoin put racheter à la famille du baron Sassoon, marié à une fille du baron Gustave de Rothschild, la **Sté Parisienne de Banque.** Le groupe Igoin, malgré les difficultés qu'il connut en 1955 (perquisitions et interrogatoire de la D.S.T. voir **Les Financiers,** pages 122-123), contrôle d'importantes affaires dont le **Consortium du Nord** et la **Société de Culture et de Participation** (dont le vice-président est M. Joseph Lanet, ancien ministre de M. Mendès-France et secrétaire général du « Centre Républicain » du Dr Bernard Lafay.

produits et de matériels fabriqués en Allemagne de l'Est se fait par l'entremise des firmes suivantes : *Comptoir Industriel et Commercial France-Allemagne* (1), *Société Atlantique Française* (associés : MM. Jean Jaudel et Georges Muller), *Sté Gammo* (associés : MM. Paul Louis Martin, Georges Rossiensky, Michel et Walter Strauss, Jean Michel, etc...), *Cie de Machines et d'Outillage* (*C.M.O.*), *Ets Dron et fils* (Pantin), *SOCOMO* (Suresnes), *Ets Moulin, Papiers Verdet frères, Saimex* (associés : MM. H. Chaumette, François de Beaulieu, P. Lefevre, J. Machelon), Maison *Henri Mosset*, Maison *Ernest Huber*, Maison *Herbert Merkel, OGIMEX* (*Sofrinal*), *Interagra* (Toulouse), motocycles *Pierre Bonnet* (Boulogne), jouets *Charles Rehbock*, chaises *Marcel Miguet*, ces derniers étant principalement des importateurs et des revendeurs (2).

Les milieux d'affaires français sont en excellente compagnie dans ces tractations avec les pays communistes. Sans doute l'Amérique rechigne-t-elle encore, malgré la pression des *Lobbies* pro-soviétiques (3), mais la City, elle, commerce — et de plus en plus — avec Moscou et avec Pékin.

L'Angleterre est le pays qui a les courants d'échanges les plus importants avec l'U.R.S.S. : 20 % du commerce total de celle-ci. Les achats soviétiques portent principalement sur les matières premières, caoutchouc surtout (90 % des importations russes). En 1959, ce sont des usines complètes que les trusts britanniques vont livrer à l'Union Soviétique, en même temps qu'un outillage perfectionné.

Parmi les pays qui exportent vers l'Est, on peut citer : la Hollande (4), la Suède, la Belgique, l'Italie, la Norvège, le Canada (5), l'Iran, l'Inde, l'Egypte.

---

(1) L'un des associés est M. Henri Ardant, ancien directeur général de la **Société Générale**, adm. de la **Banque Française de l'Agriculture**, des **Ets Arbel**, de la **Sté Française de Matériel Agricole et Industriel**, de **l'Hydro-Energie**, des **Eaux et Electricité de Madagascar** et des **Publications Périodiques Desfossés**. M. Henri Ardant est le frère de M. Gabriel Ardant, commissaire général à la Productivité et membre du **brain trust** de M. Mendès-France.

(2) cf. Catalogue 1957 des Annonceurs de **l'Humanité** (supplément de **l'Humanité-Dimanche** du 17-11-1957).

(3) Des hommes d'affaires, des banquiers, des syndicalistes, des écrivains ont prôné la co-existence pacifique avec Moscou. Même des rabbins s'en sont mêlés. Le 17 juillet 1957, la Deuxième Convention annuelle de l'Association Rabbinique d'Amérique (orthodoxe), réunie à l'hôtel Waldorf-Astoria, a voté une résolution demandant la reconnaissance de la Chine communiste et l'amélioration de son économie.

(4) Deux firmes hollandaises ont eu des difficultés avec les autorités américaines parce qu'elles achetaient aux U.S.A. des produits chimiques interdits qu'elles livraient ensuite à la Chine, par Hong Kong.

(5) M. Lester B. Pearson — le « Mendès-France canadien » — a maintes fois préconisé l'entente avec Moscou quand il était ministre des Affaires étrangères de son pays (**Le Monde**, 20-12-1955), et même depuis. Dans son discours du Waldorf Astoria, de New-York, le 13 janvier 1958, il a réclamé des négociations avec l'U.R.S.S. **« sans aucune condition restrictive »** (**Le Monde**, 14-1-1958).

En 1956, le bloc soviétique a absorbé 56 % des exportations de caoutchouc de Ceylan et 41 % du coton égyptien.

Mais c'est vers l'Amérique latine, excédée par les exigences du *Big Business,* que le danger se précise. Les efforts qui s'étaient portés vers le Moyen-Orient, ces dernières années, sont aujourd'hui dirigés vers l'Amérique du Sud. L'U.R.S.S. veut acheter 20.000 tonnes de cuivre au Chili, équiper les entreprises pétrolières brésiliennes, les compagnies électriques et pétrolières argentines.

Cette offensive a d'autant plus de chance de réussir qu'elle s'accompagne d'offres de crédits et d'aide technique comme il a été fait pour le Moyen-Orient. De 1955 à 1958, près de 2 milliards de dollars de crédits ont été accordés par les pays communistes à l'Egypte (480 millions de dollars), la Yougoslavie (465), la Syrie (280), l'Inde (270), l'Afganistan (145), l'Indonésie (110), le Cambodge (22), Ceylan (20), le Népal (13), le Yemen (10).

En prêtant aux pays du bloc oriental, en leur consentant des crédits à long terme, les trusts et les banques de l'Occident permettent aux communistes de faire les généreux avec l'argent des capitalistes. La propagande de Moscou ne peut qu'y trouver avantage.

Henry COSTON.

HENRY COSTON

Les Financiers qui mènent le monde

Prix : 660 frs.

La Haute Banque et les Trusts

Prix : 990 frs.

(Sur Arches numéroté : 2.500 frs, sur Alfa numéroté : 1.500 frs).

Ces deux livres de HENRY COSTON vous donnent la clé du mystère, vous expliqueront clairement ce qui se passe dans la coulisse, vous feront comprendre les grands événements qui se déroulent aujourd'hui, qui surviendront demain. Le bandeau que la presse vendue vous avait placé sur les yeux tombera, vous verrez clair. Et connaissant, enfin, le péril, vous pourrez le conjurer.

LA LIBRAIRIE FRANÇAISE
51, rue de La Harpe, Paris-Ve
C.C.P. Paris 11.447.35

Pierre SAUCHET

LES CHEMINS DE L'EUROPE

I. — OU SONT LES BUSES EUROPEENNES ?

On définit souvent la politique comme « l'art de choisir entre de grands inconvénients », ou, selon Richelieu, « l'art de rendre possible ce qui est nécessaire ».

Ces définitions ne s'excluent nullement ; en outre, elles tiennent toutes deux la politique pour un *art*, dans la mesure où le mot s'oppose à science : pas de loi intangible, pas de valeur mesurable, pas d'absolu, d'idéal dont il conviendrait de s'approcher quelles que soient les circonstances. La politique est un art circonstanciel.

On objectera que Charles Benoist a écrit « Les lois de la politique française » ; mais il s'agit là d'une sorte de transposition de l'empirisme organisateur cher à Maurras, et le mot loi n'y a pas la rigidité qu'il a dans Bacon, dans Descartes ou dans Claude Bernard. Même le fascisme se voulait pragmatique. Les seuls à introduire la rigueur mathématique et l'absolu doctrinal dans la politique sont les bolchevistes. On sait à quels déplacements cette prétention les mène, et quelle inhumanité, fondamentale et non occasionnelle, en découle pour leur système de gouvernement.

S'il est un domaine où, plus qu'ailleurs, la pensée et l'action politique doivent être teintées de prudence et de relativisme, c'est, plus encore que le terrain national (où l'expérience des siècles a tout de même amassé un trésor de règles de conduite politique), le domaine vierge de la construction européenne.

De telles réflexions nous sont venues à l'esprit à la lecture du remarquable article de tête qu'a donné Maurice Bardèche au dernier numéro de *Défense de l'Occident*. Nous sommes bien évidemment menacés par « le règne de la buse »,

aussi bien en Europe qu'en France ; mais d'autres dangers nous assiègent, à commencer par la barbarie bolcheviste, et cette invasion des « barbares verticaux » dont parlait je crois Jakob Burckhardt. Si nous n'oublions pas que la politique ne nous offre aucun exutoire parfait, qu'elle nous oblige à nous mouvoir dans l'incertain, le transitoire, le relatif, nous voici tout de suite acculés au choix — provisoire et insatisfaisant lui aussi — « entre de grands inconvénients ». L'humaine nature le veut ainsi ; au rebours des buses redoutables du Kremlin, nous savons, nous, qu'on ne la change pas.

Maurice Bardèche écrit : « *En commençant la construction de l'Europe par l'économie au lieu de la commencer par la politique, on fait de la Communauté Européenne une chasse gardée des grandes banques et des cartels* ». Revenons sur ce point qui est au cœur de la construction européenne.

Et d'abord, il faudrait peut-être nuancer ce que la proposition présente d'abrupt. Bien sûr, les grandes entreprises nationales et internationales sont *en principe* plus aptes que les petites à s'adapter aux conditions nouvelles du marché européen ; bien évidemment, il leur est en principe plus facile qu'aux petites de nouer par dessus les frontières des contacts précieux, de signer des accords de réciprocité, de conclure des traités de zones d'influence etc. Nous avons vu de semblables accords se multiplier à la fin de 1958, à la veille de l'entrée en vigueur du Marché Commun.

Il n'en demeure pas moins qu'en commençant à régler une concurrence jusqu'alors anarchique, en instituant une première répartition des tâches, en établissant un embryon de division du travail à l'échelon supra-national, ces accords rationalisent l'économie, accroissent productivité et rentabilité. L'important, me rétorquera Bardèche, c'est que le consommateur en profite, et non le producteur ou — plus encore — le distributeur ; et j'en suis bien d'accord. Le traité de Rome et ses protocoles annexes ne sont d'ailleurs pas muets là-dessus ; en outre, et l'innovation mérite qu'on s'y arrête un instant, ils prévoient tout un ensemble de mesures anti-trusts, alors qu'en France il n'existe à l'heure actuelle rien de semblable. N'est-ce pas là un progrès indéniable ? Tout dépend, évidemment, de l'application de ces clauses. Je gage pour ma part qu'il faut faire confiance à tous les intéressés, lesquels seront par nature cent et mille fois plus vigilants que les autorités de la Communauté, pour soumettre

à la Cour de Justice les cas supects... On parle peu de la Cour, et l'on a tort : j'y vois pour ma part, avec le Comité économique et social — où tous les producteurs et travailleurs seront représentés — les institutions les plus originales de la Communauté des Six.

Quant aux « petits » qui seraient menacés par les « gros », il faudrait s'entendre. On sait que si le calendrier des mesures de désarmement tarifaire et contingentaire doit s'étaler sur 15, voire sur 17 ans, c'est parce que la France a fait multiplier les précautions — sans compter les clauses éventuelles de sauvegarde. Or ces mesures ont été imposées par la coalition, non des « petits », mais des retardataires — où l'on trouve beaucoup de petits, qui ne sont pas retardataires parce que petits, mais plus souvent petits parce que retardataires. En France comme ailleurs, ce sont en général les grandes « boîtes » qui vont de l'avant ; parce qu'elles ont de vastes moyens, certes ; mais aussi, mais surtout, parce que, lancées dans une dure compétition, elles ne se satisfont pas des routines du siècle dernier : elles organisent, modernisent, équipent, ouvrent des débouchés, recherchent des clients nouveaux, etc., en un mot elles envisagent l'avenir avec dynamisme.

Quand aux « petits », au lieu d'investir leurs bénéfices dans une productivité accrue, ils se contentent du train-train des « petits » carnets de commande et d'un « portefeuille » qui leur apporte des dividendes boursiers. Ils freinent la productivité générale ; et les pouvoirs publics font preuve de la plus déplorable faiblesse en alignant bon gré mal gré l'expansion économique sur ces traînards. Or, marché commun ou non, la France ne tiendra le coup dans la compétition internationale que si elle stimule ses producteurs endormis, si elle les fait passer d'un paresseux XIXe siècle à un dynamique XXe.

Qu'on songe à la dernière dévaluation. Nous la tenions personnellement pour nécessaire au rétablissement de notre balance des comptes. Elle n'en a pas moins produit l'effet d'une piqûre de morphine sur trop de producteurs marginaux ou semi-marginaux. Même surévalué, le franc d'avant le 27 décembre 1958 permettait à de nombreuses entreprises françaises, et pas seulement aux « grosses », d'avoir des prix compétitifs sur les marchés extérieurs. Les autres ? dira-t-on. Eh ! bien, les autres n'avaient qu'à faire le nécessaire pour augmenter une productivité scandaleusement insuffisante ;

la plupart le peuvent, et des aides n'auraient pas manqué pour ceux qui, le voulant, auraient éprouvé des difficultés non imputables à leur incapacité ou à leur inadaptation foncière.

Au lieu de quoi, alignant les premiers sur les derniers, on a offert à ceux-ci un nouveau sursis immérité et dangereux ; ils ne feront rien, tant que durera l'euphorie de la dévaluation, pour moderniser leur entreprise. Quant aux « compétitifs », ils vont bénéficier de 17 % de bénéfice supplémentaire. Voici donc où mène l'esprit protectionniste impénitent qui anime nos 3 buses » en dépit des mesures de « libération » : à aggraver l'écart entre les dynamiques et les trainards, à faire des cadeaux aux trusts, et à rendre de plus en plus difficile à long terme la place de la France sur le marché international...

Seuls les gros peuvent se débrouiller... C'est encore ce qu'on dit, mais qui n'est pas vrai. Car les petits et moyens producteurs sont le plus souvent en meilleure situation que les géants pour s'adapter à une réalité économique mouvante : décentralisation, réorganisation, réduction des frais généraux, etc. Les constatations sont éclatantes : c'est parmi les entreprises de relativement faible importance — 50 à 500 salariés — qu'on trouve les rendements les meilleurs. Sans compter que « l'union fait la force ». Par nécessité enfin — et notamment grâce à l'*heureuse* pression des « trusts » —, les producteurs isolés commencent à s'associer, à créer des groupements d'achat, des comptoirs de vente, des organismes de prospection. Il en va de même à l'échelle européenne, et nous pourrions citer bien des exemples.

Certes, on n'empêchera pas de crailler les incapables ou les individualistes impénitents, jusqu'à leur souhaitable disparition de la scène économique (1). En dépit des apparences, l'heure n'est plus au libéralisme, et le Marché Commun n'est d'ailleurs rien moins que libéral. On oublie que, s'il a débuté sous les espèces d'une zone de libre échange, il est beaucoup plus : une union douanière et une union économique ; et même plus encore : un nouvel ordre économique fondé sur la prévision conjoncturelle, l'orientation consciente de l'activité industrielle et agricole, l'aménagement équilibré

(1) Qu'on n'objecte pas le « social », qui nous importe plus encore que « l'économique », car il en est la justification : c'est dans de telles entreprises marginales que les salariés sont le moins bien traités, tandis que les maisons dynamiques se signalent toujours par leurs réalisations sociales.

du territoire européen (grâce à la Banque d'investissement). Ce n'est certes pas un « circuit fermé » affranchi de « l'étranger ». Mais je ne sache pas que l'autarcie soit indispensable à la fondation d'un espace économique homogène — sauf en période de préparation à la guerre. Elle est même foncièrement anti-économique : pourquoi produire à toute force du riz camarguais hors de prix quand on peut en recevoir du bien meilleur marché en provenance du Piémont ? La remarque est valable au plan européen, dans la mesure où les règlements en devises ne limitent pas obligatoirement les achats à l'extérieur. Et puis, on n'exporte que si l'on importe...

Nous avons évoqué la préparation à la guerre — ou la guerre tout court. Or la guerre, à l'exception des abcès de fixation qui n'entraînent pas d'efforts démesurés (tel le conflit algérien), n'est plus nationale, ni même continentale : elle est planétaire. Une « autarcie » intelligente (et concevable) consisterait à limiter le commerce extérieur des pays du monde non-communiste aux pays du monde non-communiste ; en bref, à rétablir nous-mêmes un rideau de fer commercial (2). Mais entourer d'une barrière infranchissable l'Europe économiquement intégrée — qui est au surplus la « petite » Europe des Six — serait suicidaire, même si l'on ne fait pas entrer en ligne de compte l'association africaine, amorce de cette Eurafrique sans quoi l'Europe petite ou grande n'est rien. Non, il faut sans démordre faire l'Europe des Six et traiter ensuite à égalité avec les autres ensembles économiques. Telle fut la méthode pour la Communauté charbon-acier, qui a fourni d'excellents résultats. Rien, sinon l'obstination britannique à essayer de torpiller le Marché Commun, ne s'y oppose en ce qui concerne les deux nouvelles Communautés (3). Ici, c'est bien la volonté *politique* commune des Six qui décidera.

En définitive, des gestes « économiques » d'une telle portée ne sont économiques qu'en apparence ; ils postulent au départ un dessin délibéré. N'en déplaise aux techniciens, experts et autres économistes, il n'y aurait pas de « Commu-

(2) On y pensait dans les capitales occidentales aux temps de l'indignation, lors des menaces de Budapest. Mais M. Mikoyan revient d'une tournée aux U.S.A., fructueuse notamment grâce à l'aveuglement des capitalistes américains...

(3) A ce compte, il a sans doute été fâcheux d'inaugurer le désarmement douanier entre les prix par une extension aux 17 et au G.A.T.T. des premières mesures effectives. Non pour le fait en soi, mais pour le précédent. Construire le Marché Commun n'est pas le noyer...

nauté économique européenne » si les gouvernements de Paris, Bonn, Rome, La Haye, Bruxelles et Luxembourg ne s'étaient décidés à jeter les bases d'une Fédération. C'est ce qu'on a dit à la Conférence internationale fédéraliste qui s'est tenue les 9, 10 et 11 janvier dernier à Wiesbaden. Nous y reviendrons dans le prochain numéro, en suivant le chemin qui, des premiers pas du néo-fédéralisme européen, nous a conduits au Marché Commun en passant sur le cadavre de la C.E.D.

Pierre SAUCHET.

Paul BERNARD.

L'ESPAGNE
face à la coopération économique européenne

La zone péninsulaire de l'Espagne a des caractéristiques analogues aux autres pays méditerranéens dans sa côte levantine, mais dans la grande meseta centrale et le secteur cantabre les productions sont particulières. Si on devait détacher les quelques traits les plus typiques de l'économie espagnole, son orographie et son régime de pluies figureraient en première place, sans aucun doute. Deux tiers de la superficie du territoire se trouvent à des altitudes supérieures à 500 mètres et un quart à plus de 1.000 mètres. La servitude des transports et de la mécanisation de l'agriculture, imposée par les variations d'altitude, s'accompagne, dans la plus grande partie, d'un régime de pluies défavorable aux productions agricoles.

Les précipitations répandent sur les 3/4 du territoire, une moyenne annuelle de 700 m/m, face à un minimum nécessaire de 500 m/m, mais étant de nature torrentielles et plus fréquentes durant l'hiver, elles n'arrivent pas suffisamment à faire bénéficier les cultures. Malgré de telles circonstances, l'économie espagnole jouit d'une grande diversité de productions. Le sol offre les fruits des zones tempérées, du Sud de l'Espagne et des territoires de l'Afrique, avec les principales productions tropicales. La région levantine est une zone hautement spécialisée et sa production d'agrumes est considérable.

Le sous-sol renferme une grande richesse minière. Les réserves de houilles sont évaluées à 8.000 millions de tonnes ; le fer à 630 millions ; de plomb à 1,09 million ; de zinc à 1 million ; de cuivre à 4,5 millions. A ces gisements d'importantes réserves de mercure, potasse, wolfram, étain, lignite et autres produits.

Malgré cette richesse de sous-sol, l'Espagne est, dans son ensemble un pays agricole. De sa population active, en 1950,

43,8 % étaient occupés à l'agriculture, contre 30 % en France, 20 % en Allemagne et 19 % dans le nord-ouest de l'Europe. La proportion élevée de la population active dans l'agriculture espagnole a un sens plus profond pour le développement économique du pays, dû au rapide accroissement du nombre d'habitants. La combinaison des taux de natalité, caractéristiques du Sud de l'Europe, avec les taux de mortalité similaires à ceux de l'Europe occidentale, motive en Espagne un rythme d'augmentation de la population de 0,88 %, qui s'accumule chaque année.

En d'autres temps, cette augmentation engendrerait de forts courants d'émigration vers l'Amérique du Sud ; au cours de la dernière décade, le nombre des émigrants a été substantiellement moins élevé. Pour ces motifs et quelques autres — hors du cadre de cet article — le produit national en Espagne est inférieur à celui des autres pays européens. Ce fait provient essentiellement du fort pourcentage de la population active occupée dans l'agriculture, qui ne fournit qu'un rendement très bas. L'Espagne a une production nette de 364 dollars par personne active de sa population agraire ; l'Italie 40 ; l'Allemagne 541 ; la France 640 ; la Suisse 913 ; les Etats-Unis 1.729.

Il n'apparaît pas possible d'employer l'excédent de la population active en Espagne dans sa propre agriculture, car l'étendue cultivée — près de 20 millions d'hectares — ne peut être pratiquement développée ; peut-être même faudra-t-il réduire quelques cultures, notamment celles qui sont pratiquées dans des terres dont la productivité est insuffisante.

La concentration de la population dans une activité déficitaire, anti-économique, comme l'agriculture Espagnole, moins comme l'agriculture, est aggravée par les conditions naturelles auxquelles nous avons fait allusion. La comparaison entre les superficies territoriales de divers pays et l'aire nécessaire pour obtenir les mêmes récoltes, sous un climat normal, a été faite par Thornthewait. Voici ce que révèle l'auteur concernant la France et l'Espagne : si la superficie de la France est de 551.000 km2, une aire de 511.000 km2 sera équivalente sous un climat normal ; à la superficie territoriale de l'Espagne de 500.000 km2 une aire de 265 000 km2 sera équivalente sous un climat normal.

La différence entre une production agricole obtenue dans des conditions aussi défavorables, dans laquelle prédomine la monoculture, et une industrie en expansion apparaît nettement ci-dessous :

PRODUCTION PAR HABITANT ACTIF (EN 1953)
(En pesetas)

	Population	Produit net en milliards	Produit net per capita
Agriculture	5.271.000	83	15.746
Industrie	2.652.000	76,7	26.722
Services	2.870.000	76,3	26 586

De ces chiffres on constate que dans l'agriculture la production par habitant actif, en 1953, était de 15.726 par an ; dans l'industrie, cette production s'élevait à 28.922 et à 26.586 dans les services. Il est donc évident qu'une des solutions les plus adéquates pour l'économie espagnole serait de transférer les secteurs de la population de cette activité vers la productivité beaucoup plus élevée obtenue dans l'industrie, malgré son coût.

Ce processus n'est pas impossible à réaliser. Dans une investigation éditée par l'Institut de Culture Hispanique, sous le titre « Etudes Hispaniques de Développement Economique », on consacre un volume à l'analyse de l'agriculture et de l'accroissement économique. Les conclusions de cette étude sont surprenantes.

Destinant à l'agriculture un pourcentage des investissements totaux du pays, qui ne paraît pas excessif, c'est-à-dire 16 % durant le premier quinquennat, 11 % pendant le second et 10 % pour le 3e du programme, il serait facile d'augmenter la production agricole de 54 % en 1972, de faire passer les calories de 2.553 à 2.716, et de remplacer dans l'alimentation les protéines d'origine végétale, qui sont aujourd'hui de 72 %, par des protéines d'origine animale qui à la fin de la période atteindraient 44 %. On prévoit dans ce programme, en plus de l'annulation du poids saisonnier typique de l'agriculture espagnole, la continuation de l'actuel accroissement des rendements unitaires de l'agriculture, à base de l'emploi plus généreux de fertilisants, semences sélectionnées éléments mécaniques et autres améliorations techniques dans les cultures ; en développant les irrigations dans une superficie de 1.300.000 hectares dans les 15 années prochaines et une certaine intensification des alternances de cultures (assolements) des cultures.

On arrive ainsi à la conclusion que l'agriculture espagnole, malgré la réalisation de cet effort, et le fait que le volume de

ses exportations sera doublé à la fin de cette période, laissera un excédent de population active de 750.000 personnes, excédent qu'il faudra associer à l'accroissement végétatif de la population, excédent qui viendra peser lourdement sur la structure agricole du pays.

C'est là le problème fondamental de l'économie espagnole devant son intégration dans la coopération économique européenne. Les pays développés de l'Europe Occidentale ont effectué leur évolution, ont transféré dans les dernières décades d'énormes masses de leur population de l'agriculture vers l'industrie, les services, ont réalisé leur processus d'adaptation aux conditions modernes de production que doit effectuer maintenant l'Espagne.

Comment ce pays pourra-t-il réaliser ce transfert dans les prochaines 15 années, de l'agriculture vers d'autres activités — ou vers l'émigration — avec des frontières ouvertes pour l'importation de produits industriels sans protection ni défense pour les industries nouvellement créées ? Longue et dure a été la controverse sur les avantages du libre-échange, mais dans celle-ci s'unirent les opinions sur un des arguments défendus par les protectionnistes, lequel fut accepté selon la théorie de Stuart Well, en faveur des industries nouvelles.

En conséquence, si l'Espagne et d'autres pays sous-développés d'Europe Occidentale doivent transférer vers l'industrie — ou l'émigration — des masses importantes de population pour pouvoir rationaliser leur agriculture et élever leur niveau de vie, la réalisation de ce processus sera conditionnée, précisément, par l'apparition d'industries nouvelles.

Cette évolution exige, sans doute, la clause d'exception et en supposant qu'une partie importante du surplus de la population émigrera vers d'autres pays européens une fois la coopération économique mise en vigueur, il sera toujours nécessaire de donner une occupation en Espagne à des masses importantes dans les activités industrielles ou dans les services ; fait qui ne pourra se réaliser si les industries à créer ou nouvellement créées sont soumises, ces prochaines années, à la concurrence des autres pays du circuit européen.

Les formules offertes par les Accords de Rome sur les mouvements migratoires n'acceptent pas le transfert illimité des travailleurs au cours de la période de transaction (art. 48).

Il n'est pas possible que l'aire du Libre Echange puisse aller plus loin dans la solution de ce problème. L'économie espagnole est condamnée — avec les autres pays sous-développés de l'Europe — à l'impossibilité d'absorber dans son industrie les travailleurs qui restent en excédent de l'agriculture, et sans jouir de la solution de les envoyer d'une façon illimitée vers d'autres pays de l'Europe Occidentale, elle pourrait arriver à souffrir d'un tel degré de chômage, que sa collaboration pratique dans l'aire du Libre-Echange serait impossible.

Paul BERNARD.

Georges MOUGENOT

VOYAGE DANS LA PRESSE LIBÉRÉE

(Janvier 1945)

Janvier 1945. *La guerre continue.*

L'offensive von Runstedt dans les Ardennes a échoué. Les démocrates se rassurent. L'Armée Rouge investit Kœnigsberg et dévaste la Hongrie. Après trois semaines de combats acharnés, les chars de Tolboukine entrent dans Budapest en flammes.

En Asie, Mac Arthur débarque aux Philippines et les forteresses volantes écrasent Tokio sous les bombes.

En France, on règle les comptes. Les cours de Justice sont engorgées. A Montrouge les salves des pelotons d'exécution crépitent tous les matins, les « incidents » se multiplient en province où règnent les héros du maquis.

Le bain de sang ne paraît pas émouvoir le chef du gouvernement provisoire.

Si le pouvoir de cet homme (le général de Gaulle) nous est connu pour assurer au dehors la grandeur de la patrie, les passions qui la déchirent au dedans, on dirait parfois qu'il ne les entend pas, qu'il ne veut pas les entendre.

Debout à son poste de vigie, entre la mer et les étoiles, il ne tourne pas la tête vers nous. On pourrait le croire inattentif aux querelles de l'équipage, aux haines séculaires que nos derniers malheurs ont sinistrement rajeunies. Les ignore-t-il ? L'a-t-il reconnu, ce bruit horrible des fusils déchargés contre un homme sans armes à qui il avait fait grâce ? Nous ne savons pas non plus s'il demeure insensible à des remous d'opinion autour des verdicts qui se succèdent, indulgents ou impitoyables — mais ce n'est pas toujours le degré de culpabilité qui le décide — et l'on imagine parfois que dans l'ombre de la justice, la vengeance demeure tapie.

François MAURIAC, *Le Figaro*, 2 janvier 1945.

En fin décembre, Paul Chack avait été condamné à mort.

...L'ancien capitaine de vaisseau a été condamné à mort, le commandeur a été rayé des cadres de la Légion d'Honneur...

Paul Chack enleva sa rosette, l'embrassa et la remit à son défenseur, tandis que dans le public, une voix criait « Assassins ! »

Après quoi, le condamné, d'une main qui tremblait un peu, signa son pourvoi en cassation et étreignit longuement sa fille, accourue devant le box.

Le Monde, 20 décembre 1944.

Bref entrefilet dans les chroniques quotidiennes de l'épuration trois semaines plus tard :

Paul Chack a été fusillé hier matin à 10 h. 20 au fort de Montrouge.

Le Figaro, 10 janvier 1945.

Puis Henri Béraud est condamné à mort. Une voix proteste au milieu des hurlements des chacals.

Béraud n'a pas besoin de protester qu'il est innocent du crime d'intelligences avec l'ennemi, les débats l'ont prouvé avec évidence. Certes, son anglophobie en pleine guerre, et bien qu'elle ne se manifesta qu'en zone libre, constitue une faute très grave. Mais si le fait que l'ennemi a utilisé certains de ses articles suffisait à le charger du crime de trahison, la salle des Assises serait trop petite pour contenir la foule des coupables.

Au vrai, tout Paris sait bien que ce jugement est inique et certaines circonstances qui l'entourent et qui un jour seront connues (et qui sont incroyables) ajoutent encore à cette iniquité.

François MAURIAC, *Le Figaro*, 5 janvier 1945.

A son tour, Brasillach est condamné à mort.

...L'accusé se défend avec adresse et fermeté. Il ne renie rien des 100 articles qu'on lui reproche et qu'il a publiés dans « Je suis Partout ». Il a cru à l'Allemagne. Il a aimé l'Allemagne. Il a souhaité que la France adaptât à son génie propre ce qu'il pouvait y avoir de valable dans l'idéologie fasciste. Il a haï la République Parlementaire.

Le commissaire du gouvernement est le redoutable M. Reboul. On frémit quand, pour commencer, il couvre l'accusé de fleurs. On sent bien que tous ces éloges cachent de vénéneuses épines. — Non, s'écrie-t-il, la République ne vous fait pas un procès d'opinion. Vous avez puissamment aidé à dévoyer toute une élite de la jeunesse. La France en guerre se défend. On ergotera. On parlera des droits de la Justice. Oh ! la Justice...

Il y a le pays. C'est en toute sûreté de conscience que je requiers contre vous la peine de mort.

...Me Isorni, pour sauver la vie de son client, tentera vainement un courageux effort. Il veut émouvoir le jury en rappelant que le capitaine Brasillach, le père de l'accusé, fut tué, il y a juste trente ans, en janvier 1915. Il parle du grand talent de l'accusé, en qui on avait le droit d'attendre un écrivain de très grande classe. Il cite à l'appui de cette opinion des lettres de Paul Valéry, de Paul Claudel et de François Mauriac. Mais ce langage semble de l'hébreu pour les jurés, immobiles comme des accessoires peints en trompe-l'œil sur une toile de fond. Me Isorni perdra son temps et sa peine à essayer de les fléchir. Son ardente sincérité, ses appels à la clémence, à la réconciliation remueront peut-être l'auditoire. Les juges y sont imperméables. Et le verdict de mort qu'ils apportent ne surprend personne. Dès le début de l'audience, on le regardait comme acquis.

Le condamné l'accueillit avec une certaine crânerie. Il eut la force de sourire aux amis qui se pressaient pour lui serrer la main. Il a toujours soutenu qu'un chef devait se tenir pour responsable, et il se regardait comme un chef.

— C'est une honte, lui dit quelqu'un en guise de condoléances !

— Mais non, fit-il, *c'est un honneur.*

Edouard HELSEY, *Le Figaro*, 20 janvier 1945.

A Lyon, Charles Maurras est condamné à mort. « Le Monde » profite de cette occasion pour se réjouir de la fin de l'intolérance.

L'épuration doit être elle-même pure et ne charrier ni vengeances personnelles ni opérations politiques. Nous nous félicitons donc que le procès Maurras ne soit pas un procès politique. De cette affaire, nous tirons une leçon : la condamnation du sectarisme. La France est un pays de diversités. Elle en tire son rayonnement. Et nous les défendons en ce moment, comme notre sol, contre les totalitaires. Mais suivant la coutume, la fée mit en même temps dans notre berceau un cadeau malfaisant : l'intolérance. Il y eut trop de petits Maurras en France. Nous voyons bien qu'il y en a moins : l'anticléricalisme n'est plus de ce monde, l'anticommunisme est une baudruche crevée et le libéralisme, en politique tout au moins, tend à revenir à l'honneur.

« *Le Monde* », 27 janvier 1945.

Ce retour au libéralisme semble moins évident à Jacques Perret.

Je ne sais pas si nous sommes en période révolutionnaire, je ne sais pas davantage si la révolution en question poursuit d'autres desseins qu'un transfert de privilèges, mais je constate

que bien des bavards archaïques et brandisseurs d'emblèmes désuets nous fabriquent en ces lendemains de délivrance, une atmosphère emphatique et démodée de passion jacobine absolument indésirable. Une atmosphère confinée et bientôt irrespirable qui s'élabore et s'épaissit autour du plus monstrueux des trusts, qui est celui de l'opinion. La pureté et la vérité passent en monopole et la liberté aussi, qui en crèvera.

(Interview de Jacques PERRET accordée au *Figaro Littéraire* 13 janvier 1945).

Cette impensable perspective est rejetée avec mépris par le Ministre de l'Information, qui déclare, sans rire, à la radio :

Notre désir commun est de rétablir l'esprit sublime de la Démocratie. Aussi bien les journaux nés dans la clandestinité renieraient eux-mêmes les principes qu'ils ont défendus pendant quatre années avec tant d'héroïsme, s'ils prétendaient aujourd'hui au monopole de la Presse.

(Allocution radiodiffusée de M. Pierre-Henri TEITGEN, 28 janvier 1945).

La vertueuse indignation du Ministre est partagée par le chef du gouvernement, surpris que certains puissent mettre en doute la sincérité et la compétence de ses collaborateurs.

Je déclare au pays que ceux qui ont l'honneur de servir l'Etat, le servent aujourd'hui avec ardeur et discipline, et qu'ils méritent d'être encouragés par l'estime des citoyens.

,Allocution radiodiffusée du général de GAULLE, 17 janvier 1945).

Nul doute que MM. Mendès-France, ministre de l'Economie nationale, Charles Tillon, ministre de l'Air et François Billoux, ministre de la Santé publique, ne se soient sentis touchés d'une telle attention.

Un autre grand serviteur de l'Etat, le général Catroux, ministre de l'Afrique du Nord du gouvernement provisoire, est nommé ambassadeur à Moscou. Le départ d'Alger du général attriste Louis-Gabriel Robinet.

Le départ du général Catroux est de nature à inquiéter ceux qui pensent que par sa présence, le ministre délégué créait un lien précieux entre musulmans et européens.

Un malaise qu'il serait vain de dissiper règne en Algérie et au Maroc. Une crise d'autorité sévit là-bas. Des attaques répétées contre l'administration française dans les feuilles extrémistes sèment le trouble. Quelle confiance les indigènes peuvent-ils avoir dans des cadres que les Européens ne respectent pas.

D'autre part, comment les colons pourraient-ils se sentir gouvernés quand ils constatent qu'on laisse libre cours à cette propagande pernicieuse.

(Louis-Gabriel ROBINET, *Le Figaro*, 10 janvier 1945).

Le drame algérien commence...

Pendant ce temps les têtes pensantes de la Résistance s'abandonnent sans retenue aux joies de la Démocratie retrouvée. Le « Mouvement de Libération Nationale » et le « Front National » tiennent leurs assises à Paris.

Au M.L.N. se retrouvent fraternellement unis, MM. André Malraux, Kriegel-Valrimont, Jean Nocher, d'Astier de la Vigerie, Pascal Copeau, Avinin, Henri Frenay, Pierre Hervé, Albert Bayet, Claudius-Petit.

Le « Front National » peut mettre en avant des personnalités non moins éminentes : MM. Georges Marrane, Jacques Debu-Bridel, Gingsburger dit Villon, le professeur Debré, Laurent Casanova, le général Bloch-Dassault, Benoit Frachon, Henri Wallon, Yves Farges.

La haute tenue de ces congrès a impressionné le chroniqueur du « Monde » :

Au congrès du Mouvement de Libération Nationale les orateurs s'adressant à l'auditoire ne se disent ni « citoyens », ni « messieurs », ni « camarades ». Ils emploient presque toujours cette formule : « mes camarades » et parfois cette autre « mes amis ». Ce possessif est assez touchant surtout quand il est prononcé avec une sincère émotion par des hommes que se chamaillent, par des hommes qui constatent « le déchirement atroce entre le résistant et le citoyen » comme l'a fait M. Rossini au cours d'une nouvelle séance de nuit.

De temps en temps se sont produites des altercations entre sympathisants et adversaires de la IIIe Internationale. M. Pierre Hervé et M. Petit (Claudius) ont à ce propos un peu polémiqué. De façon piquante, les communistes furent accusés de se montrer aujourd'hui moins exigeants que tels radicaux-socialistes, tels modérés ou tels démocrates-chrétiens sur le chapitre des nationalisations et des « réformes de structure ».

(*Le Monde*, 27 janvier 1945).

A la suite d'une forte intervention du romancier-soldat, M. Malraux, le congrès a marqué nettement la nécessité pour les troupes de la Résistance de continuer à servir la Nation avec désintéressement et de se sacrifier pour la victoire. Cette volonté de service et d'unité sans équivoque, venant après le discours de M. Maurice Thorez, doit contribuer à dissiper le malentendu qui existe entre la Résistance et le pays. Elle doit, si elle est traduite dans les actes créer un climat favorable à l'action difficile du gouvernement.

(*Le Monde*, 30 janvier 1945).

La Résistance se défend sur tous les fronts. La poésie a résisté elle aussi. Il serait cruel de laisser plus longtemps ignorés ses efforts courageux.

La jeune poésie est par essence clandestine. Le secret lui convient et la confidence à voix basse. Ce sont de bonnes conditions pour continuer de paraître en temps difficile à la nargue des censeurs et de l'opinion. Non conformiste de nature, ayant depuis longtemps pris ses mots d'ordre de révolte et de négation chez Rimbaud ou Lautréamont, la jeune poésie a, elle aussi, bien résisté, avec plus de bravoure encore que l'exilé de Guernesey, car c'était en France envahie qu'elle se faisait imprimer. La confusion verbale et l'hermétisme où elle se plaît volontiers ont favorisé ses combats et au cours de ce beau mouvement de renaissance lyrique qui a été la manifestation la plus intéressante de l'esprit pendant les années d'esclavage et d'humiliation, la poésie a été à peu près la seule à se faire entendre, parfois sous le pathos et le rébus, les mots interdits de colère, de vengeance et de liberté qui trouvaient écho dans les cœurs. L'incompréhensibilité, pour une fois, avait un sens, la folie ne masquait qu'à peine un message de protestation qui rencontrait ses destinataires. Les Allemands n'y ont longtemps vu que du feu jusques à tant qu'ils s'aperçurent que quelque chose pouvait bien n'être pas clair dans cette absence de clarté. La poésie, alors, prit le maquis sans cesser d'élever la voix...

Emile HENRIOT, *Le Monde*, 31 janvier 1945.

De l'humour rose, passons à l'humour noir.

Le docteur Petiot prétend qu'il a été victime d'une mauvaise plaisanterie. — *Interrogé par M. Gollety, juge d'instruction, le docteur Petiot vient de fournir une explication sur la découverte dans sa maison de la rue Le Sueur, d'une vingtaine de cadavres.*

— *Pendant que j'étais à Fresnes,* a-t-il déclaré, *on a dû, pour me faire une galéjade, apporter ces corps chez moi. Que pouvais-je faire ? Pour m'en débarrasser, je les ai fait fondre comme j'ai pu.*

Petiot, se targuant de la qualité de Résistant de la première heure, a ensuite insisté pour être remis en liberté.

Le Figaro, 3 janvier 1945.

(A suivre.) G. M.

CHRONIQUES

LES SPECTACLES

Une grande œuvre de Jean ANOUILH :

« L'HURLUBERLU »

(à la Comédie des Champs-Elysées)

On le sait. On est prévenu. On s'est remis auparavant dans l'oreille ce ton inimitable, cette grande amertume qui brusquement se casse en une pirouette ou un rire. On sait qu'Anouilh est le plus grand homme de théâtre de notre temps. Et pourtant dès le rideau levé, la surprise joue à nouveau : cette voix juste, oui, c'est lui ; la vie ainsi déflée en face, c'est ça, c'est le grand souffle dont on avait tout de même perdu le goût et qui brusquement rejette toute la « saison » dans l'ombre.

Il faut dire aussi que jamais Anouilh n'a peut-être été plus grand. Ce ne sont plus seulement les humeurs qu'il fait crépiter dans un grand éclatement d'étincelles, c'est le problème même de ces humeurs qu'il éclaire. Son héros, le général, encore jeune, accuse d'abord la politique et le Régime contre lequel il complota du malaise qu'il ressent, mais il doit bientôt découvrir que c'est le monde moderne même dans son ensemble au milieu duquel il se sent étranger, avant d'admettre que c'est plus gravement encore avec la vie qu'il a un compte à régler. « Petit garçon, j'avais imaginé les choses tout autrement, je ne m'en suis pas encore remis. »

On avait toujours su également que Jean Anouilh avait quelques démêlés avec la vie trop facilement acceptée et avec les dégradations qu'elle provoque. Mais tout se passait jusqu'à présent comme s'il dissimulait sa colère essentielle sous des prétextes divers : comme pour son général, c'était toujours la légèreté, l'hypocrisie, le cynisme, la facilité des « autres » qui étaient responsables du mal. Aujourd'hui, c'est une autre voix qui s'élève. Pour son héros comme pour lui-même comme pour tous ceux qui ont beaucoup souffert, un moment arrive où la souffrance semble se lasser et d'elle-même lâcher prise pour faire place à l'étonnement : pourquoi avoir tant souffert ? qu'y a-t-il en moi qui ait appelé tant de souffrance ? Ce sont

ces questions qui donnent à la pièce sa vraie gravité et son extrême beauté.

⁂

Le programme même écrit : « Le Général trouve que ça ne va pas en France. Il conspire contre le régime ; mais chez lui ça ne va pas fort non plus »... et tout le reste à l'avenant. Comme s'il s'agissait d'un comique de situation : le Général veut réformer la France mais il s'avère incapable de mettre de l'ordre chez lui ! La pièce n'a bien entendu aucun rapport avec cela.

La famille du héros n'a rien d'extraordinaire précisément. Le malheur du héros réside aussi en ceci qu'il veut introduire dans cette famille ordinaire, comme en toutes choses, un ordre abstrait. Et là encore il se heurtera à son orgueil et à sa solitude.

⁂

La pièce se déroule d'abord sur un plan politique. Et sur ce plan elle constitue la critique la plus féroce et la plus lucide du conglomérat de passions qui nourrissent ce qu'on appelle l'extrême-droite. Un vague sentiment en commun qu' « il y a quelque chose qui ne va pas », aucune véritable idée partagée, un malaise devant le monde moderne et une évolution le plus souvent commandée par les techniques confondu avec une position politique, pas le moindre soupçon non seulement du besoin d'organisation et de structure mais même d'un premier but à atteindre ou à envisager, le sentiment finalement que la vie vous fuit et que pourtant soi seul on saurait ce qu'est la vraie vie.

On entendait l'autre jour à Paris le chef d'un jeune mouvement d'extrême-droite — au demeurant fort sympathique — s'écrier à la tribune, emporté de colère contre les adversaires, contre les « autres » : « Ce sont des gens qui n'ont jamais eu faim, qui n'ont jamais eu soif, qui n'ont jamais eu froid, qui n'ont jamais eu chaud. » Il y a là de quoi rêver ! On y repensait en entendant le héros d'Anouilh revendiquer au nom d'un homme « naturel », lui qui n'avait jamais pu voir devant lui un autre être, dont toutes les réactions n'étaient que refus de la vie. Et quand à la fin on entend la réplique du brave et borné Ledadu : « Même avec nous deux seuls, le Mouvement continue », on se dit avec tristesse qu'Anouilh connait ce dont il parle. A ce qu'il a peut-être aimé, il fait le dernier cadeau de sa critique.

⁂

Bien sûr, il y a un autre plan qui donne sa véritable dimension à tout cela, un autre plan sur lequel se déroulent les af-

frontements du héros avec lui-même. Ce que celui-ci tente de forcer chez les autres, c'est une vie qui se dérobe à lui-même. Il y a du Bitos chez ce général comme il y a du Saint-Just chez Bitos. « Je déteste la facilité, s'écrie-t-il, je veux que les choses soient difficiles ». A ce cri qui dévoile le fond de son âme avait déjà répondu le Curé son ami, au premier acte : « Pourquoi voulez-vous toujours troubler la tranquillité chez les êtres ? Le monde a droit à la tranquillité. Pourquoi tant de haine ? » Mais le général lui répond, tout à coup sérieux : « Ce n'est pas de la haine, mon Père, c'est de la peine. Petit garçon, j'avais imaginé les choses tout autrement, je ne m'en suis pas encore remis. » C'est d'une extraordinaire beauté que l'aveu une fois fait de cette blessure profonde, de cette enfance inguérissable qui lui avait présenté un monde de rigueur, un monde aux couleurs tranchées auquel il n'a jamais pu renoncer.

Sur ce plan tout s'éclaire. Le complot n'est pas un véritable complot, il est une tentative pour retrouver l'amitié, il est une fraternité, la grande fraternité des pessimistes. Ce héros est malhabile aux subtiles gradations de sentiments, certes, mais qui oserait le lui reprocher ? Ceux qui savent ouvrir une porte plutôt que se jeter contre ? Mais qui sont-ils ?

« Le monde tourne rond, mais il tourne », lui lance sa femme pour lui faire sentir sa profonde inadaptation au monde. Car ce héros devant lui-même a une jeune femme. Et celle-ci est autant éprise de vérité. Mais sa vérité est d'un autre ordre, et c'est cela qui occasionnera le heurt proprement tragique. « Quand j'aimerai un autre homme, je vous le dirai aussitôt, car il me déplairait que vous soyez trompé, mais le lendemain même, je vous en avertis, je vous quitterai pour partir avec lui. » Un autre monde s'ouvre aux yeux de cet homme de rigueur : une autre rigueur. Il ne veut pas être aimé par devoir, il le lui a dit, il ne veut pas être aimé, il le lui dit encore, mais il veut être aimé *d'elle*. Il a compté là-dessus, au sein de son monde rigoureux, sans se le dire. Au fond ce général coléreux et batailleur est un avide affectif, blessé à mort de ce qu'on ne l'aime pas assez, malgré lui, contre lui.

Ce n'est plus alors qu'un problème caractériel ? Non, car tout ce contre quoi il s'insurge — et cela, personne ne le dira — est vrai. LES FAITS SONT VRAIS. Et en cela Jean Anouilh n'est pas seulement un grand homme de théâtre, mais un grand écrivain, un grand témoin de notre temps. Et sa grandeur est de ne pas renoncer à ce rôle. Jamais. Il mourra ainsi.

« L'hurluberlu, caricature d'Antigone » disent les imbéciles. C'est faux. Mais plus Anouilh sera libre vis-à-vis de lui-même, moins il aura besoin d'allégories, plus il ira vers la vérité, qui est MÊLÉE. Il y a cette fois chez son héros un REFUS qui tient à lui, dont il est le seul maître et sur lequel il doit médi-

ter — et il y a des FAITS qu'il ne peut ni transformer, ni abolir. C'est en cela qu'il s'agit d'une tragédie.

Nous écrivons tout cela au sortir de la représentation, très vite. Il faudrait dire aussi les extrêmes qualités de théâtre d'Anouilh : le choix des acteurs entre autres parmi lesquels se détachent Paul Meurisse et Marie-José Martel.

Mais il faut dire surtout à Jean Anouilh — malgré lui, s'il ressemble à son héros — qu'on l'aime bien.

Bernard VORGE.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Les officiels ont déclaré la mort de « l'indexation », celle-ci étant : « un pessimisme en l'avenir ».

Les parts E.D.F. 1959 portent, en valeur de remboursement « 2.500 fois la recette moyenne par kwh. avec minimum de garantie de 25.000 fr. » et l'on prend soin de préciser que « la recette moyenne par kwh. est passée de 2 fr. 56 en 1947 à 8 fr. 06 en 1957 ». Le mot « indexation » ne figure plus, mais...

⁂

M. Pinay a annoncé des rentrées massives de devises étrangères fin janvier dernier. Est-ce du, vraiment, aux avoirs français à l'étranger ou à la garantie de la libre circulation des capitaux étrangers en France ? Les mouvements de Bourse, en particulier à Francfort, sont curieux. La dévaluation du franc a permis à ces capitaux libres de se ruer à bon compte sur de solides valeurs, pétrolières entre autres. C'est une rafle à des conditions intéressantes de change. Traduisons : un contrôle étranger direct plus important d'affaires françaises. On a oublié de présenter cet aspect de la rentrée des devises.

⁂

On sait que M. Michelet, Garde des Sceaux, était, de son métier, courtier en épicerie. La population paysanne, 32 % de la population générale, n'a pas un seul vrai paysan au gouvernement. Résultat : les mesures financières qui frappent l'agriculture sont les plus lourdes.

⁂

Le leader de l'U. N. R., M. Jacques Soustelle, est le champion de l'intégration algérienne. Les 63 élus algériens sont intégrationnistes. Tout le monde a juré fidélité au général de Gaulle, lequel s'est prononcé pour la « personnalité » algérienne, c'est-à-dire contre l'intégration. Ces élus demeureront-ils fidèles au général ou à l'intégration ?

⁂

La Fédération africaine occidentale « Mali » (rhinocéros) est le prélude à l'indépendance quand elle sera organisée (avec l'argent des Français). L'extravagante Constitution permet à chaque ex-colonie de se retirer de la « Communauté » à son gré. Un anti-colonialisme de « droite » commence à poindre : « lâchons tout immédiatement, c'est autant d'argent que l'on ne pompera pas aux contribuables français ». Car l'issue apparaît inéluctable aux personnes sérieuses. Que reste-t-il de « l'indépendance dans l'interdépendance » au Laos, en Tunisie et au Maroc ?

⁂

M. Jacques Soustelle, ministre élu, ne paraît pas porter en son cœur M. Pierre Guillaumat, ministre désigné. Le premier reprocherait au second des conceptions trop affairistes au Sahara pétrolier et minier. M. Pierre Guillaumat, ministre des Armées, est en réalité l'éminence grise n° 1 des sources françaises énergétiques. Le général de Gaulle compte sur lui pour avoir sa bombe atomique à laquelle il tient beaucoup.

⁂

LE CONGRES DE L'U.G.T.A.N. A CONAKRY RENFORCE LE PAN-AFRICANISME

Le congrès de l' « Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire » a pris fin dimanche 18 janvier à Conakry. Groupant 318 délégués des divers territoires de langue française, il a été un incontestable succès personnel pour Sékou Touré qui fut, au terme des débats, élu président de cette centrale syndicale.

L'importance de ce Congrès est certainement considérable. Elle prolonge et complète celle de la conférence d'Accra et ses répercussions ne tarderont pas à se faire sentir dans toute l'Afrique.

De ce Congrès, on doit retenir deux points essentiels, il faut noter tout **d'abord la mission curieuse qu'assigne Sékou Touré au syndicalisme africain. Dans son rapport d'orientation, le leader guinéen a en effet affirmé :** « C'est une lutte politique que tout mouvement syndical mène, car l'affirmation du droit à la libre disposition des peuples est un choix politique qui implique une action politique ». **En même temps, il condamnait :** « la tendance imposée par le colonialisme visant à enfermer le syndicalisme dans un coopératisme étroit. »

Ce « coopératisme étroit », **c'est l'action syndicale proprement dite, qui se préoccupe avant tout d'améliorer le sort des travailleurs. Quel sera donc le rôle du syndicalisme noir tel que le conçoit Sékou Touré ? Celui-ci sera essentiellement une machine de guerre politique. Le principe une fois posé, le dirigeant de l'U.G.T.A.N. a immédiatement défini — et c'est là le second point qui doit retenir notre attention — les formes d'action.**

Le Congrès a en effet préconisé la réunion d'une conférence pan-africaine syndicale, groupant les syndicats d'Afrique Noire et d'Afrique du Nord, afin d'aboutir à une unité syndicale du continent africain.

Si ce projet aboutit, l'U.G.T.A.N. envisagera alors de se faire reconnaître comme une grande centrale internationale africaine, au même titre que la F.S.M. ou la C.I.S.L.

On sait que cette dernière a fondé de grands espoirs sur le contrôle du mouvement syndicaliste noir, espoirs qui risquent de se révéler bientôt comme de cruelles illusions... Certains dirigeants de la C.I.S.L. commencent d'ailleurs à entrevoir qu'ils ont fait fausse route et que le syndicalisme d'Afrique risque de leur échapper. Réflexions un peu tardives.

Si les manœuvres de Sékou Touré réussissent, le syndicalisme noir ne manquera pas de se placer sur le plan du neutralisme. Excellente position, qui lui vaudrait de bénéficier des appuis, tantôt de la F.S.M., tantôt de la C.I.S.L., et qui permettrait au panafricanisme de se développer en profitant des surenchères des uns et des autres.

Quant au danger de ces opérations pour la Communauté Française, il n'est pas nécessaire de le souligner. La conférence d'Accra constitue déjà un pôle d'attraction pour certains territoires de la Communauté Française qu'elle vise à détacher de la France. Le syndicalisme panafricain agira lui, comme un instrument de dislocation à l'intérieur de cette Communauté.

⁂

La bataille entre les communistes du Moyen Orient et Nasser est, sans aucun doute, désormais engagée. Elle est susceptible, peut-être, de connaître des trèves, des armistices, mais elle implique que les forces qui s'affrontent ne peuvent pas se réconcilier parce que toutes deux visent le même objectif : conquérir l'hégémonie au Moyen Orient.

Cette lutte se déroule actuellement sur le thème de l'unité du monde arabe. A la conception nassérienne essentiellement centralisatrice, qui offre déjà avec la R.A.U. l'exemple d'une union organique entre la Syrie et l'Egypte, les communistes du Moyen Orient (Irakiens, Libanais ou Syriens) opposent un projet plus souple d'union fédérale qui respecterait largement les particularismes nationaux.

L'importance de cet enjeu est clairement soulignée par la place qu'accorde maintenant à ces problèmes la presse communiste d'Europe.

Déjà, le **Drapeau Rouge**, protestant contre les arrestations de communistes en Syrie, avait suggéré que Nasser était en train de se compromettre avec les impérialistes. Avertissement discret, qui peut demain, si le conflit s'aggrave, conduire à présenter Nasser comme un « traître » à la cause arabe.

A son tour, Léon Feix, dans l'**Humanité** du 17 janvier, a consacré un long article à la politique de Nasser à l'égard du communisme. Bien que cette analyse soi' d'une grande modération dans les termes, elle insiste sur cette idée que l'anticommunisme de Nasser risque d'affaiblir le mouvement national, de faire par là le jeu des impérialistes et de renforcer, à l'intérieur du monde arabe, les courants réactionnaires au détriment du courant progressiste.

En même temps, Feix souligne que les communistes du Moyen Orient sont indissolublement liés à toutes les forces populaires qui luttent pour l'indépendance nationale. La conclusion s'impose d'elle-même : quiconque attaque les communistes affaiblit cette cause.

De son côté, le parti communiste algérien, dans une déclaration du 5 janvier citée par Feix, critique les arrestations des communistes syriens et affirme que « l'attitude du président Nasser ne peut qu'affaiblir l'autorité et le prestige de la R.A.U. et retarder l'union des peuples arabes. »

Toutes ces prises de position ont le même but : intimider Nasser, le faire reculer, et elles s'accompagnent très vraisemblablement de pressions soviétiques. Si Nasser bat en retraite, son éviction ne saurait tarder. S'il résiste, alors il faut s'attendre à le voir dénoncer prochainement comme un traître.

⁂

Le général A. Auméran, ancien député d'Alger (il ne s'est pas représenté) écrit :

« ... J'ai retrouvé, au Palais-Bourbon, l'atmosphère de la IVe République. J'ai entendu les mêmes discours et les mêmes pourfendeurs qui sont contre mais qui votent pour. Il n'y a rien de changé, c'est toujours le Système : l'Œuf, hermétiquement clos, à l'intérieur duquel toutes les compromissions sont permises, tous les abandons justifiés.

« Dans une de ses dernières conférences de Presse, M. Malraux, qui est certes l'homme le plus représentatif du nouveau régime, déclarait : « Nous agissons ainsi parce que nous pensons que telle est la politique qu'il faut suivre. SI NOUS NOUS TROMPONS, TANT PIS POUR LA FRANCE, tant pis pour nous. »

La nouvelle équipe serait-elle plus dangereuse que la précédente ?

Si l'incompétence est une tare, la foi unique en soi-même en est une autre. Surtout que M. Malraux paraît s'être trompé déjà quand il était aux Brigades Internationales de la guerre civile espagnole !

⁂

Quels étaient les titres de M. Malraux pour devenir ministre ? Un « fidèle », c'est-à-dire un copain. Et ceux de M. Couve de Murville, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay au temps peu brillant de Robert Schuman ? Un autre copain. M. Pierre Guillaumat, fils du général, ancien directeur de l'Ecole Polytechnique, homme de valeur, technocrate et très imbriqué dans les grandes affaires pétrolières par son passage à la direction du **Bureau des recherches du Pétrole** et à la **Direction des Carburants**, est un cas à part. Grand dignitaire maçonnique, il fut chef du service des Mines de Tunisie sous Vichy. Il rallia le gaullisme au débarquement des Alliés en Algérie, s'occupa de « renseignement », puis de la D.G.E.R. C'est « l'homme fort », sans être élu, du nouveau régime. Quelque chose comme le grand patron du «Club des Polytechniciens ». Un homme à minutieusement observer.

⁂

Le franc lourd est sévèrement jugé par les financiers orthodoxes. « Supprimer deux zéros à tout ce qui est valeur est un enfantillage... Moyen trop facile de créer une illusion tant que les méthodes de l'Etat ne changeront pas... Pourquoi cette division par 100 plutôt que par 10 ou 1.000 ?... » Oui, au fait, pourquoi pas par mille ? La monnaie eut été encore meilleure...

⁂

Dans son dernier livre, **Enquêtes Noires**, M. Pierre Fontaine expose pour la première fois en France, les circonstances de « l'accident » qui coûta la vie au général Leclerc, en 1947. Un accident qui ressemble à un attentat. Leclerc était un fervent du général de Gaulle. Le nouveau régime profitera-t-il de son pouvoir dictatorial pour révéler au grand jour l'énigme du 13e passager inconnu à bord de l'avion ?

⁂

« ... A part les ministres désignés hors du parlementarisme, tous les ministres du gouvernement Debré sont des parlementaires de la IVe République tant décriée par les nouveaux venus... » C'est un journal suisse de Zurich qui fait cette remarque sans optimisme.

⁂

Dans **l'Express**, M. J.J. Schreiber a écrit qu'il avait identifié **au moins trois tueurs** dans les nouveaux élus de l'Assemblée Nationale. Voilà qui promet ! De Récy ne figurait-il pas dans la Chambre ardente issue de la Libération ? Que cela est éloigné des « ballets roses » !

⁂

L'affaire Lacaze-Guillaume-Walter datait de février 1958. Pourquoi l'a-t-on sortie seulement un an après ? Ne vise-t-on pas, d'après un hebdomadaire parisien, à atteindre « l'origine des fonds de l'U.N.R. » ? Par ricochets, on assure que c'est M. Jacques Soustelle qui serait visé ! M. André Figueras, gaulliste absolu, dans son pamphlet « Nous sommes Frey », malmène durement le même Jacques Soustelle !

Trop de milliards en jeu ! Cela finira probablement comme l'affaire des piastres dans laquelle, seul, celui qui la dénonça fut condamné.

⁂

Remarquons que l'affaire du trafic des piastres, dont l'enquête parlementaire est close depuis 1955, est toujours en sommeil. Qu'il s'agisse des gouvernements Mollet, Edgar Faure, Gaillard, Bourgès-Maunoury, Pfimlin, de Gaulle et Debré, aucun n'a osé demander les poursuites judiciaires inhérentes à cette enquête instruite à grands frais puisque le mémoire compte plus de 3.000 pages.

Le Vᵉ, issue du système, ne pouvait pas condamner la IVᵉ. A un tel indice, on mesure la « grande illusion » des « oui ».

⁂

L'emprunt Pinay, ministère de Gaulle 1958, avait donné lieu à des spéculations bancaires que M. Malraux, ministre, stigmatisa en annonçant des poursuites. **La dévaluation a provoqué des exportations puis des rentrées de capitaux subitement revalorisés de 18 %, assurent plusieurs organes parisiens. Avez-vous entendu parler d'un spéculateur mis au pilori ? Alors, et cette « grandeur » ?**

⁂

Une drôle d'histoire.

En janvier 1959, le gouvernement argentin a décidé de restituer à leurs anciens propriétaires, les entreprises du groupe israélite Bemberg (Quilmès, Palermo, Schlau, Safac, etc...) **« spoliées par Péron »** (sic). Cette décision a été prise à la suite d'une démarche, auprès du gouvernement provisoire argentin, par le gouvernement français, en 1957.

« Spoliées par Péron » signifie, avec la différence de latitude : **« nationalisées par Péron ».**

Ainsi, un gouvernement français qui, en 1946, a... (spolié ou nationalisé ?) des banques, l'électricité, le gaz, les assurances, etc..., sans s'occuper si les actionnaires étaient belges ou suisses, s'est permis une ingérence dans les affaires d'un gouvernement étranger qui a agi de la même manière que lui !!! Et l'on prétendra que la France (ohé Henry Coston !) n'est pas au service des financiers internationaux ?

Une plaisanterie qui demandait à être éclaircie. Elle aide peut-être à comprendre l'origine de la chute de Péron... le « dictateur » vaincu par le haut capitalisme. (Ce n'est pas du tout ce que l'on a essayé de démontrer au public.)

On voudrait quand même savoir quelles démarches ont été entreprises par le gouvernement français pour les **épargnants français** « spoliés » par les soviétiques « na-guerre » ?

⁂

La nomination du général Salan, comme gouverneur militaire de Paris, inquiète certaines personnalités politiques réélues ou battues et quelques journalistes. Est-ce « l'autre étape » annoncée par M. Jacques Soustelle à Alger qui se prépare ? Ou est-ce une précaution contre l'impopularité grandissante de la Vᵉ ? Ou l'achèvement du boulot commencé en Algérie ?

Petit rappel. Au début de 1946, les internés politiques, à Fresnes, furent interrogés pour savoir s'ils étaient officiers. Il se préparait, déjà, « quelque chose ». Le général de Gaulle, abandonnant le pouvoir peu après, l'appel aux officiers encagés n'eut pas lieu.

L'Histoire commencée le 13 mai ne semble pas terminée.

⁂

La Voix de la Paix a fait le calcul suivant des élections du 30 novembre dernier : Abstentions : 25 %, Communistes : 18 %, S.F.I.O. : 15,5 %, Radicaux : 4.5 %. Au total : 63,3 %. La majorité actuelle ne représente donc que 36,7 % de la population. Faut-il encore croire à « la beauté du suffrage universel » ?

⁂

L'accord financier entre la Grande-Bretagne et la R.A.U. du colonel Nasser n'a pu être signé, en janvier dernier, qu'après l'acceptation d'un curieux marché. L'Egypte a accepté le traité à la condition expresse que l'accord serait présenté comme une victoire de l'arabisme sur l'impérialisme. Après la signature de l'accord, la radio du Caire lança de violentes attaques contre les « chiens impérialistes anglais » ; les postes britanniques, qui avaient reçu des ordres, s'abstinrent de contre-attaquer ! C'est ainsi que, pour des questions de « gros sous », l'Occident perd un peu plus la face devant le monde musulman.

⁂

Les Britanniques ont fait éclore les « nationalismes » africains pensant les contrôler par créatures interposées. La Constitution française de 1258 est curieusement venue en aide à cette politique. Les troubles du Congo Belge ont démontré que l'exemple devenait contagieux. Contagieux à tel point que les gouverneurs britanniques de l'Ouganda, du Kenya, de Zanzibar et du Tanganyika sont venus en hâte conférer avec M. Lennox Boyd, le ministre des Colonies du Royaume-Uni. Il y a danger de copie sur les indépendances noires de l'Ouest africain. Pourtant, c'est bien Londres qui a commencé le mouvement avec la Gold Coast devenue le Ghana...

⁂

Les Editions Les Sept Couleurs **annoncent la parution, pour mars ou avril, du prochain livre de Pierre Fontaine : « La mort étrange de Conrad Kilian, inventeur du pétrole saharien ». Cet ouvrage serait — paraît-il — sensationnel car il explique — avec noms — les manœuvres concertées qui obligèrent la France a quitter le Fezzan, en 1950, pour mieux incendier l'Afrique du Nord française. D'après l'éditeur, cette affaire serait plus retentissante que celle de Mossoul au lendemain de la grande guerre.**

⁂

Le 23 juin 1956, un grand hebdo parisien publiait à propos de l'Algérie : « ... La rebellion recule. Les sursauts du terrorisme sont le signe classique du désespoir... » Deux ans après, on ressert le même bourrage de crâne. En 1953, un général fameux donnait deux ans aux rebelles indochinois pour être « définitivement vaincus »... Il y a six mois, le maréchal Juin déclarait : « la guerre d'Algérie est virtuellement terminée »... On mésestime l'opinion en haut lieu.

LA POLITIQUE ET LES AFFAIRES

Tel est le titre de la nouvelle chronique que la revue Lectures Françaises (51, rue de La Harpe, Paris V^e^) inaugure ce mois-ci. Vous y trouverez des informations peu connues, des renseignements inédits, des précisions révélatrices sur les dessous de la politique. Nous vous recommandons aussi les autres chroniques : « L'envers du décor », « Le Parlement et la Nation », « Salons, lobbies et journaux », etc... où sont examinés, sans ménagements, les hommes et les partis politiques, les milieux de presse, bref « ceux qui nous gouvernent ». Envoi d'un numéro contre 100 fr. en timbres-poste.

Jean-Paul BONNAFOUS

LES REVUES

Littérature étrangère : en dehors des revues communistes dont le point de vue est singulièrement étroit, la seule publication française accordant une très large place aux écrivains étrangers est la revue de Maurice Nadeau, *Les Lettres nouvelles.* Dans le dernier numéro, par exemple, on peut lire un conte de Lou Siun, un fragment d'un roman de Calvin Kentfiel, des études sur Arthur Lundkvist, Scott Fitzgerald, un entretien avec Octavio Paz. Des pages de Kateb Yacine et de Glissant... Cet effort est important parce qu'il est systématique, parce que résolument *Les Lettres nouvelles* publient des pages signées par des écrivains dont le nom même est encore peu connu en France. On peut regretter deux choses : d'abord que le public ne fasse pas plus de succès à cette tentative, une note nous indique en effet très honnêtement que la revue n'est publiée que grâce à un « éditeur-mécène » ; ensuite que cette revue qui se place politiquement à gauche ne songe pas à publier des inédits, des lettres en particulier, d'hommes comme Jean Prévost ou Nizan. Elle est certainement la seule à pouvoir le faire.

LES SATIRES

Voilà un bon signe, on recommence à lire des articles satiriques ailleurs que dans le *Canard.* Dans *Rivarol,* Ben publie et illustre une suite de son célèbre « Voyage en Absurdie », dans *l'Observateur de France et de Navarre* on trouve quelques portraits, dont celui-ci de Jacques Soustelle :

M. Sostelle de Gromatou, que le roi, dit-on, songe à nommer gouverneur général du royaume, a eu une carrière bien remplie. Tout jeune, il connut la clandestinité chez les bons sauvages de l'Orénoque ; il prit goût à la chose. Il s'engagea bientôt dans les petits cabinets secrets de la maison du roi ; il allait, disait-il, faire toute la lumière. D'où son grade : « Directeur général de l'Eclairage Royal » (D.G.E.R.). En fait de lumières, ce furent de sombres histoires. On eut du mal à l'en faire déguerpir. Il s'occupa ensuite d'œuvres philosophiques et diri-

gea les Royalistes Partisans du Franc (R.P.F.), devenus par la suite les Royalistes Solitaires (R.S.). Profitant de la grande inflation du 28 septembre, où tout le monde votait « Louis », M. de Gromatou transforma son groupe en Union Nationale des Refoulés (U.N.R.). Il y est encore ; son mois préféré : mai ; son jour : le 13 ; sa couleur : la rousse ; sa fleur : nos soucis.

« A PROPOS »

Dans *Le Petit Crapouillot*, on apprend « qu'il n'est pas interdit de rappeler les opinions précédemment soutenues par un journal ou par un journaliste, mais que ce rappel, pour ne pas constituer une diffamation, doit être fait avec un caractère complet et en replaçant les personnes et les choses dans la situation de la période considérée ». Cet attendu du jugement condamnant Galtier-Boissière peut pratiquement interdire à l'opposition toute critique des hommes au pouvoir, nous interdire par exemple de rappeler quelles furent les positions précédentes de Michel Debré sur les questions européennes. Décidément, l'ordre moral est en marche...

Dans le numéro de janvier de cette remarquable publication on lira surtout l'étude que Jean Bernier consacre au « Visa pour la Pologne » de K. S. Karol : « Il est exact que Gomulka a résisté courageusement à Staline en 1948, mais s'il l'a fait, c'est au nom même de la doctrine, ou plutôt de la conception totalitaire du socialisme forgée par Staline. En dépit des artifices de langage dont M. Karol use en l'espèce, Gomulka n'a jamais cessé d'être un marxiste-léniniste sincère que *seules des divergences tactiques sur le rythme de la soviétisation de la Pologne opposaient au vieux tyran du Kremlin*... Dans l'atroce situation où la soviétisation brutale, décidée par Staline en 1947, avait mis la Pologne, le retour de Gomulka au pouvoir était la meilleure carte que le Kremlin pût jouer. Ce lâchage de lest qui évitait à la Pologne le bain de sang hongrois... assurait l'avenir de la reprise en main du peuple polonais, en ouvrant de surcroît vers l'Occident des voies nouvelles de pénétration et de manœuvre. Deux ans après le « Printemps polonais d'octobre », son essentiel « acquis irréversible » est l'affermissement de la domination russe en Pologne ».

LES VŒUX DU FIGARO LITTÉRAIRE :

Cet hebdomadaire de bonne renommée demande à plus de trente écrivains ou amis quels sont leurs vœux pour l'année nouvelle : il s'en trouve trois seulement (citons avec plaisir leurs noms : François Mauriac, Charles Vildrac et Martin-Chauffier) pour souhaiter la fin de la guerre d'Algérie, deux pour songer à l'Europe, Denis de Rougemont et Yves Gandon ; ajoutons à cette liste Roger Ikor qui souhaite, avec une cu-

rieuse bonhomie, que « la gauche redevienne généreuse jusqu'à la niaiserie, la droite sage jusqu'à la prudhommerie ».

Presque tous les autres se contentent des banalités les plus plates ou d'un optimisme dont on comprend mal la cause du genre : « Pour la première fois depuis de longs mois, nous retrouvons le goût de vivre... ».

Pasteur Vallery-Radot est menaçant : « Si certains Français dans l'ombre, ne lui (de Gaulle) font pas obstacle, la France reprendra en 1959 sa place dans le monde, au premier rang... elle retrouvera sa fierté oubliée. »

Il faut choisir quand même les deux réponses les plus attristantes : celle de Georges Duhamel : « Dans la crise que traverse notre civilisation, l'information parfaite doit être un prélude à la connaissance. Notre *Figaro Littéraire* répond aux vœux que je forme en ce sens. Qu'il persévère et gagne les faveurs de tout un peuple. » Je crois que même Galtier-Boissière n'aurait pu aller jusqu'à imaginer cela...

A Duhamel, ajoutons le pauvre Michel de Saint-Pierre, esprit des plus limités qu'on ne s'étonne pas de rencontrer en plein délire nationaliste : « Je souhaite donc à la France de rester maîtresse en Algérie, au Sahara et dans la plus grande partie possible de l'Afrique noire. Je souhaite cela pour les peuples qui lui doivent tout, et je le souhaite pour le monde. Car il n'y aurait plus de France sans l'Afrique, et s'il n'y avait plus de France, le monde aurait perdu l'essentiel. »

LUNIK :

Autre signe rassurant : dans *Arts* deux écrivains n'ont rien en commun, sinon leur éditeur, répondent à peu près de la même manière à une enquête.

Marcel Jouhandeau : « Les expériences monstrueuses que l'on risque engloutissent des milliards et aux frais de qui sont-elles faites ? Aux dépens de la moitié de l'humanité, réduite en servitude par des moyens différents à l'Est et à l'Ouest, à gauche et à droite. On flétrit la cruauté des Pharaons à propos des Pyramides. Celle de nos prétendus démocrates est bien plus odieuse, parce qu'elle repose sur une hypocrisie. »

Georges Friedmann : « Sur terre encore, tandis que l'élite des techniciens, les dollars par centaines de millions, les roubles par dizaines de milliards s'engouffrent dans ces expériences, tandis que des villes étranges surgissent autour des rampes de lancement en Sibérie ou en Floride, des centaines de millions d'êtres humains, à travers les cinq continents, végètent dans un état subhumain, fort au-dessous du minimum vital, loin du bien-être et du développement culturel. »

LE MÉPRIS TIENT CHAUD

Jacques Lanzmann dans *France-Observateur* raconte de manière assez drôle une lamentable nuit de Noël : quelques dizaines de parisiens s'inscrivent pour 6.790 francs au réveillon haïtien ou « Bamboche à Haïti ». On les emmène en car dans un hangard désaffecté de banlieue, il y a un orchestre détestable, et le menu ne vaut rien. Cela pourrait seulement être amusant parce que Lanzmann sait voir et faire revivre cette nuit lamentable, mais pourquoi méprise-t-il ses compagnons ? Il écrit en effet : « Pas plus de grands bourgeois que d'ouvriers, mais une sorte de classe sociale unique composée de petits commerçants, de voyageurs de commerce, de forts des halles et de sous-chefs de bureaux. *Des gens tristes et qui ont l'habitude de se coucher tôt* mais qui décident parfois, pour une raison ou pour une autre, de profiter de la vie pendant qu'il est encore temps. » Et encore : « Ils sont contents d'avoir mangé comme des riches des plats avec des drôles de noms et de s'être amusés comme des riches avec des serpentins, d'avoir veillé toute la nuit comme les riches, de neuf heures du soir à sept heures du matin... ».

Ces considérations sont assez singulières venant d'un communiste ou d'un communisant : faut-il lui rappeler que la presque totalité de la population française, où se trouvent ses ennemis et ses amis, se couche tôt, parce qu'elle ne peut faire autrement...

J.-P. B.

SAINT-EXUPERY

Appel aux Français

D'un admirable livre de Marcel Migeo Saint-Exupéry, *qui vient de paraître aux éditions Flammarion, le premier qui dit* la vérité *sur le grand écrivain disparu, nous extrayons les pages suivantes qui sont le texte de l'appel adressé par Saint-Exupéry en novembre* 1942, *sur la Radio des Etats-Unis, au moment du débarquement américain en Afrique du Nord.*

Dans le discours qu'il prononça en 1943 au Forum d'Alger, sur la pensée française et où il cita des écrivains de médiocre valeur, le général de Gaulle passa sous silence le nom de Saint-Exupéry. Du reste, rien ne fut épargné à Saint-Ex qui pût lui être désagréable, le faire moralement souffrir. La mesquinerie la plus imbécile se mêlait à la haine la plus solide. Lorsque Saint-Exupéry, excédé de ne pouvoir se battre, demanda à aller en mission aux Etats-Unis, où son prestige lui aurait permis, pensait-il, d'obtenir des Américains plus d'armes et plus d'avions pour les forces françaises engagées dans la lutte, cela lui fut refusé. Le même refus sans raison lui fut opposé lorsqu'il demanda à partir pour l'Angleterre. Le colonel Chassin, voyant son ami s'user dans cette déprimante inaction, lui proposa de partir en mission en Chine. Saint-Exupéry accepta. Dans son rapport, Chassin, après avoir rappelé les brillantes qualités de Saint-Exupéry et la renommée mondiale dont il jouissait, ajoutait que le pilote se lassait et souffrait de ne pouvoir se rendre utile, et qu'il était toujours en disponibilité à Alger. En marge du rapport, et en face de cette remarque, le général De Gaulle écrivit de sa main : « C'est bien, l'y laisser. »

« D'abord la France ! s'écrie-t-il.

« La nuit allemande a achevé d'ensevelir le territoire. Nous pouvions encore connaître quelque chose de ceux que nous aimions. Nous pouvions encore leur dire notre tendresse, à défaut de partager le mauvais pain de leur table. Nous les entendions, de loin, respirer. C'est fini. La France n'est plus que silence. Elle est perdue quelque part dans la nuit, tous feux éteints, comme un navire. Sa conscience et sa vie spirituelle se sont ramassées dans son épaisseur. Nous ignorerons jusqu'au nom des otages que, demain, l'Allemagne fusillera.

« C'est toujours dans les caves de l'oppression que se préparent les vérités nouvelles. Ne faisons pas les matamores. Ils sont quarante millions là-bas, à diriger leur esclavage. Nous n'apporterons pas la flamme spirituelle à ceux qui la nourrissent déjà, de leur propre substance, comme d'une cire. Ils résoudront mieux que nous les problèmes français. Ils disposeront de tous les droits. Rien de notre verbiage en matière de sociologie, de politique, d'art même ne pèsera contre leur pensée. Ils ne liront guère nos livres. Ils n'écouteront pas nos discours. Nos idées, peut-être les vomiront-ils. Soyons infiniment modestes. Nos discussions politiques sont des discussions de fantômes, et nos ambitions sont comiques. Nous ne représentons pas la France. Nous ne pouvons que la servir. Nous n'aurons droit, quoi que nous fassions, à aucune reconnaissance. Il n'est point de commune mesure entre le combat libre et l'écrasement dans la nuit. Il n'est point de commune mesure entre le métier de soldat et le métier d'otage. Ceux de là-bas sont les seuls véritables saints. Si nous avons l'honneur prochain de participer au combat, nous serons encore endettés. Nous ne sommes qu'un paquet de dettes. Là d'abord est la vérité fondamentale.

« Français, réconcilions-nous pour servir.

« Je dirai d'abord quelques mots, afin d'essayer de les purger, sur les litiges qui ont tourmenté les Français. Car il y a eu un malaise français. Un malaise grave. Beaucoup d'entre nous, qui ont souffert des déchirements de leur conscience, ont le besoin d'être apaisés. Qu'ils s'apaisent. Les chemins les plus divers, par le miracle de l'action américaine, aboutissent au même carrefour. A quoi bon s'embourber dans les anciens litiges ? Il convient d'unir, non de diviser, d'ouvrir les bras, et non d'exclure.

« Nous étions tous d'accord sur notre foi. Nous souhaitions tous sauver la France. Mais il se trouve que sauver la France c'était sauver la France dans son esprit et dans sa chair. Que vaut l'héritage spirituel s'il n'est plus d'héritiers ? A quoi sert l'héritier si l'Esprit est mort ?

« Les uns comme les autres nous condamnons tout esprit de collaboration entre la France et l'Allemagne, mais, tandis que les uns accusaient la France de trahison, les autres ne lisaient dans son comportement que l'effet d'un chantage absolu. Il fallait bien qu'un syndic de faillite négociât avec le vainqueur la cession à la France d'un peu de graisse pour nos wagons de chemin de fer. (La France ne dispose plus, pour nourrir ses villes, ni d'essence, ni même de chevaux.) Les officiers des Commissions d'Armistice vous décriront plus tard ce chantage permanent et atroce. Un quart de tour de clef sur les livraisons de cette denrée, et il mourait 100.000 enfants de plus dans les six mois. Quand meurt un otage fusillé, son

sacrifice rayonne. Sa mort sert de ciment à l'unité française. Mais quand les Allemands exécutent, par le simple retard d'un accord sur la graisse, 100.000 otages de cinq ans, rien ne compense cette lente et silencieuse hémorragie.

« Quel est le taux d'enfants morts qui est acceptable ? Quelle est la part de concession qui est tolérable pour les sauver ? Qui peut répondre ?

« Vous n'ignorez pas non plus qu'une dénonciation, par la France, des conventions d'armistice eût équivalu juridiquement au retour de l'état de guerre. Le retour à l'état de guerre autorise l'occupant à faire prisonniers de guerre tous les hommes mobilisables. Ce chantage pesait sur la France. La menace a été formulée. Le chantage allemand ne plaisante pas. Or le pourrissoir des camps allemands ne restitue que des cadavres. Notre pays était donc menacé de l'extermination pure et simple, sous apparences légales et administratives, de ses six millions d'hommes adultes. La France disposait de bâtons pour s'opposer à cette chasse aux esclaves. Qui peut réellement juger ce qu'eût été sa résistance ?

« Voici enfin que l'établissement allié en soixante-seize heures en Afrique du Nord démontre peut-être que l'Allemagne, malgré la cruauté de ses chantages, n'avait pas réussi, après deux ans de pression, à investir gravement cette Afrique du Nord. Il y a donc bien eu quelque part, en France, des efforts de résistance. La victoire d'Afrique du Nord a été gagnée, peut-être en partie, par nos 500.000 enfants morts. Qui oserait nous dire que ce chiffre est insuffisant ? Ah ! Français, il suffirait pour faire la paix entre nous de ramener nos dissentiments à leurs proportions véritables. Nous n'avons jamais été divisés que sur la valeur à attribuer au chantage naziste.

« Les uns pensaient : « S'il plaît aux Allemands d'anéantir » le peuple de France, ils anéantiront celui-ci, quoi qu'il fasse. » Le chantage est à dédaigner. Rien n'impose à Vichy telle » décision ni telle parole. »

« Les autres pensaient : « Non seulement il s'agit bien là » d'un chantage, mais il s'agit même d'un chantage dont la » cruauté est unique dans l'histoire du monde. La France, qui » refuse les concessions essentielles, ne dispose que de ruses » verbales pour faire différer de jour en jour son anéantisse- » ment. Quand Ulysse ou quand Talleyrand sont désarmés, il » ne leur reste que les mots pour tromper l'adversaire. »

« Croyez-vous, Français, que ces opinions diverses sur les intentions véritables d'un gouvernement périmé méritent de nous faire nous haïr encore ? (Quand les Anglais et les Russes combattent côte à côte, ils remettent à l'avenir des divergences qui sont autrement graves.) Nos divergences d'opinion laisseraient intacte notre haine commune à l'égard de l'envahisseur. De même nous nous étions tous indignés, en même

temps que le peuple de France, de la livraison de réfugiés étrangers en violation du droit d'asile. Or, les litiges qui subsistaient, voici qu'ils n'ont même plus d'objet : Vichy est mort.

« Vichy a emporté dans la tombe ses inextricables problèmes, son personnel contradictoire, ses sincérités et ses ruses, ses lâchetés et ses courages. Abandonnons provisoirement le rôle de juges aux historiens et aux cours martiales d'après-guerre. Il est plus important de servir la France dans le présent que de discuter son Histoire.

» L'occupation totale allemande a résolu tous nos litiges, et apaisé nos drames de conscience. Voulez-vous, Français, vous réconcilier ? Il n'est plus l'ombre d'un motif véritable de discussion entre nous. Abandonnons tout esprit de parti. Au nom de quoi nous haïrions-nous ?... Au nom de quoi nous jalouserions-nous ? Il ne s'agit point de places à prendre. Il ne s'agit point de course aux places. Les seules places à prendre sont des places de soldats, et, peut-être, des lits tranquilles dans quelque petit cimetière d'Afrique du Nord.

« La loi militaire française engage jusqu'à quarante-huit ans. Il ne s'agit plus de connaître si nous souhaitons ou non nous dévouer. Il doit nous être demandé, pour faire pencher la balance, de nous asseoir sur le plateau de la balance, tous ensemble, tout simplement.

« Cependant, si nos anciens litiges ne sont plus que litiges d'historiens, il est un autre danger de désunion. Ayons, Français, le courage de le surmonter. Certains parmi nous se tourmentent au nom de tel chef contre tel autre. De telle structure contre telle autre. Ils voient surgir, à l'horizon, le fantôme de l'injustice. Pourquoi se compliquent-ils la vie ? Il n'est point d'injustice à craindre. Aucun de nos intérêts personnels ne peut désormais être lésé. Quant un maçon se dévoue à la construction d'une cathédrale, la cathédrale ne saurait léser le maçon. Le seul rôle attendu de nous est un rôle de guerre. Je me sens merveilleusement assuré contre toute injustice. Qui peut se montrer injuste envers moi puisque je caresse le seul rêve de retrouver à Tunis les camarades du Groupe 2/33 en compagnie desquels j'ai vécu neuf mois de campagne, puis la dure offensive allemande payée des deux tiers de nos équipages, puis l'évacuation en Afrique du Nord, l'avant-veille de l'armistice. Ne nous disputons pas entre Français au nom de préséances, d'hommages rendus, de justice, de priorité. Il ne nous est rien offert de tel. Il nous est offert des fusils. Il y en aura pour tout le monde.

« Si je me sens tellement tranquille, c'est qu'une fois de plus, je ne me reconnais aucune vocation pour le rôle de juge. L'ensemble auquel je m'incorpore n'est pas un parti, ni une secte : c'est mon pays. Peu importe qui nous commandera.

La structure provisoire française est affaire d'Etat. Que l'Angleterre et les Etats-Unis fassent au mieux. Si notre ambition est de presser du doigt une gâchette de mitrailleuse, nous nous tourmenterons faiblement au sujet de décisions qui nous apparaitront comme secondaires. Le chef véritable, c'est cette France qui est condamnée au silence. Haïssons les partis, les clans et les divisions.

« Si le seul souhait que nous formons (nous avons le droit de le former puisqu'il nous unit tous) est d'obéir aujourd'hui à des chefs militaires, plutôt qu'à des chefs politiques, c'est parce que le salut du soldat à un soldat n'honore pas le soldat salué, ni un parti, mais la nation. »

Le général De Gaulle ne pardonna jamais la condamnation implicite que contenait ce texte. Il poursuivit constamment l'écrivain d'une haine tenace. Voici comment M. Marcel Migéo termine le chapitre dans lequel il reproduit l'Appel aux Français :

Mais le geste le plus grave à l'égard de Saint-Exupéry, celui qui le blessa le plus, fut l'interdiction de ses livres en Afrique du Nord — cette seule portion de la « France libre ». Quelques mois plus tard lorsque Saint-Exupéry, grâce aux Américains, reprendra ses vols et ses missions sur la France, il écrira à son amie : « Pendant que je me promène en France, je continue d'être pestiféré, et mes bouquins d'être interdits en Afrique du Nord... » La veille de sa mort, dans une lettre adressée à Pierre Dalloz, parlant de la panne d'un de ses moteurs à dix mille mètres au-dessus d'Annecy, il ironisa tristement : « Tandis que je ramais sur les Alpes à vitesse de tortue, à la merci de toute la chasse allemande, je rigolais doucement en songeant aux super-patriotes qui interdisent mes livres en Afrique du Nord. C'est drôle. »

On comprend combien Saint-Exupéry dut souffrir, pour en arriver à écrire ceci : « L'usine à haine, à irrespect et à ordure qu'ils appellent le redressement... moi je m'en fous. Je suis sous le danger de guerre le plus nu et le plus dépouillé qu'il soit possible. Absolument pur. Des chasseurs m'ont surpris l'autre jour. J'ai échappé juste. J'ai trouvé ça tout à fait bienfaisant. Non pas le délire sportif ou guerrier que je n'éprouve pas, mais parce que je ne comprends rien, absolument plus rien que la qualité de la substance. Leurs phrases m'emmerdent. Leur pompiérisme m'emmerde. Leur ignominie m'emmerde. Leur polémique m'emmerde et je ne comprends rien à leur vertu (...). La vertu c'est de sauver le patrimoine spirituel français en demeurant conservateur de la bibliothèque de Carpentras. C'est de se promener nu en avion. C'est d'apprendre à lire aux enfants. C'est d'accepter d'être tué en simple charpentier. Ils sont le pays... Pas moi, je suis du pays. Pauvre pays. »

LES LIVRES DU MOIS

Jean Madiran : « Brasillach » (Club du Luxembourg).

« Pour comprendre une vie comme pour comprendre un paysage, il faut choisir le point de vue et il n'en est pas de meilleur que le sommet. » Dès la lecture de cette réflexion de Paul Claudel posée en épigraphe à l'ouvrage de Jean Madiran, on a envie de pousser un grand soupir de soulagement puis d'aspirer l'air que l'on se prépare à recevoir. Enfin ! Enfin on n'en va pas rester aux considérations de détail, aux aperçus polémiques fussent-ils inspirés par la plus juste colère, on n'en restera pas même à cette tendance à l'hagiographie que provoquèrent les mensonges les plus stupides. Enfin un effort pour dominer l'ensemble de la vie et de l'œuvre de Robert Brasillach et les situer par rapport à certaines valeurs. C'est bien cela que présente le livre de Jean Madiran.

C'est un beau livre. Ce n'est pas encore l'étude complète sur l'homme, l'œuvre et leur influence si profonde sur toute une génération qu'il faudra bien faire un jour. Ce n'est pas cela et ce ne prétend pas l'être. Mais c'est quelque chose d'infiniment précieux. Tout se passe comme si Madiran s'était dit un jour : voilà une personnalité qui nous touche de la façon la plus subtile et la plus forte, ses contradictions mêmes nous paraissent signes de richesse et de fécondité, nous ne pouvons pas en rester là ; quelle pulsion centrale anime cette vie et quelle question nous pose-t-elle ? En particulier pour ce qui concerne la Politique, sous le signe de laquelle elle nous apparut au milieu d'une époque folle, quelle fut la nature même de son souci politique ? On ne peut pas en rester à de fausses litanies. Il faut répondre.

C'est le plus bel hommage que l'on puisse rendre à une œuvre, de la prendre à bras le corps, de la secouer si l'on peut dire pour lui faire « rendre raison ». Cette œuvre est vivante, elle doit être « utile », il faut qu'elle me serve. Et le soir de la représentation de « La Reine de Césarée » Jean Madiran a commencé à écrire cet important volume qui

file à son but d'une seule volée. Ce n'est pas un commentaire, c'est une question posée à soi-même, c'est un effort pour clarifier sa propre pensée, ses sentiments, sa vie même, ainsi qu'il se doit pour une œuvre véritable. Et du même coup Madiran a fait un vrai beau livre, net et droit.

Brasillach est demeuré depuis sa mort, à la fois un signe de réconciliation et un signe de contradiction. La haine politique continue à l'environner, lui dont le dessein essentiel fut de mettre la politique *à sa place*. C'est que la simplification politique est une grande tentation et qui nous guette tous. Mais c'est aussi le caractère d'une époque. Brasillach fut *un libéral* à l'aube d'une époque historique qui allait progressivement refuser tout place à ce type d'homme. Un libéral cela veut dire un esprit qui croyait à *une différence* entre une parole et un acte, qui croyait encore à une liberté-respect même au sein des systèmes. D'avoir refusé les simplifications de la guerre l'a fait taxer de légèreté. Mais lui dès avant avait écrit : j'aime la légèreté dans les pensées, je n'aime pas la légèreté dans les êtres ». C'était simplement un esprit qui savait tenir deux idées à la fois : cela devient de plus en plus rare.

A l'œuvre même Madiran consacre un chapitre subtil, aidé par les merveilleuses analyses de Bernard de Fallois. Entre le goût du bonheur et la fuite du temps, tous les thèmes vibrent dans la lumière et le secret mêlés.

Peut-être Madiran consacre-t-il encore trop de place à répondre à quelques détracteurs sans le moindre intérêt, mais son mérite sans second est d'avoir replacé la personne et l'œuvre de Robert Brasillach dans son éclairage spirituel — cela veut dire en définitive dans son effort et son élan pour se relier à quelque valeur plus vaste. Il faudra désormais en tenir compte.

Bernard VORGE.

Emmanuel Berl : *les Impostures de l'Histoire* (Grasset).

On se rappelle comment, dans les années 1944, 45, 46, on attendait la fin d'une imposture : avec impatience d'abord, et assurance que cela ne durerait pas au delà d'une brève période de réadaptation, puis avec étonnement et enfin avec résignation. Et un beau jour, plus ou moins tard, suivant chacun, il fallut se rendre à l'évidence : l'Histoire, la fameuse Histoire, n'avait rien de la Justicière qui remet infailliblement tout en place, qui distribue dans les tableaux qu'elle brosse, l'ombre et la lumière, suivant la véritable harmonie qui fait l'instant enfui. Non, le

mythe de Vercingétorix, pur champion de l'indépendance nationale gauloise contre l'envahisseur romain, dure bien encore dans les couches profondes de la sensibilité.. alors ! Et pour beaucoup ce fut une révélation que cette brusque découverte de la consolidation du mensonge dont l'Histoire, loin de le démasquer, allait se faire la complice.

C'est que l'Histoire a ses intérêts, a sa manière de s'embellir surtout, qui est de plaire à ceux qui la font et pour qui elle est faite, de répondre aux « complexes » des collectivités.

Ce sont ceux-ci que s'efforce de démasquer Emmanuel Berl dans un essai d'une grande importance et qui va bien au delà de ce que laisserait supposer un titre de « petite histoire ».

Emmanuel Berl étudie cinq « moments » de l'Histoire, à propos desquels il met au jour les tendances profondes de la civilisation occidentale : la politique de Cléopâtre, la bataille de Poitiers, l'aventure de Tamerlan, l'expédition napolitaine de Charles VIII, le neuf Thermidor. Il est plus aisé d'écrire l'histoire politique des nations que l'histoire des civilisations. Et chaque page a écrit son Histoire et nourri ses mythes destinés à lui fournir de lui-même une belle image qui éclipse celle de ses voisins. Mais ce repli sur soi qui caractérise chaque pays d'Europe, caractérise aussi la civilisation occidentale elle-même. « Romolâtrie » c'est-à-dire volonté de rattachement unique à la filiation romaine, oubli de ce que l'Europe doit à Byzance, à la civilisation sarrasine, à ses rapports avec l'Asie, ce refus même de s'ouvrir est aussi, et paradoxalement, ce qui fonde la communauté européenne. Mais cette Europe, à son tour, ne se constituera véritablement Personne historique que dans la mesure où elle consentira à voir la lente assimilation qui l'a faite ce qu'elle est. Il y a dans tout cela le même foisonnement d'aperçus intéressants et suggestifs que dans tout ce que fait Emmanuel Berl. Il y a le même pessimisme tonique, le même refus de croire aveuglément aux trop belles statues érigées par une histoire complaisante, le même souci de la vraie liberté et la même volonté sans illusion de préserver une civilisation fondée sur la lucidité.

Bernard VORGE.

UN ESSAI SUR DRIEU.

Il est a priori intéressant de voir paraître un *Drieu la Rochelle* dans « Les Témoins du XXe siècle » (1), collection assez conformiste dont le directeur, Pierre de Boisdeffre, est loin d'être un esprit audacieux. L'essai de Pol Vandromme sera largement diffusé, la collection dont il fait partie étant en général en bonne place dans les vitrines des librairies, ses acheteurs, qui pourront admirer une belle photo de Drieu prise pendant l'occupation, découvriront peut-être une œuvre qu'ils ne connaissaient pas, ils voudront en savoir plus, ils liront *Gilles* ou les romans qu'on peut encore se procurer. De cette manière ce petit volume sera utile.

Il y a sept ans a paru chez Bernard Grasset un essai de Pierre Andreu consacré au même auteur. Ce volume, très honnêtement écrit et documenté, d'un ton très juste, ne laisse rien d'important dans l'ombre et ouvre même avec une grande discrétion quelques vues sur la vie privée de l'auteur de *Beloukia*. Certes cet essai reste incomplet, dans la partie biographique surtout, on peut d'autre part lui reprocher dans la seconde partie une distinction un peu arbitraire entre les idées politiques et les idées littéraires de Drieu. « Drieu témoin et visionnaire » reste une étude d'une grande probité et d'un grand sérieux. Il faut dire qu'on a pu voir sans plaisir Andreu rejoindre les rangs des suiveurs et des parents pauvres du néo-gaullisme...

Il me semble utile de rappeler l'existence de cet essai avant de parler du livre de Vandromme. L'erreur de ce dernier, est de n'avoir pas cherché soit à faire mieux, soit à faire autre chose, de ne pas avoir été assez ambitieux. On sait que Vandromme est un jeune critique belge, auteur d'un *Brasillach* bien rapide et bien timoré, et d'un essai sur Mauriac, injuste et déplaisant, qu'on ne peut lire sans ressentir quelque gêne à voir ainsi un étranger venir jouer les hommes d'armes dans nos querelles politico-littéraires. Dans son *Drieu* qui comporte une centaine de pages de petit format, il a voulu rassembler d'un côté une présentation plus ou moins objective de cette œuvre qui comporte une trentaine de volumes, et d'autre part des commentaires personnels sur cette œuvre et son auteur. Le résultat est extrêmement confus : Vandromme n'apporte rien de nouveau sur la vie de Drieu (2), il n'ouvre aucune vue originale sur son

---

(1) Editions universitaires.

(2) Il ne vérifie même pas ce qu'il affirme : on peut aujourd'hui savoir la vérité sur le retour de Drieu au P.P.F. en 1942, et comment il a véritablement été escroqué par Doriot.

œuvre. Finalement ce livre est un cérieux mélange de citations de Drieu (3) et de digressions souvent sans nécessité.

Léautaud se scandalisait de savoir que certains écrivains se laissaient guider, et emporter, par les mots. C'est là une des faiblesses de Vandromme qui écrit par exemple : « Drieu enfin sait ce qu'il veut : après avoir recensé les ruines... il tend son arc-en-ciel (le fascisme immense et rouge de Brasillach)... ». On voit quel est le procédé : au concept Drieu, Vandromme fait correspondre, de manière hypothétique, l'image de l'arc-en-ciel, ce qui lui permet, grâce à une autre image, d'évoquer Brasillach et de suggérer au lecteur une sorte de parallèle entre les deux écrivains. Qu'ils n'aient à peu près rien eu en commun, sinon l'*extérieur* de leur attitude pendant l'occupation, perd alors toute importance. Pol Vandromme ne résiste pas à l'agrément d'écrire une phrase qui lui semble faire effet, de cette manière son style ressemble trop à celui des journaux : « Cette façon qu'il avait avec la vie pour lentement la torturer... ». « A peine dégrisé de l'hitlérisme, il se prend à jouer avec le stalinisme. Le socialisme européen est toujours son opium, une fumée chancelante qui l'étourdit. » « Il s'engouffre dans l'échec avec volupté ». « L'adolescence l'allégea des complexes qu'il remâchait silencieusement... ». Et, évidemment, « ...le règne des agrégés de philosophie... ».

Il est inutile de faire le compte des inexactitudes que contient cet essai, des interprétations hasardeuses auxquelles se livre Vandromme, de la légèreté de sa documentation, mais on peut s'arrêter un peu à son dernier chapitre, « Présence de Drieu ».

Pol Vandromme en effet, comme beaucoup d'autres, voit en Drieu un écrivain qui a eu des ennuis d'ordre politique. Il souhaite qu'un jour prochain on finisse par ne plus voir en lui « qu'un écrivain dont on lira les livres pour savoir s'ils sont beaux, s'ils sont vrais, si on ne les interroge pas en vain sur ce qui compte, sur les soldats, sur les femmes, sur la jeunesse et sur Paris ». Vandromme est libre d'avoir son idée sur *ce qui compte* mais il devrait au moins indiquer que ce n'est pas cela, ou pas cela seulement et pas cela d'abord qui a compté pour Drieu.

Drieu n'est pas un littérateur à qui il est arrivé, accidentellement et comme par fantaisie, par coup de tête, de faire une incursion dans le domaine de la politique, dans l'antichambre secrète du siècle. C'est avant tout un prophète politique qui, dès sa jeunesse, a été hanté par le destin de sa nation et de l'Europe... On pourrait certainement arriver à saisir, au moins grossièrement, les raisons personnelles, passionnelles, d'une telle attitude, à montrer pourquoi et comment Drieu s'est mis à

(3) L'une au moins ne s'imposait pas : elle est de Michel Déon dont on nous affirme qu'il a **exprimé** la morale de Drieu !

écrire, car il semble qu'il n'ait jamais pu songer sans un grand étonnement à sa position sociale d'*écrivain* : il a pris soin d'expliquer, comme s'il s'agissait d'une chose incompréhensible, dans quatre textes différents — le premier date de 1921 et le dernier de 1943 — quels avaient été ses premiers pas dans les milieux littéraires...

Plus que de ceux qui semblent ses pairs, de Mauriac, de Montherlant, de Malraux ou d'Aragon, c'est de Curtius, de Spengler, de Toynbee qu'il faut rapprocher Drieu et je ne crois pas qu'on puisse le lire convenablement, aujourd'hui ou dans cinquante ans, sans savoir cela et y penser.

Il ne faut pas être injuste pour l'essai de Vandromme : publié il y a dix ans, alors que personne ne citait même Drieu, il aurait passionné, aujourd'hui il montre quelle ferveur peut encore susciter, treize ans après sa mort, l'auteur de *La Comédie de Charleroi*. L'admiration que porte Vandromme à Drieu, très sincère et très vive, il est essentiel qu'elle existe ; qu'elle puisse prendre des formes qui se prêtent à la critique est bien accessoire.

Jean-Paul BONNAFOUS.

*Il nous a semblé intéressant de reproduire une note de lecture consacrée à un livre récent, parue dans le dernier numéro d'*Est et Ouest, *la revue du B.E.I.P.I.*

LES HERITIERS DE SOUVAROF, par Victor Alexandrov, Plon, 1958

Victor Alexandrov continue de suivre l'exemple, matériellement rentable, politiquement suspect et moralement parfaitement clair, de l'école de Bessedovski. A l'instar de celui-ci qui avait fabriqué, il y a dix ans, « *Les maréchaux soviétiques parlent* », Victor Alexandrov a écrit « *Les héritiers de Souvarov* ». Il y a toutefois une différence importante entre ces deux mystifications : dans le premier livre, tout était inventé, y compris l'auteur, « Kalinov » ; cette fois, l'auteur existe, mais le contenu du livre n'en est pas pour autant meilleur.

Ce serait perdre son temps que de lire ce livre. En tant que vie romancée, la biographie des maréchaux soviétiques reste nettement inférieure à ce qu'on fait dans le genre avec les actrices, les rois détrônés, les champions de boxe ou de course.

Du point de vue historique, le livre n'existe pas. Il suffit pour s'en convaincre d'un rapide regard sur les références d'Alexandrov, rares d'ailleurs et très imprécises. A la page 46, il cite son confrère « Kalinov » ; à la page 98, il se réfère à « Andrei Martynoff », inventé par les mêmes fabricateurs et proclamés par eux « ex-secrétaire de Malenkov » à l'époque où ce dernier semblait être le numéro 1 au Kremlin ; à la page 256, à

propos de Joukov, est cité un autre produit de la même industrie : « Tansky », auteur du livre « *Joukov, maréchal d'acier* ».

A la page 50, Alexandrov invoque le livre de Dedijer, « *Tito parle* », mais enchaîne immédiatement sur une histoire rocambolesque de rencontre entre Tito et Trotski qui le nomme commandant de régiment (ce que Tito ne fut jamais en Russie) et fait dire en 1917-1918 à Trotski sur l'avenir de Tito : « *Le compolka Walter a l'étoffe d'un grand chef. Il ira loin* ». Pour donner sa valeur à cette invention, rappelons que Tito ne prit le pseudonyme de Walter que vers 1935-1936, lors de son séjour à Moscou. Si Alexandrov avait lu avec plus d'attention le livre de Dedijer, il aurait évité de faire parler de Walter vingt ans avant qu'il n'existât dans le code secret du Komintern..

N'hésitons pas à ajouter qu'il est scandaleux que la grande presse parisienne accueille les « forgeries » de ce fabricateur.

B. L.

NOUS SOMMES FREY
par André FIGUERAS (20, rue N.-D. de Recouvrance, Paris)

Un petit livre-baptême de la Ve et de l'U.N.R. — écrit par un gaulliste qui ne trouva « l'absolu » que dans sa faveur au général de Gaulle ; s'il conserve encore sa foi en son idole, il n'est plus pour le gaullisme accaparé par la « république des foutriquets » (*sic*).

Même si l'on n'est pas d'accord avec l'auteur sur toutes ses appréciations, il faut lui reconnaître un certain courage : celui de lancer un violent pamphlet contre les tenants actuels du pouvoir, au moment où nous assistons à tant de retournements et de nouvelles vocations de manieurs de brosses à reluire.

Pour André Figueras, il y a nettement « escroquerie morale » avec l'U.N.R. ; le Système se réinstalle sous la férule de deux leaders, Jacques Soustelle et Chaban-Delmas, que Figueras fustige copieusement. Pour l'auteur, l'U.N.R. est le parti le plus « foncièrement bourgeois » ; quant à de Gaulle (Figueras fait allusion à des conversations personnelles), il semble planer, sans trop bien comprendre ce qui se passe autour de lui ; il serait prisonnier d'un entourage sans consistance se servant de son prestige comme masque vis-à-vis de l'opinion publique. L'auteur pose la question : qui a fourni les moyens d'archi-millionnaire employés pour mener la campagne électorale de l'U.N.R. ? Et il donne M. Chalandon comme œil de la haute-finance à cette U.N.R.

Ce petit livre est plein de curieux aperçus. Par exemple, le départ de la « révolution » d'Alger quand Soustelle et Chaban-Delmas, pas très rassurés, attendaient que l'affaire prenne tournure avant de se lancer dans la bagarre ; Delbecque de-

vait être le bouc émissaire si l'histoire finissait mal. André Figueras avoue n'avoir compris Pétain qu'à travers l'actuelle expérience de Gaulle. Il y a là quelque chose à méditer quelle que soit l'optique du lecteur.

La sincérité d'André Figueras éclate à chaque ligne. On comprend qu'un éditeur ne se soit pas risqué à publier un tel livre ; aussi a-t-il voulu exprimer sa colère et son mépris à ses frais. Une raison supplémentaire d'acheter son ouvrage, annonce préapocalyptique pour un système qui n'en a même pas remplacé un autre mais qui continue sous une nouvelle étiquette.

P. F.

***Enquêtes noires,* de Pierre FONTAINE (Les Sept Couleurs - Paris).**

Voici, croyons-nous, le premier livre de souvenirs personnels de Pierre Fontaine. Des souvenirs sériés et quelque peu percutants. L'écrivain ne consent pas à écrire pour ne rien exprimer.

Le journaliste parisien a réuni quelques épisodes étranges auxquels il fut mêlé, par profession, qui peuvent s'apparenter au « toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire ». Or, à l'époque où son métier le conduisait à mener des enquêtes, les responsables de son journal préférèrent ne pas informer le public des résultats de simples faits-divers qui aboutissaient presque à des « secrets d'Etat ».

Les histoires de « faux fous » sont presque ahurissantes ! C'est vraiment la démonstration de la toute puissance de clercs de second ordre dans un pays cultivant la confusion des pouvoirs. La fin tragique du gouverneur général Renard, en A.E.F., le préfet de la Seine « limogé » à la suite du 6 février 1934, est vraiment une énigme attachante examinée sous tous ses angles avec un soin attentif. L'auteur conte aussi avec un luxe de détails, l'aventure un peu époustouflante d'Antonio Corrado, l'homme que l'on empêcha, en France, de guérir le cancer par un moyen qui avait fait ses preuves en Italie et en Syrie. L'auteur en profite pour dire ce qu'il pense de certains éléments du corps médical ; et ceci manque un peu de tendresse !

D'autres « tranches de vie », comme l'étrange figure de l'usurier Marris ou l'homme timide se laissant rafler sa fiancée,

ajoutent un « pittoresque » qui rend un peu perplexe. Enfin, sans la résoudre, Pierre Fontaine pose l'énigme de la fin du général Leclerc en donnant des précisions inconnues en France.

Un livre évidemment non conformiste, dans la ligne de l'écrivain ne cédant pas aux amabilités et aux compromis. Une lecture attachante qui oblige à penser au-delà des souvenirs narrés !

E. L.

Le pétrole et la guerre, par Maurice LEVÊQUE (*Les Nouvelles Editions Debusse-Paris*).

M. Maurice Levêque a produit un travail documentaire considérable en expliquant la guerre 39-45 par le pétrole, ses nécessités et son impératif stratégique. Son ouvrage est bourré de faits, de dates, de chiffres, mais reconnaissons qu'il convient déjà d'être un peu au courant des grandes lignes de la question pétrolière pour le suivre avec attention pendant 350 pages composées en petits caractères.

L'auteur a très bien su juxtaposer le pétrole, la politique et les faits de guerre. Il démontre avec aisance que Hitler a été vaincu pour avoir mésestimé le facteur carburant dans une guerre moderne. Des centaines d'avions ne purent voler faute d'essence et furent détruits au sol. La poussée allemande vers l'Est répondait à l'absolue nécessité de s'assurer des sources de carburants, qu'elles fussent roumaines ou soviétiques.

On ne résume pas un tel ouvrage qui n'est qu'une succession d'événements économiques étroitement imbriqués dans les décisions stratégiques et diplomatiques. M. Levêque confirme le paiement de fournitures de guerre américaines par des actions pétrolières britanniques qui permirent aux U.S.A. de reprendre la tête de la « concurrence » américano-anglaise, ainsi que les causes de l'éviction de la France de Syrie ; restriction quand il assure que le général Spears n'était pas toujours approuvé par Londres.

Nous ne connaissons pas M. Maurice Levêque et tout en saluant cet important livre auquel les historiographes devront se reporter, nous ne partageons pas son admiration pour des hommes comme feu Louis Pineau par exemple. Car c'est bien sous la direction de l'ancien directeur de l'O.N.C.L. que la France s'obstina à ne pas exploiter ses ressources pétrolières coloniales. Nous trouvons singulière une « politi-

que nationale » du pétrole, dans le cadre de cliente de trusts étrangers, alors qu'on laissait improductifs des gisements *connus* et... « découverts » vingt ans après.

Cela dit, pour les initiés, *Le pétrole et la guerre* vient enrichir la « littérature » pétrolière beaucoup trop rare. Ce livre d'une densité extrême démontre amplement les servitudes économiques d'une guerre moderne et pourrait souligner, pour les incrédules, l'importance mondiale de la partie qui se joue présentement pour enlever à l'Occident le contrôle du Moyen-Orient.

P. F.

Les livres étrangers

F.-J.-P. VEALE : *Crimes discreetly Veiled,* Cooper Book Company, Londres.

Ceux qui furent scandalisés à l'époque par l'extraordinaire « justice » de Nuremberg n'ont pas oublié l'excellent ouvrage que fit paraître en 1947 F.J.P. Veale sous le titre d' « Advance to barbarism ». Avec un courage et une honnêteté qui l'honorent, l'auteur décortiquait et détruisait un à un les mythes des étranges justiciers installés dans la patrie d'Albert Dürer comme des vandales dans un musée. C'est donc avec un immense intérêt que nous avons reçu le nouveau livre de F.J.P. Veale, « Crimes discrètement voilés ». Publié il y a quelques mois à Londres, ce volume de grande valeur sera très bientôt édité, aux U.S.A., par cette fidèle maison du non-conformisme politique qu'est Devin-Adair, de New-York.

Délaissant les procès à grand spectacle qui couronnèrent dans l'iniquité et par le gibet la victoire des hordes rouges de Staline et des bataillons de la juiverie internationale sur le IIIe Reich, F.J.P. Veale s'occupe cette fois de six crimes de guerre qui furent consciencieusement enfouis derrière le « rideau de fer du silence », selon l'expression de Lord Hankey, qui a fort opportunément préfacé l'ouvrage.

Dans un chapitre initial, consacré au « grand mythe Staline » F.J.P. Veale montre comment, par l'étrange alliance des démocraties, prétendûment dépositaires du droit et de la justice dans leur lutte contre les puissances de l'Axe, et de l'U.R.S.S. violatrice régulière et impunie de ce droit et de cette justice, tout

sens d'équité disparut dans les procès de guerre. Pour que les Soviets, responsables des affreux massacres de Katyn notamment, aient pu siéger à Nuremberg comme juges et accusateurs, non comme accusés, il a fallu au préalable un long, patient et systématique « brainwashing », un lessivage en règle des cerveaux des Américains, des Anglais et des Français, afin d'en extirper toute velléité de doute à l'égard de la « grande » Union soviétique.

Durant toute la durée de la guerre, la vérité sur l'affaire de Katyn fut soigneusement supprimée tant à Londres qu'à Washington. Anglais et Américains, pourtant renseignés, prétendirent que c'était une invention de la propagande du Dr Goebbels. Lorsque les Polonais de Londres réagirent et demandèrent des comptes à Downing Street, le pitoyable Eden répliqua qu'il valait mieux « oublier » Katyn. Plus personne, aujourd'hui, ne s'en préoccupe encore. L'un des crimes les plus monstrueux de l'histoire moderne a été étouffé. Il est bon, par conséquent, que F.J.P. Veale, en rappelant tous les détails de cette macabre affaire, rafraîchisse un peu la mémoire de ceux qui, par leur silence, se firent les complices des assassins de milliers d'officiers polonais en Russie.

Le meurtre de Benito Mussolini fournit un autre « crime voilé » à l'auteur. Le responsable de ce meurtre, le communiste Walter Audisio, fut, on s'en souvient, récompensé par la démocratie italienne en recevant un siège à la Chambre des députés. La mort du Duce ne suivit aucun procès ni aucune condamnation. Il fut assassiné par un tueur du Kremlin parce qu'il en savait trop et aussi bien entendu à cause du fameux trésor de Dongo. Clara Petacci, à qui il n'était strictement rien reproché, fut assassinée pour les mêmes raisons. On assure que même le vieux Churchill, qui n'avait pourtant pas bronché devant Mers-el-Kébir et l'annihilation des villes allemandes, fut « choqué » par le meurtre du Duce et la hideuse exhibition milanaise qui suivit.

Le livre de F.J.P. Veale est passionnant parce que chaque affaire qu'il traite est examinée sous tous ses aspects, politique, juridique, sentimental. La documentation de l'auteur est de première main. Sa lucidité est profonde. Par exemple, dans l'affaire Marzabotto comme dans celle du procès de Ramcke, le défenseur de Brest, il explique chaque fois comment la propa-

gande et les pressions politiques en vinrent à tourner en dérision sinistre une justice déjà passablement singulière. Marzabotto fut appelé l'Oradour italien. Après tout le battage fait autour du village français, le mot sonnait bien : en fait, Marzobotto ne fut que le théâtre d'une opération de nettoyage des guerillas communistes par l'armée allemande. Le major Reder, qui commanda l'opération, fut accusé de « crimes de guerre ». Or tout le dossier de l'accusation consistait dans le témoignage d'un déserteur alsacien qui, ayant disparu depuis, ne put comparaître au procès. Reder, cela va de soi, fut condamné : il fallait, paraît-il, « calmer » les communistes qui menaçaient de renverser la fragile coalition gouvernementale de l'époque. De même, si Ramcke, le défenseur de Brest, auquel son adversaire américain Troy Middleton rendit un vibrant hommage, fut lui aussi condamné en son temps bien que rien ne pût décemment lui être reproché, c'est que, en hauts lieux, on entendait raviver l'animosité franco-allemande pour faire échec au réarmement de la République fédérale.

Le dernier chapitre de l'ouvrage est consacré à un « supersatz crime », le procès qui vit la condamnation du grand amiral Raeder. Les révélations qu'il contient sont d'un intérêt prodigieux. Erich Raeder, héros de la bataille du Jutland, fut accusé d'avoir participé à « la préparation d'une guerre d'agression » et fut condamné pour le rôle qu'il joua dans l'invasion de la Norvège. Or, comme le rappelle F.J.P. Veale, qui s'en réfère à Churchill lui-même, dès septembre 1939 la Grande-Bretagne préparait, elle également, une invasion de la Norvège pour couper à l'Allemagne la route du fer suédois. En fait, vingt-quatre heures avant l'attaque allemande, la marine britannique posait des mines aux environs de Narvick. Il va de soi qu'il ne fut fait état de rien de tout cela lors du procès de Raeder. La justice démocratico-soviétique qui a présidé aux procès des « criminels de guerre » n'avait qu'un souci : faire condamner les accusés le plus lourdement possible. Il était bon que M. Veale, Anglais loyal et intelligent, vienne nous rappeler que tous les sujets de Sa Majesté ne s'associèrent pas avec ce genre de justice sinistro-comique.

P. HOFSTETTER.

AVEC GOEBBELS

L'arrestation de Mussolini

Le major Wilfried von Owen, officier d'ordonnance de Goebbels, a fait paraître en Argentine son journal de guerre dans lequel il raconte jour par jour ce qui s'est passé au Cabinet de Goebbels pendant les années 1943 et 1944. Nous donnons en extrait le récit des journées dramatiques où Goebbels, retournant d'un voyage à Dresde par train spécial, apprit l'arrestation de Mussolini en même temps qu'il recevait les premières nouvelles de l'effroyable bombardement de Hambourg, où les incendies allumés par le phosphore firent en une seule nuit de 200 à 300.000 victimes.

Tout en échangeant de sombres réflexions, nous atteignons la rue Hermann-Goring. Pendant que le ministre est encore à se débarrasser dans le hall, le téléphoniste fonce sur moi, le visage pâle de frayeur, et me dit : « Mussolini s'est retiré ! »

Je lui dis qu'il est fou. Sans un mot, il me montre le tableau du standard, sur lequel les lampes de tous les circuits s'allument à la fois, cependant que le timbre d'appel bourdonne sans arrêt. Je saisis l'écouteur. Dès la première communication, avec l'une des agences d'information, la vérité de l'incroyable phrase m'est confirmée : Mussolini s'est réellement retiré !

Je vais trouver le ministre, qui est encore dans le hall avec Gutterer, et l'informe brièvement et objectivement des faits. Il me regarde avec un mélange d'incrédulité et d'épouvante — comme moi, avant, j'avais regardé le téléphoniste. Puis il se retourne, et s'assied sur le premier siège qu'il trouve, justement dans ce renfoncement où nous prenons d'habitude notre petit déjeuner.

En sa présence, j'obtiens par téléphone des détails plus précis : le libellé du communiqué officiel italien, les proclamations du roi et de Badoglio. Le ministre, incapable de parler, continue à me regarder en écarquillant les yeux. Il n'arrive pas à réaliser cette monstruosité ; pas plus que nous, qui faisons cercle debout autour de lui. Je ne l'ai encore jamais vu ainsi. Cela fait bien un quart d'heure qu'il ne dit pas un seul et unique mot. Il secoue seulement la tête, sans cesse, en regardant alternativement le Secrétaire d'Etat et moi. Son visage reflète une absolue perplexité, qui cependant se transforme progressivement en une fureur hargueuse.

Le premier mot qu'il dit, une fois que nous sommes en haut, dans nos pièces de travail, est : « Salaud ! » Il n'est pas précisé qui il veut définir ainsi : le Duce, le roi, Badoglio, tous les trois, ou les Italiens en général.

Le strict rituel de travail, toujours observé. La double porte, entre le cabinet du ministre et mon bureau, reste grande ouverte. Tous les téléphones sonnent à la fois. Les agences d'informations transmettent sans cesse des nouvelles complémentaires. Des fonctionnaires du ministère, qui ont été tirés du lit par la terrible nouvelle, téléphonent, tout effarés ; ils veulent savoir si c'est vraiment exact... ce qu'en dit le ministre... ce qu'on doit faire... « Attendre » est la seule réponse que je peux leur donner pour le moment.

Le Doktor, les mains enfouies dans les poches du pantalon, marche en boîtant, tête baissée, à travers mon bureau, sans arrêt, comme un ours en cage. Le pauvre Secrétaire d'Etat est effondré sur le tabouret tournant, devant la petite table de ma machine à écrire.

Les informations, s'ajoutant les unes aux autres, finissent par donner une image nette des faits. J'ai obtenu du Quartier Général du Führer quelques indications sur les événements qui ont précédé le renversement du Duce. On commence à voir clairement qu'il ne s'est pas retiré, mais qu'il a été renversé, et que la clique réactionnaire autour de Ciano, son fameux gendre, y a mis la main. Il faut que je relise deux ou trois fois au ministre les informations reçues jusqu'à présent.

« Salaud ! » est une fois de plus l'unique commentaire qu'elles lui arrachent. Mais au bout d'un moment il éclate en vociférations : « Le traître a toujours péri lui-même de sa trahison. Les lazaroni paieront cela cher ! Naturellement, là-dessous, il y a ce nain venimeux de roi. S'il se figure qu'il va la garder, sa couronne ! C'est le Duce qui la lui a maintenue jusqu'à présent sur sa tête creuse. Avec sa couronne, il perdra —

et son peuple avec lui — la liberté et la grandeur. Finis Italiæ ! »

On téléphone du Quartier Général du Führer. Sur les événements déjà connus d'Italie, rien d'essentiellement nouveau. Le ministre est convoqué chez le Führer. Départ par avion demain matin — non, ce matin, car entre temps nous sommes déjà le matin — à 5 h. 30 Goring, Himmler, Speer et Ribbentrop viennent également. Nous ne disposons que de quelques heures pour nous reposer et préparer le voyage.

Le ministre est devenu plus calme. Il s'est assis dans mon fauteuil de bureau, dans sa position préférée ; tout recroquevillé sur lui-même, les genoux appuyés contre le bord de la table, il a l'air d'un gnome. Soudain, sortant de cette obscure incubation intérieure, il lance d'une voix hautement affectée : « Duce !... Duce !... Duce !... », comme des dizaines de milliers le criaient frénétiquement chaque fois que leur idole se montrait à eux. Au bout d'un moment, il continue : « Maintenant, nous voilà seuls. L'axe millénaire s'est rompu sous la première charge. C'est ce qui arrive lorsqu'on met à l'épreuve un objet qui ne vaut plus rien. L'Italie fasciste n'était rien d'autre qu'un lion de baudruche gonflé. Un habile ventriloque le faisait rugir, si bien que beaucoup croyaient vraiment qu'il avait des dents et des griffes. Mais une seule petite piqûre d'aiguille, et — pfff — le monstre tout entier s'effondre. Que disait-il pourtant, ici-même, au Stade de Berlin ? Que lorsqu'on a un ami, on va avec lui jusqu'au bout. Parfaitement ! Des gâteaux de vent ! »

Tout abattement et tout désespoir semblent avoir quitté le ministre. C'est à nouveau le même petit gaillard coriace, qui a toujours le dessus. Il se libère de sa rage intérieure en un cynisme mordant. Il y a là des difficultés : elles doivent être surmontées. Car elles ont toujours eu pour effet, non de paralyser son activité, mais de l'exciter.

Le jour commence à poindre lorsque le ministre nous quitte. Nous sommes débordés par les préparatifs indispensables du voyage. Je ne sais plus où j'ai la tête. Cela fait deux nuits de suite que je passe sans dormir.

Je n'ai même pas trouvé le temps de me raser. Je suis blême de n'avoir pas dormi, et sur mon menton les poils de barbe luisent comme un chaume, lorsque je revois le ministre, peu avant cinq heures du matin. Lui aussi a dû dormir à peine, il a les joues creuses et l'air fatigué, et pourtant il est tiré à quatre épingles comme toujours.

Le départ est mouvementé. Le ministre ne trouve plus le temps de me donner ses dernières instructions, sur la façon de

traiter ce sujet délicat dans la presse et à la radio. Aussi dois-je, sans chapeau ni serviette, l'accompagner en voiture jusqu'à l'aéroport. En chemin, il traite le sujet, laconiquement : « Pourvu que je n'ai pas d'accident », dit-il en me quittant. « Montrez ce dont vous êtes capable. »

Les moteurs de Ju-52 ronflent déjà. Des flammes bleues jaillissent des tuyaux d'échappement. Le ministre monte à ford.

L'appareil décolle et disparaît dans la brume matinale. Je me retrouve brusquement seul sur le terrain d'aviation, frissonnant, et avec un épais dossier, plein de choses à faire, sous le bras.

⁂

Les entretiens avec le Führer durent jusqu'à mardi soir. Mercredi matin, je suis à nouveau sur le terrain de Tempelhof, pour accueillir le ministre. Cette fois je ne suis pas seul, comme lors de mon départ. Une foule de hauts personnages de notre ministère se trouve réunie pour le recevoir. C'est moins l'attachement à leur chef que la curiosité qui les a fait venir ici Quelles nouvelles le Doktor peut-il bien rapporter de son entrevue avec le Führer ?

La situation en Italie continue à évoluer comme on pouvait le prévoir. La populace est dans la rue. Cinq partis « anti-fascistes » différents se sont formés. Il paraît qu'il y a des troubles à Milan. Les communistes sentent que c'est le moment de se réveiller. Moscou voit de nouvelles chances. Les fascistes se terrent. Manifestations, drapeaux rouges ; les choses se passent comme partout et toujours, lorsqu'un ordre sévère est renversé et que la plèbe s'enivre sans retenue, à même le tonneau, du tord-boyau de la liberté.

En Allemagne, la réaciton est excellente. Dans les entreprises dont le personnel est en partie italien, les ouvriers allemands ont rossé leurs compagnons italiens, au lieu de fraterniser avec eux.

Un bourdonnement de moteurs interrompt les conversations en cours. C'est l'appareil attendu, qui atterrit maintenant, puis roule lentement vers notre groupe, avec un hurlement décroissant de moteurs. La tension est générale. Peut-être pourra-t-on lire déjà dans l'expression du visage du ministre, s'il rapporte de bonnes ou de mauvaises nouvelles. La porte de la cabine s'ouvre, et le Doktor sort, suivi de Naumann et de l'officier d'ordonnance : la bonne humeur incarnée. Tout en parlant avec animation au Dr. Naumann, il se dirige vers nous. L'air

rayonnant, il serre la main de chacun de nous. Il semble vraiment en pleine forme et étincelant d'activité.

« Je sais », nous dit-il, à nous qui formons un demi-cercle autour de lui, « que nous viendrons à bout du problème italien, et cela d'une manière qui se révèlera peut-être même très avantageuse pour nous. Comment ?... Je ne peux malheureusement pas le dire pour le moment, même à vous, parce que c'est encore secret d'Etat. Je puis cependant vous assurer que le Führer juge de la situation avec une confiance tranquille et est préparé à toutes les éventualités. Dans trois, quatre jours, nous verrons plus clair. »

Signes de tête approbateurs, dans le cercle des présents, satisfaits. L'optimisme tellement manifeste du Doktor les a gagnés. Strictement parlant, il n'y a rien de bien substantiel dans ce qu'il vient de nous dire là. De réconfortant, il n'y a, en soi, que la façon dont il l'a dit. Et c'est justement cela qui me semble être le secret de l'ascendant de Gœbbels sur les hommes. Il sait parfaitement que chacun de ceux qui l'entourent va maintenant, isolément, s'en retourner dans sa propre sphère d'influence, où il est attendu avec la même anxiété et la même curiosité, avec lesquelles nous-mêmes attendions le ministre. Le colonel Martin à l'O.X.W. (Quartier Général de la Wehrmacht) Hadamowski à la Direction de la Propagande du Reich, Schach au Gau de Berlin, ils seront tous assaillis de questions. Qu'est-ce que le Doktor a dit ? — La situation est-elle inquiétante ? — Que va faire le Führer ? Et les réponses seront, à quelques variations individuelles près, la répétition des arguments du secret d'Etat et de la confiance tranquille du Führer, c'est-à dire exactement aussi optimistes et aussi... « ne disant rien », aussi peu explicites que la brève déclaration du ministre.

Je le connais maintenant suffisamment bien, pour savoir que c'est justement quand la situation est sérieuse, pour ne pas dire désespérée, qu'il fait montre extérieurement de la plus grande assurance. Son grand maître, à cet égard aussi, est le Vieux Fritz, qui disait un jour, en substance : « Lorsque tout est contre moi, lorsque tous mes espoirs se sont effondrés et que le malheur paraît absolument insurmontable, alors je ris, je plaisante, j'invite mes officiers à boire le champagne, je me montre l'air dégagé et d'humeur enthousiaste, et ne laisse personne lire sur mon visage de quels soucis mon âme est oppressée. » Le ministre cite volontiers ces paroles du grand Frédéric, et je sais qu'il s'y conforme, lorsqu'il se trouve en dehors de son entourage immédiat. Si, par quelque hasard, ces mêmes hommes qui l'entouraient sur le terrain d'aviation, s'étaient trouvés diman-

che soir dans mon bureau, je suis certain qu'au lieu du ministre crispé, perplexe à en faire pitié, puis écumant de rage, tel que nous l'avons vu, ils auraient été en présence d'un calme optimiste, considérant la situation avec confiance.

Mais cette fois-ci son optimisme ne semble pas être uniquement de façade. A table, il est enjoué et causeur, il a la tête pleine d'idées et de projets. Naturellement la conversation roule sur les événements d'Italie et sa visite au Quartier Général du Führer. Il doit réellement émaner de Hitler une force calmante extraordinaire. Le ministre raconte avec enthousiasme comment le Führer lui a communiqué ce calme, en même temps qu'un plan déjà arrêté pour parer à tous les inconvénients pouvant résulter de la trahison ; comment — de même qu'à l'époque de la lutte pour le pouvoir, lorsque le Parti avait reçu un coup dur, par suite d'une défaite électorale, d'une nouvelle interdiction ou d'une révolte interne — il n'était pas abattu, mais au contraire comme électrisé ; qu'ensemble, ils ont discuté de la situation dans tous ses détails, et que l'on peut maintenant attendre le développement des événements avec sérénité.

Que personne ne peut dire encore comment ce développement se fera. Mais que tous les éventualités ont été envisagées, et pour chacune d'elles les contre-mesures appropriées non seulement décidées, mais déjà préparées dans tous les détails. Que certes, il n'est pas permis de sous-estimer la défection de notre unique allié européen. Mais que son importance est moins d'ordre pratique que moral ; car l'alliance avec l'Italie fasciste a été en quelque sorte « l'épine dorsale » morale de notre conduite de la guerre. Que pratiquement, depuis Stalingrad et El-Alamein, cette alliance ne nous a rapporté que des revers. Depuis que la preuve a été faite de l'incapacité militaire des Italiens, ils n'étaient pour nous d'aucune aide, mais seulement une charge.

« Maintenant », dit le ministre, « nous n'avons plus besoin d'avoir aucune espèce d'égards pour cet allié mollasse. Le danger, qu'une fidélité digne des Niebelungen, mal comprise, nous soit une fois de plus fatale, n'existe plus. Dorénavant ,dans notre conduite de la guerre, nous considérerons le facteur Italie uniquement du point de vue de l'utilité. Les colonies italiennes, et même la mère-patrie italienne, ne sont plus pour nous le sol sacré du « compagnon juré » de combat, mais rien de plus que le terrain avancé de notre propre défense. Notre conduite de la guerre est devenue plus claire et plus simple.

Un point, cependant, donne de grands soucis au ministre. C'est le silence total de notre service de renseignement et de

notre appareil diplomatique. « Comment a-t-il pu se faire », dit-il, « que nous ayons été à ce point surpris par les événements ? Nous ne nous attendions réellement pas plus à ce coup qu'à un éclair dans un ciel bleu. D'autant plus que de tels événements se préparent lentement, comme les nuages d'un orage, dont on peut observer l'approche déjà longtemps d'avance, à supposer que les organes destinés à cette observation fonctionnent. »

« Mais voyez donc ce qu'ils sont, ces organes : Notre ministère des Affaires Etrangères, qui est dirigé par un commis-voyageur en mousseux, et notre service de renseignement par un aventurier de sang grec. Je n'ai malheureusement pas réussi à convaincre le Führer que, s'il ne s'agit pas ici de trahison, du moins une insurpassable incapacité s'est révélée au grand jour. Je dois bien le dire, l'indulgence du Führer m'est incompréhensible. S'il m'arrivait à moi, en tant que Führer du Reich allemand, que mon meilleur allié m'abandonne, sans avoir été informé du moindre indice de cette éventualité par mes collaborateurs responsables, je les enverrais au diable, si même je ne les faisais pas fusiller. Mais ces deux types-là, glissants comme des anguilles, s'y entendent si bien à se tourner et à se plier aux circonstances, que non seulement il ne leur arrive rien à cause de leur défection, mais qu'ils continuent à jouir de la plus haute bienveillance. Ainsi nous marchons, insouciants et d'un bon pas, à la rencontre du prochain désastre. »

Une fois de plus, le ministre est lancé à fond de train dans son sujet. Il éprouve la plus grande méfiance aussi bien vis-à-vis de Ribbentrop que de l'Amiral Canaris. Alors qu'il considère Ribbentrop seulement comme un bon-à-rien ambitieux, il met en doute, d'une façon absolue, les bonnes intentions de l'Amiral Canaris. Il parle de lui tout à fait ouvertement comme d'un traître. Certes, il a rendu au Parti, déjà avant la prise du pouvoir, plus d'un service d'un grand prix, et ses relations avec Hitler remontent au tout premier temps de la lutte. Mais le ministre croit que ces mobiles ne sont pas désintéressés, ni avant tout idéalistes. Il le tient pour un de ces ambitieux et rusés politiciens revêtus de la tenue de général ou d'amiral, qui sont de type courant en Grèce, pays d'origine de Canaris.

A la conférence suivante du ministre, l'assistance est très déprimée. La situation politique et générale de la guerre est plus mauvaise qu'elle ne l'a jamais été depuis Stalingrad. Les bombardements intensifs de Hambourg ont continué. Presque un millier de bombardiers quadrimoteurs ont une fois de plus déversé leur charge sur la ville déjà durement éprouvée. Les premières nouvelles des dégâts et des pertes sont bouleversan-

tes. Les destructions ont atteint un ampleur jusque là inimaginable. Au cours des gigantesques incendies, qu'il n'est plus possible de circonscrire et qui font rage encore maintenant à Hambourg, est apparu pour la première fois le phénomène dit des « trombes de feu », qui, s'emparant des êtres humains, les transforme en torches vivantes courant à travers les rues, pareilles à de gigantesques feux-follets. L'imagination humaine peut à peine se faire une idée de cet enfer, rapportent les premiers témoins oculaires.

D'Italie, seulement des choses désagréables : manifestations pour la paix, désertions en masse, mollesse, trahison et lâcheté sur toute la ligne. En Sicile, 70.000 Italiens et une demi-douzaine de généraux se sont rendus aux faibles forces de débarquement alliées. L'unique résistance à laquelle les alliés se heurtent, est celle des deux divisions allemandes qui se trouvent là-bas. Certes, Badoglio a donné l'assurance que : « le combat continue ». Mais, ce qu'il faut retenir de cette déclaration, les événements le montrent.

Aussi l'humeur est-elle à tout autres choses qu'à voir la situation en rose. Dans la salle, les participants à la conférence, l'air soucieux, s'entretiennent à mi-voix de telle ou telle mauvaise nouvelle. Voici le ministre qui entre. Presque au même moment, pendant que les bras se lèvent pour saluer, les sirènes se mettent à hurler tout autour de la Wilhelmplatz, faisant un bruit assourdissant. Alerte aérienne à Berlin en pleine jour : encore une nouveauté, qui n'a rien d'agréable non plus. Il y en a plus d'un qui, l'âme obscurcie par les événements, auraient préféré de beaucoup pouvoir se précipiter dans l'abri. Mais la présence du ministre oblige à de la tenue. Tous les yeux sont fixés sur lui. Le hurlement croissant et décroissant des sirènes continue toujours. Calmement, sans trahir le moindre signe de nervosité ou d'irritation, il s'assied à sa place, examine ses ongles avec intérêt, et attend patiemment que les sirènes, qui rendent toute parole impossible, aient terminé leur horrible chant.

Puis, comme s'il ne s'était rien passé, il commence d'une voix sourde son exposé de la situation politique, déclarant qu'il ne peut rien dire d'essentiellement nouveau sur l'Italie. Non parce qu'il ne sait rien, mais parce qu'il n'en a pas l'autorisation, même devant un tel cercle d'auditeurs. Qu'il connaît, aussi bien que le Führer, tant les événements eux-mêmes que ce qui va se passer bientôt là-bas. Mais que ce qui importe plus que les événements, ce sont les enseignements que l'on peut en tirer dès maintenant, à savoir :

1° Combien le Führer a eu raison, en 1934, d'assumer également la fonction de Président du Reich, de sorte qu'aucun dualisme néfaste ne puisse s'instaurer dans la direction de l'Etat, comme celui qui actuellement, en Italie, a rendu possible la catastrophe. Il y en eut alors beaucoup — parmi lesquels de droits et loyaux Allemands comme Hans Grimm — à être d'avis qu'il fallait confier la Présidence du Reich à une personnalité légitime, comme par exemple le Konprinz. Si nous avions alors cédé à cette opinion, les choses auraient vraisemblablement tourné exactement comme en Italie. Déjà après Stalingrad, le Président en question aurait fait venir le Führer et lui aurait dit : « Monsieur Hitler, vous vous êtes certes, jusqu'à présent, acquis de grands mérites en accomplissant de grandes choses pour le Reich, mais, maintenant, allez-vous en... ». Et alors, comme actuellement en Italie, toute la meute réactionnaire serait sortie de ses repaires, et avec elle la pègre, et les deux réunies auraient en un tournemain précipité le Reich dans l'anarchie. « Nous pouvons nous réjouir et être reconnaissant de ce que, grâce à la fermeté et à l'intransigeance dont nous avons fait preuve alors, ce destin nous ait été épargné. »

2° Le traître est toujours mort de sa propre trahison. Qu'on n'aille pas croire que les deux séniles incapables qui se trouvent aujourd'hui à la tête de l'Italie, soient en mesure de faire évoluer selon leur volonté la situation résultant du renversement de l'ordre fasciste. Lorsqu'un régime est renversé en temps de guerre, la racaille arrive au pouvoir. L'anarchie est inévitable. Au début, tout ce passe encore à peu près dans la légalité. Les chefs renversés sont arrêtés. Leurs partisans sont traqués. La populace s'en empare. Manifestations, grèves, guerre civile. Tout cela se déroule comme d'après un plan, dès l'instant que la racaille est lâchée, jusqu'à ce qu'enfin les traîtres eux-mêmes soient balayés. Badoglio a joué le rôle historique d'un Kérenski. « L'Italie, dévastée par une guerre furieuse, et sûrement poussée, par la famine, la détresse et la misère économique, vers le bolchevisme, si elle reprend un jour conscience, elle s'en mordra les doigts, de sa trahison ! Mais ce sera bien fait pour elle ! »

3° « Qu'est-ce donc que la liberté ? Les journaux italiens, hier encore fascistes, disent aujourd'hui, d'un ton pleurnichard, qu'ils ont enfin maintenant, après vingt ans, la liberté d'écrire ce qu'ils veulent. C'est exact. Mais qu'ont-ils donné en échange, pour cette liberté ? Leur liberté de nation fière et souveraine. Car en même temps que cette liberté, dont les journaux italiens chantent les louanges, la servitude a fait son entrée en Italie,

avec l'ennemi du dehors. Plutôt la liberté à l'extérieur, et une certaine limitation de la liberté à l'intérieur, qu'une existence asservie, sous la domination de tyrans étrangers. Si je dois ne pas être libre — et c'est le cas de tout ressortissant d'un Etat belligérant, même lorsqu'il s'agit de démocraties patentées comme l'Angleterre ou l'Amérique — je préfère que cette limitation de liberté me soit imposée par des représentants de mon propre peuple, dont je sais que, eux du moins — malgré toutes les différences, voire les oppositions d'idées — ils sont foncièrement du même sang et de même nature que moi, et représentent mes intérêts certainement mieux qu'un peuple étranger, dont les agissements sont déterminés par la haine, la vengeance, l'envie et la jalousie, ou tout au moins par l'incompréhension de mes particularités, de mes besoins et de mes aspirations. »

Pendant ces longs développements, exposés avec emphase, l'ordonnance, à courts intervalles, entre sur la pointe des pieds dans la salle, et pose sur la table, devant le ministre, des petits bouts de papiers donnant les dernières informations sur l'emplacement du groupe de bombardiers, qui s'approche. Tout en parlant, il jette dessus un rapide coup d'œil, sans laisser apparaître le moindre trouble, bien qu'il ne puisse plus ignorer que beaucoup de ses auditeurs, se tortillant d'inquiétude sur leurs sièges, préfèreraient certainement le plus ennuyeux des séjours dans l'abri, à ses développements du plus haut intérêt. Cependant la conférence se poursuit sans incidents. Les bombardiers sont venus jusqu'à Brandebourg, puis, pour des raisons inconnues, ont fait demi-tour.

D'une voix sourde, où transparaît l'indignation contenue, le ministre commente les circonstances de l'abdication, insistant sur l'abandon de l'homme d'Etat italien par les lâches opportunistes qui l'entouraient, et sur la rapidité de la chute du régime. Il demeure un instant silencieux, puis il ajoute avec force en fixant calmement ses interlocuteurs :

L'exemple italien est pour nous un avertissement des plus énergiques, à savoir : dans les moments d'épreuve, tenir le pouvoir bien en main, sans nous relâcher ; au contraire, devenir encore plus durs. Moi, en tout cas, je ne me laisserai arrêter par personnes. Chez nous, aucun portrait de Hitler ne sera arraché des murs tant que je serai en vie. Je placerai mes conseillers ministériels avec des mitrailleuses aux fenêtres de cette maison, et me défendrai moi-même revolver en main, plutôt que de sortir de mon ministère de mon plein gré. Je les connais déjà,

nos successeurs : après avoir brûlé leur livret de membre du S.P.D. ou du parti du Centre, ils sont depuis dix ans à cuver leur colère dans quelque recoin, en mangeant leurs pensions.

D'un seul coup, ils seraient tous revenus. Frais et dispos comme autrefois. Pendant que nous travaillions ils ont critiqué en secret. Critiquer est moins fatiguant que gouverner. Nous sommes surmenés et nerveux, peut-être même devenus un peu hystériques. Mais eux, ils sont frais et bien nourris. Vous n'avez qu'à voir la bedaine du Pasteur Niemoller, qui en camp de concentration ignore tout de nos besoins et de nos soucis, et de jour en jour devient plus gras et plus en forme. Et ces Lobe, Severing, et tous tant qu'ils sont, à qui le Troisième Reich continue de payer des pensions pour les services qu'ils ont rendus à la république de Weimar. D'un seul coup, ils seraient tous là de nouveau, et poseraient confortablement leurs gros derrières dans les fauteuils du gouvernement, d'où ils ont été balayés il y a dix ans par la volonté du peuple. Pensons à cela ! Que les événements d'Italie nous servent de pense-bête. Et n'oubliez jamais qu'il n'y va pas seulement de l'Allemagne, mais aussi de votre propre tête, à laquelle vous tenz tant ! »

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
Numéro d'impression : 174. Dépôt légal : 1er trimestre 1959.

e du
uver

com-
é en
som-
hys-
avez
o de
t de
obe,
con-
ndus
s là
ères
ès il
les
oliez
i de

—
60.